la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

21e année. — No 368. — Nouvelle série no 67. DECEMBRE 1952. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 67 - Décembre 1952

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en* 1952 *comme en* 1906. *La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

Le Carnet du Sauvage

LA FAILLITE DE L'O.N.U.

Est-ce que la France aura porté le dernier coup à l'O.N.U. ?

M. Paul Reynaud a dit le premier, paraît-il, que le gouvernement français ne devait pas permettre à l'O.N.U. de mettre son nez dans nos différends avec la Tunisie et le Maroc. Les hommes politiques les plus en vue ont acquiescé. Le gouvernement s'est alors rallié au point de vue du petit bonhomme.

Qu'est-ce qui est du ressort de l'O.N.U. ? On se le demande.

L'interminable comédie des pourparlers de Pan-Mun-Jom avait montré que l'organisation internationale des gouvernements était paralytique. Elle était incapable de se retirer d'une position ridicule.

Le coup de la France finit de l'achever. La démission du secrétaire Trygve Lie, le suicide de Feller marquent la gravité de la crise. On ne voit pas comment, dans les circonstances présentes, elle pourrait être surmontée.

On disait naguère que la Société des Nations était venue au monde infirme, avec une seule jambe, l'Amérique ayant emporté l'autre, après la conférence de Versailles.

On peut voir maintenant que l'Organisation des Nations Unies est née pareillement infirme. Elle ne souffre pas des jambes, mais de la tête. C'est un monstre à deux têtes, sinon à cinq têtes. Celles des cinq grands disposant du veto.

L'O.N.U. paie aujourd'hui les illusions des Américains et de Roosevelt. Bras dessus, bras dessous avec Staline et les Russes ils partirent joyeusement dans le brouillard. Les crocs-en-jambe se sont succédé. Mais un moment est venu où il a fallu voir clair. Le brouillard ne pouvait durer longtemps. Les illusions se sont dissipées. Une triste réalité est apparue : le monde coupé en deux, l'Europe menacée d'être absorbée par la Russie ; là où avait passé l'armée russe, des satellites totalitaires étaient édifiés ; ailleurs, et particulièrement en France et en Italie, de l'intérieur, des partis staliniens puissants menaçaient le régime, en tout cas risquaient de le priver de toute liberté de mouvement au cas de danger extérieur.

L'O.N.U. n'était plus qu'une tribune pour Vychinski Mains-Rouges propre à jeter le désarroi et la discorde dans le camp adverse et chez les gouvernements spectateurs. Cette tribune et tout ce qui l'environne est en train de s'écrouler.

Une question se pose pour les syndicats ouvriers et leur Internationale des syndicats libres. Deux questions même.

La première : l'Internationale syndicale va-t-elle comprendre qu'elle doit cesser d'être à la remorque de l'O.N.U. ? Force lui est de s'en détacher, pour ne pas s'écrouler avec elle.

La seconde : devant l'impuissance des gouvernements à se donner une organisation internationale, va-t-elle se replier sur elle-même afin de se préparer à prendre en main la cause de la paix et la barre de la civilisation ?

Hélas ! il est fort possible, sinon probable, que si l'O.N.U. éclate, il y ait autant d'Internationales syndicales qu'il y aura de blocs d'Etats, chaque mouvement syndical national se plaçant automatiquement derrière le gouvernement de son pays.

QU'EST-CE DONC QU'UNE GAUCHE ?

La revue **Esprit** vient de consacrer tout un numéro à la « gauche américaine ». La vieille phraséologie politique a repris le pas depuis quelques années sur les désignations courantes suivant les classes sociales. On est de gauche et non plus bourgeois, petit-bourgeois ou ouvrier. Là aussi il est franchement mal porté d'être ouvrier. Que ce soit la conséquence d'un affaissement de l'esprit prolétarien, cela ne fait pas de doute. Mais c'est aussi le résultat d'une invasion du mouvement par les intellectuels et par toutes les couches de la petite-bourgeoisie, fonctionnaires en tête. Cet affaissement de l'esprit prolétarien, dans quelle mesure provient-il de l'étatisme russe et de l'étatisme tout court qui tend à submerger le monde, cela mériterait d'être examiné plus profondément. Contentons-nous aujourd'hui de le constater.

Ce numéro d'**Esprit** n'est pas sans intérêt ; il apporte sur un aspect du mouvement défenseur de la liberté en Amérique des informations et des remarques très utiles. La « chasse aux sorcières » a là-bas fait reculer les forces intérieures de la liberté ? Ce qu'on appelait la gauche américaine a perdu de son influence ? Ce n'est pas niable. Mais si l'on veut discuter sérieusement sur ce point il ne faut pas escamoter certaines des causes importantes qui ont provoqué cette chasse aux sorcières et jusqu'au désarroi chez les moins fanatiques. Or l'enquête d'**Esprit** néglige au moins deux de ces causes : le sentiment pour les Américains d'avoir été joués dans leur naïveté à l'égard de la Russie au sortir de la dernière guerre ; la découverte d'un grand nombre de graves affaires d'espionnage. Ces deux points méritaient d'être regardés en face ; c'est vraiment dommage qu'ils ne l'aient pas été ; du coup l'intérêt de cette enquête est singulièrement réduit.

En conclusion de l'enquête, J.-M. Domenach compare la gauche américaine et la gauche française. Il examine leurs forces et leurs faiblesses respectives. Il constate que notre gauche cache un vide mental dont elle ne semble même pas souffrir. Constatation certainement exacte. Plus exacte même qu'il ne lui apparaît. Sinon il n'aurait pas indiqué parmi les rares tentatives de rajeunissement de la pensée socialiste le récent livre de M. Jules Moch, **Confrontations.** Je crains que le vrai mérite de ce gros livre, aux yeux de Domenach, ne réside dans quelques affirmations où l'homme politique socialiste rejoint les erreurs de pensée des chrétiens progressistes d'**Esprit.** Dès le début de « Confrontations » il y a, page 41, une petite phrase qui éclaire tout l'homme et sa pensée : « La guerre civile espagnole en 1939 se termine, malgré le courage et l'énergie de Negrin, par la défaite de la République. » Jules Moch est allé en Espagne, il a été reçu par Negrin, il l'a vu beaucoup. Ce qu'il n'a pas vu, et que l'Histoire retiendra, c'est que son grand ami Negrin fut, comme auxiliaire des staliniens, l'un des fossoyeurs de la République espagnole. Dans tous les problèmes, Jules Moch se place d'instinct, pour les regarder et les étudier, au balcon du dirigeant de l'Etat. Il incarne le technicien et le polytechnicien qui organise, commande, gouverne. Jamais, tout au long du livre, dans ses chapitres sur les différentes expériences de nationalisation, il ne se place au point de vue de l'ouvrier. Bienheureux ceux qui voient dans ce livre de grands thèmes de renouvellement du socialisme. Nous n'avons pas la même idée

sans doute du socialisme. Pour nous, le socialisme reste confondu avec l'émancipation ouvrière, ce qui est le cadet des soucis des technocrates, même quand ils se disent socialistes. De si haut, comment voir les fourmis prolétariennes ?

La polémique Camus-Sartre, les nouvelles déclarations de Sartre sur la gauche liée nécessairement au stalinisme, ce numéro d'**Esprit** sur la gauche américaine, la récente formation d'un Comité d'action des intellectuels pour la défense des libertés, où se retrouvent tous les intellectuels stalinisants au milieu d'hommes de bonne volonté angoissés par l'atmosphère présente, toutes ces manifestations amènent forcément à regarder sur quelles fondations cette gauche voulue par tant de gens pourrait s'établir un peu solidement. Naturellement dans la mesure où ces formations peuvent avoir une base solide. Car il ne faut pas se faire d'illusions. Regardez notre vieille Ligue des Droits de l'Homme née de l'affaire Dreyfus. Il y a combien d'années, presque de dizaines d'années, qu'elle n'a pas senti le déshonneur d'accueillir solennellement chez elle Vychinski, le procureur infâme de combien d'affaires Dreyfus ! Elle donnait ainsi l'accolade au général Mercier et au commandant Esterhazy. Grandeur et décadence de la gauche petite-bourgeoise, de nos intellectuels universitaires et de nos tabellions.

La raison d'être essentielle d'une gauche, ce serait évidemment la défense de la liberté, des libertés, d'où la défense de la paix, car la guerre porte automatiquement atteinte aux libertés, la guerre froide un peu moins que la chaude, mais déjà de manière sensible.

Pour des intellectuels, et spécialement pour des intellectuels de formation scientifique, disposés à ne pas se satisfaire de mots, d'apparences, encore moins de mensonges ridicules et niais, l'indépendance et la liberté de pensée devraient être exigées tout d'abord. A plus forte raison pour des intellectuels véritablement révolutionnaires.

Alors on est en droit de s'étonner qu'ils avalent — et avec joie encore — des bourdes monumentales. Il sera intéressant d'entendre Sartre, au retour de Vienne, discourir sur le procès Slansky. On n'aura pas, j'imagine, manqué de se préoccuper dans les rues de Vienne de ce qui se déroulait à Prague.

Le procès Slansky-Clementis, après le procès Kostov, après le procès Rajk, après le procès Petkov, ne peut manquer de frapper dur sur la conscience des intellectuels de gauche soi-disant chevaliers des libertés. La défense de la liberté en France commence sûrement à Prague en cette période. Les procès de Moscou étaient bons pour des Russes. Jamais l'Occident ne les connaîtrait. Voilà que des pays de l'Europe centrale en ont connu à leur tour. Maintenant c'est au tour de la Tchécoslovaquie, le plus occidentalisé de ces pays. Un Clementis, un Slansky et leurs camarades, tout comme Zinoviev et Kamenev, se reconnaissent, que dis-je ? se proclament coupables de tous les crimes, espionnage, sabotage de la production, trahison du régime.

Sartre et ses amis de la nouvelle gauche en formation avaleront-ils ça ? Ne verront-ils pas la menace de tels procès de Moscou se rapprocher de la France ? Prétendront-ils que cela n'a rien à voir avec la défense de la liberté ici, encore moins avec la défense de la paix et la lutte contre la guerre ?

Sartre était parti pour refaire le voyage de Gide à Moscou. On pouvait attendre son retour. Aurait-il le sursaut de Gide et saurait-il se reprendre ? Certes, il y avait l'exemple de Rolland qui avait gardé sur le cœur ses déceptions et ses désillusions. Il n'avait pas osé ou il n'avait pas pu s'en délivrer. De là son abattement des dernières années de sa vie. Attendons le retour de Sartre de Moscou, si déjà le voyage à Vienne et à Prague ne bouleverse pas son itinéraire.

Quand Domenach remarque que ni Upton Sinclair ni Steinbeck ne jouent en Amérique le rôle d'un Hugo, d'un Rolland, d'un Aragon, nous avons envie de rire. Comment peut-on rapprocher un histrion sans foi ni conscience comme Aragon d'hommes comme Upton Sinclair et Steinbeck ?

Les menaces mortelles contre la liberté ne manquent pas. Pour certains, l'évolution technologique et économique écrase forcément la liberté. D'où la conséquence relativement à l'Amérique, pays le plus évolué techniquement et économiquement, qu'elle est vouée à ne pas connaître ou à perdre la liberté. Il est permis de poser simplement une interrogation et de faire crédit à l'esprit humain de lutte contre toute oppression.

Pour beaucoup, ce XX[e] siècle, le siècle des guerres, est irrémédiablement mortel pour la liberté. Qui n'en a pas l'inquiétude est indigne d'appartenir à la gauche. De même quiconque se trompe sur l'estimation du danger russe et sur le rôle mondial de l'Amérique. Domenach, comme son ami Bourdet, le plus parfait gobe-mouches de l'heure présente, a-t-il « la certitude, acquise à la suite d'informations reçues au cours des derniers mois de diverses sources indiscutables, que l'U.R.S.S. serait prête à envisager diverses formes possibles de modus vivendi » ?

C'est fort possible. Un bon intellectuel croit plus aux paroles et à l'imprimé qu'aux faits. Celui qui jugera Staline sur ses paroles et ses écrits sera rudement embarrassé. Il le sera moins, il ne le sera même pas du tout s'il le juge sur ses actes. Il sera vite amené à conclure que Mussolini et Hitler étaient des petits garçons à côté de lui. Il s'entend comme pas un à empoisonner les plus diverses sources indiscutables et à faire avaler à un Roosevelt — qui n'était pas plus bête que Sartre ou Domenach — des certitudes qui n'étaient que de formidables tromperies.

Sans doute la peur de perdre nos libertés entraîne-t-elle une légitime inquiétude. Mais cela n'explique tout de même pas que des hommes comme Jules Isaac, Vermeil et quelques autres intellectuels s'imaginent pouvoir défendre les libertés avec les fourriers du totalitarisme.

Pour défendre la liberté contre les forces de réaction et contre le capitalisme, il faut en même temps et même d'abord la défendre contre le totalitarisme.

Drôle de gauche que celle qui, voulant barrer la route à la servitude et à la guerre, ne réussit en réalité qu'à balayer cette route pour qu'avancent sans difficultés la servitude et la guerre, en la personne du totalitarisme stalinien.

APRES LE CONGRES DE F.O.

Qu'est-ce qui se dégage des congrès F.O. qui viennent de se tenir ? Naturellement, en se plaçant à notre point de vue : tenir le coup devant les staliniens et devant les événements. F.O. n'est qu'un des éléments de cette double résistance, mais il en est un.

Ce n'est pas l'affaiblir que de la critiquer comme il nous arrive de le faire ; c'est au contraire l'inciter à remédier à ses faiblesses et à corriger ses erreurs. Ce n'est pas une maison où fleurirait Villiers-Bedes après avoir été décorée par Bouzanquet-Peyré qui attirera les travailleurs.

— Vous ne voyez que la question du Bedes, vous ne pensez qu'à ça, comme si ça avait grande importance et comme s'il n'y avait pas autre chose.

— Nous savons fort bien qu'il y a des tas d'autres choses et nous ne voyons pas ce que nous faisons de moins que vous en faveur de toutes les autres choses, mais nous sommes sûrs qu'un foyer d'infection comme le Villiers-Bedes stérilise l'activité dans tous les autres domaines. De là notre insistance. De

là notre entêtement. De là aussi notre règle que la valeur des militants et la confiance à leur accorder se mesurent selon la position prise en des cas pareils. Ceux qui n'auront rien fait pour balayer du mouvement syndical le Villiers-Bedes, à plus forte raison ceux qui l'auront défendu en dépit de tout, seront jugés à nos yeux.

C'est pourquoi nous avons le droit d'être étonnés qu'il se soit trouvé au congrès de la Fédération F.O. des Postiers 446 voix et seulement 4 abstentions pour condamner « **les accusations lancées sans preuve, ni commencement de preuve, par des militants qui ont porté sur la place publique des calomnies intolérables** », et pour « **déclarer que le renouvellement de telles accusations et la poursuite d'une campagne aussi mensongère excluraient de la communauté syndicaliste ceux qui en prendraient la responsabilité.** »

Les dirigeants des postiers F.O. n'ont pas osé hier exclure Molinier, malgré leur envie et leur savante préparation d'artillerie, mais ils se réservent de le faire demain.

Je répéterai une fois de plus que je ne comprends pas que tel ou tel militant, parisien ou prinvincial, des postiers ait pu s'associer par son vote ou par son silence à une telle résolution.

Calomnie intolérable, la constatation que Mourguès, Stoesel et Cie aient demandé et accepté la subvention de Villiers-Bedes pour leur Fédération, qu'ils se soient faits les défenseurs de Mathot et qu'ils aient proclamé leur amitié pour lui ?

Si j'en crois la rumeur, Mourguès, malgré son solide estomac, faisait une autre tête quand, à la commission de la presse du congrès F.O., Sidro, suivi par les autres représentants de la Fédération des Employés, se retirait en lui disant ce qu'il pensait de sa cynique attitude.

Une communauté syndicaliste véritable aurait tôt fait de liquider les méthodes Villiers-Bedes et tous les hommes qui ont le front de les pratiquer.

L'affaire du Bedes a connu pratiquement un autre sort au congrès confédéral F.O. Du moins il est permis de l'espérer et même de le croire. Les hommes qui ont mené le combat, Sidro, Thorel, Bomal, Gisselaire, ont estimé ne pas devoir porter le débat à la tribune du congrès. L'avenir dira s'ils ont eu raison. Je comprends à quelles préoccupations ils ont obéi. Si Bothereau tient les promesses qu'il a faites, tant mieux. Mais s'il ne les tient pas, si le dernier carré des défenseurs du Bedes l'empêche de les tenir, qu'adviendra-t-il ?

Lundi, tout sera terminé, a dit Bothereau. Mais il a dit et écrit depuis des choses beaucoup moins nettes. Le lundi est passé. Quel autre lundi tout sera-t-il vraiment terminé ?

Le dernier carré du Bedes ne désarme pas. Il a réussi au C.C.N. qui a suivi le congrès à éliminer Thorel de la commission exécutive et à faire passer pas mal de ses hommes. Néanmoins, il trouvera devant lui, espérons-le, un autre carré, beaucoup plus important et non moins résolu. Le nettoyage peut être regardé comme obtenu.

Inscrivons-le à l'actif du congrès de F.O., en même temps que la résolution sur la productivité et la décision de retrait du Centre intersyndical d'études et de recherches sur la productivité. Delamarre a posé le problème comme il devait l'être : pas de conventions collectives, pas d'accords de productivité.

Inscrivons encore à l'actif le refus de F.O. de se lier à la Démocratie combattante. Dolivet et ses patrons staliniens en seront pour leurs espérances d'entraîner F.O. sur le terrain du neutralisme. Comme si le neutralisme était possible. Le conflit Russie-Etats-Unis est doublé d'un autre qui ne se confond pas avec lui. Il pourrait survenir un accord Russie-Etats-Unis qu'il ne resterait pas moins pour l'Europe, et donc pour la France, le danger de voir la Russie totalitaire étendre sur elle sa griffe d'ours. La vieille politique des zones d'influence dont Churchill reste fidèle partisan au fond de son cœur, et à laquelle nous devons les tragiques erreurs de Roosevelt, peut fort bien retrouver une nouvelle application demain, quand les réactionnaires américains, se croyant de grands réalistes, diront : que l'Europe se débrouille ! et tendront leur main d'hommes d'affaires à la patte rouge de Staline, rouge du sang de tant des meilleurs révolutionnaires de ce siècle. Le lendemain, une fois de plus, les réalistes à la Churchill et à la Taft pourront numéroter les abatis de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Ajoutons encore à l'actif le sort fait à la modification aux statuts proposée par l'ineffable Mourguès : le congrès désigne le secrétaire général de la Confédération et celui-ci forme lui-même le bureau, désignant tous ses collaborateurs. Un secrétaire général patron, pour ne pas dire führer. Il fallait un certain culot pour proposer cela. On voit que notre homme n'en manque pas. Le congrès a balayé cette proposition comme elle le méritait.

Maintenant voyons les deux ou trois points peu réconfortants. Le débat sur la Tunisie a montré un état d'esprit colonialiste et nationaliste. Et Malé, le délégué de l'U.D. tunisienne, a pu se vanter en plein congrès de fournir des renseignements à la police sans se faire huer.

C'est notre Walu qui l'a été à sa place pour avoir osé dire ce qu'il fallait dire. J'ai l'impression que Walu reprend une succession honorable : celle de Charbit. Dans les congrès de l'U.D. de la Seine, Charbit était toujours là pour dire les choses déplaisantes mais utiles, et, cela ne manquait pas, il était régulièrement hué. Que Walu le prenne aussi philosophiquement que Charbit !

Pas de débat véritable sur l'unité syndicale. Ce n'était vraiment pas la peine que Lafond se remuât tous ces temps derniers pour garder le silence au congrès. Rien à dire ? Beaucoup à dire au contraire pour montrer comment se pose exactement le problème. Heureusement, Peyre, en montrant ce qui est fait dans la Loire, a exposé l'essentiel.

Une atmosphère de maison menacée, où l'on ne doit pas dire tout haut tout ce qu'on pense, par peur des oreilles ennemies, voilà ce qui caractérise aussi ce congrès. On aboutit à voter massivement un rapport moral dont on n'est pas satisfait, dont on ne peut pas être satisfait.

Quelques camarades classés comme minoritaires et comme révolutionnaires, notamment Hébert et Patoux, entrent à la commission exécutive. Espérons qu'ils y feront de l'excellent travail. Le Bourre, que la presse décore du titre de chef de la minorité, entre au secrétariat confédéral. Déjà à la naissance de la Confédération F.O. un secrétaire est entré comme représentant de la minorité ; c'est Lafond ; dès le lendemain, il ne se souvenait plus guère de la minorité ; de temps en temps, quelques velléités de souvenir, mais ça n'allait jamais très loin. En sera-t-il de même pour Le Bourre ?

Entre nous, il y a trois moyens de devenir secrétaire confédéral F.O. : le premier, c'est de donner des gages de réformisme ; si l'on a été révolutionnaire, de cracher sur ses amis et ses idées d'hier ; de porter respectueusement, hier, la valise de Jouhaux, aujourd'hui celle de Bothereau. Le deuxième moyen, c'est que l'un des soutiens financiers de F.O. vous recommande ou vous impose, par exemple la C.I.S.L., par exemple Irving Brown. Le troisième moyen, c'est qu'un courant de minorité représentant des idées, des méthodes, en somme l'espérance et la volonté de ce qu'il y a de réellement syndicaliste dans F.O. vous enfonce la porte du secrétariat. Je ne vois pas d'autres moyens. Mais le dernier n'a certainement pas encore été utilisé.

Ce congrès aura été un congrès d'attente. F.O. a raté son départ en 1948 en voulant être la maison du réformisme. Elle ne sera la maison capable d'attirer les syndiqués qui démissionnent de la C.G.T. avec leurs pieds et les inorganisés qui souffrent d'être inactifs qu'à la condition d'être une maison ouvrière propre et non celle de Villiers-Bedes, de perdre moins de temps avec la politique de la présence, comme l'a très bien dit Mercier, et de consacrer plus de temps et de force au véritable travail syndical, de ne pas regarder comme des ennemis ceux qui dans les syndicats des autres centrales font ce qu'ils peuvent pour lutter contre le patronat et contre le stalinisme. Dans la mesure où elle fera cela, elle aidera à préparer le moment où l'unité — hélas ! partielle — des syndicats libres deviendra possible.

JEROME THARAUD ET « LA BATAILLE SYNDICALISTE »

La nouvelle de sa maladie a fait remonter dans ma mémoire un souvenir assez curieux.

Qui pourrait penser que Jérôme Tharaud faillit collaborer régulièrement à la **Bataille syndicaliste,** quotidien ouvrier fondé en 1911 ? C'était le temps où de bien des côtés l'on attendait un quotidien syndicaliste qui apportât quelque chose de nouveau dans la presse. Tharaud et Delaisi étaient amis et se fréquentaient. Un jour, Delaisi nous transmit une proposition de Tharaud qui offrait de se charger de la rubrique théâtrale. Il aurait aimé suivre les pièces nouvelles en imaginant les réactions d'un ouvrier. C'était le temps où Péguy venait de publier le **Théâtre du peuple** de Romain Rolland et l'on sait que Rolland était frappé par la discordance entre le théâtre et les préoccupations profondes du peuple. Cette proposition de Tharaud était séduisante. Elle aurait apporté sans aucun doute une note précieuse dans le chœur du quotidien ouvrier. Pourtant, après discussion entre nous, nous n'avons pas cru pouvoir l'accepter. Pourquoi ? Parce que Tharaud était le secrétaire personnel de Maurice Barrès.

Etait-ce une raison suffisante ? Nous l'avons pensé alors.

C'est bien dommage cependant que la proposition n'ait pas été acceptée et l'expérience tentée.

P. MONATTE.

Parmi nos LETTRES

LES VIEUX TRAVAILLEURS

De notre camarade Ferrès, de Drancy (Seine) :

Les auteurs de « Simone Weil et la condition ouvrière » semblent avoir commis une erreur matérielle en écrivant dans la dernière R.P., page 15, — l'insécurité, — « Comment vivre... des 9.000 par mois pour les vieux au-dessus de 65 ans... »

D'après mes renseignements, cette allocation aux vieux travailleurs varierait (région parisienne) de 57.200 à 89.100 par an. Suivant que l'intéressé est célibataire ou a un conjoint à charge de plus de 65 ans ou de moins de 65 ans ou inapte.

Au cas quasi exceptionnel où un ex-salarié de cette catégorie aurait cotisé continuellement aux Assurances sociales la rente pourrait s'élever jusqu'à 129.600. On m'a dit que c'était aussi répandu qu'un merle blanc...

De toute façon le chiffre de 9.000 par mois n'est pas fondé et s'il s'agit d'un détail il peut revêtir une certaine importance aux yeux des intéressés : de moins de 5.000 par mois à 9.000 il y a une belle marge aussi bien en proportion qu'en valeur absolue.

Le chiffre de 3.000 fr. pour ceux de 60 ans susciterait également des réserves.

SUICIDE ET TRANQUILLITE

D'un camarade français, Charconnet, qui habite depuis déjà un certain temps l'Angleterre :

Si cela intéresse Louzon, une étude statistique des suicides à Londres confirme exactement ce qu'il dit de la situation en Europe : beaucoup moins de suicides pendant la pire période de bombardements et, socialement, beaucoup plus de suicides dans les quartiers riches de l'Ouest. Peut-être ce qui dans la bagarre réconforte les hommes est-ce moins l'effort et la lutte que la plus grande solidarité avec ses semblables ?

UNE LETTRE DE DESABONNEMENT

Du camarade Cochinard, secrétaire de l'U.D.F.O. de Reims, nous avons reçu la lettre suivante :

Reims, le 6-11-52

Camarade,

Abonné depuis quelque vingt ans à la « R.P. », j'ai le regret de t'annoncer que je ne suis plus d'accord avec son contenu et, en conséquence, tu voudras bien supprimer mon abonnement, cela te permettra de faire un service supplémentaire aux nouvelles et très intéressantes recrues que vous semblez devoir faire.

Salutations syndicalistes.

Nous enregistrons le désabonnement de Cochinard avec regret. Mais nous comprenons ses raisons : on ne peut être ou avoir été intéressé par les combinaisons Bedes pour publier des journaux syndicaux avec des fonds patronaux et être encore d'accord avec le contenu de la « R. P. ».

UNE LETTRE D'ABONNEMENT

De notre camarade Bonnaure, à Paris :

Mon cher camarade,

Tu trouveras ci-jointes les adresses de quatre nouveaux abonnés à la « R.P. », les fonds étant d'autre part versés au C.C.P. de la revue.

Je te précise que ces abonnements sont souscrits par le Syndicat F.O. du Personnel du Trésor (section de la Seine) pour être servis à quatre militants de son bureau, deux autres étant déjà abonnés à titre personnel.

Les raisons qui ont dicté cette décision à notre Conseil syndical sont essentiellement :

— la qualité des articles et leur variété ;

— la libre confrontation des points de vue qui est la règle de la « R.P. » ;

— l'analyse objective, en dehors de toute optique étroitement syndicale ou politique, des événements nationaux et internationaux ainsi que de l'action ouvrière ;

— liée à cette analyse le « débourrage » intensif des crânes se trouvera peut-être l'action la plus parfaite accomplie par la « R. P.» ;

— Enfin, la fidélité éprouvée, à la conscience ouvrière et aux intérêts des travailleurs, des collaborateurs les plus assidus de la revue.

En vous souhaitant (et surtout en nous le souhaitant) de continuer longtemps votre bonne besogne, recevez chers camarades notre amical et syndicaliste salut.

N'en jetez plus ! Camarade Bonnaure, tu vas nous faire rougir.

Ce qui est bien c'est d'avoir parlé de la revue aux copains et d'avoir réuni des abonnements nouveaux.

Ce qui sera encore mieux c'est, en groupe de financiers que vous êtes, de dire votre mot dans la « R. P. » sur les problèmes qui vous intéressent ou sur les questions de votre compétence.

On se congratulera en rond après.

NOEL

Il neigeait. La nuit emplissait le ciel sans étoiles et les choses de la terre.

Devant la masure où il avait serré ses outils, Chalumeau bourra sa pipe, et les flammes que son souffle tirait de l'allumette voltigeaient en rougeoiements sur sa face gonflée. Huit heures. Le cantonnier rentrait au village pour la soupe, pour son réveillon solitaire. Quel temps ! Il examina la nue avec un mépris dégoûté : y avait pas d'bon Dieu ; tout le milieu du chemin qu'il avait déblayé, la neige le recouvrait derrière lui, tranquillement ; pas la peine de s'échiner !

Enfin il partit, hochant la tête. Il allait, voûtant le dos, assoupi. Aux deux bords de la route s'étendait lourdement la campagne, et les flocons mêlaient sur le noir leurs molles mailles blafardes, dont la pesanteur glissait silencieusement sur le monde.

Ce silence, cette ombre, une longue plainte tremblante les déchira soudain ; réveillé, l'homme sursauta, s'arrêta. Et ses yeux plissés, fouillant l'obscurité, distinguèrent, abattue sur un tas de cailloux, empaquetée dans un manteau informe, une femme qui gémissait. Il s'approcha. Ce n'était pas quelqu'un du pays.

— Eh ben ? Ça ne va donc pas ? Faut vous l'ver. C'est bon pour attraper la mort, des affaires pareilles...

La lamentation continuait sans réponse. Chalumeau cherchait des raisons, brouillant sa voix pour l'adoucir. Frottant son nez, il regarda le ciel, la route, le village invisible, il marmotta pour soi :

— J'peux tout de même pas la laisser ici. Allons, allons...

Il l'avait empoignée avec une précaution maladroite, mise debout ; mais comme il essayait de l'emmener, la femme cria, courbée, tordue par la souffrance, maintenant son ventre de ses deux mains, et il s'aperçut qu'elle était grosse.

— Ah ! mon pauvre vieux, si c'est c't'histoire... Un miteux... Bougre !

Que faire ? Où aller ? Personne, pas de maison, la nuit, la neige glacée sur les épaules, la neige épaissie sous les pieds. Il en suait.

Ma foi il l'avait tout de même traînée jusqu'à l'abri, étendue sur une vieille couverture de jument : il avait mis le feu à un fagot, dont la lueur rampait et dansait, qui fumait et crépitait. Ça n'était pas encore fameux, puisqu'il n'y avait pas de porte à la masure ; il ôta son tricot de laine et le lui étendit sur les jambes. Mais voilà que d'instant en instant elle gueulait plus fort. Bonsoir de bonsoir ! Ça y était, elle allait accoucher tout à l'heure ! Lorsqu'il eut fait chauffer et qu'il lui eut fait boire dans son quart en étain le restant de son litre de rouge, Chalumeau fut au bout de son invention.

Il était dans les onze heures. Assis sur une vieille caisse, les coudes sur les genoux, le cantonnier ruminait, suçant sa pipe éteinte. Un gosse qui allait naître ici... Il arrivait de drôles d'aventures.

Subitement la femme, qui cependant avait paru s'apaiser, se convulsa, hurla : pour le coup ça y était bien, il n'y avait plus à lanterner, et le gros Chalumeau, entortillé dans son cache-nez, s'en courut en manches de chemise à travers la nuit.

Il n'avait pas froid, de vrai, quand il cogna à la porte de la Fraticier, la sage-femme. Bon ! voilà que la vieille était absente. Il craqua une allumette, se creva les yeux contre l'ardoise accrochée au loquet et sur quoi elle inscrivait d'ordinaire où elle était allée. Rien d'écrit.

Et pas un chat dans les rues. Les maisons dormaient sous leur fourrure de neige. Peut-être qu'elle aussi était à la messe de minuit ? Il passa tout de même par chez soi, où il prit une grosse pèlerine à capuchon, et recommença de galoper.

Vers la place haute, de toutes les ruelles grimpaient, dans la blancheur assourdie du sol, de noires formes emmitouflées ; coiffant le village, l'église les appelait par les tièdes lumières du porche et des vitraux ; déjà l'harmonie grave et tendre des orgues, animant l'écho des vieilles pierres sculptées, réchauffait et enlaçait les rêves, évoquait chez les hommes de la terre une divine naissance de la vie. Les groupes étaient entrés, les attardés se hâtaient un par un, et Chalumeau, posté derrière un pilier, comme un mendiant des villes, désespérait, quand il reconnut enfin, sous sa cape à pompons, la petite mère Fraticier.

Il n'avait averti aucun des gens, qui s'étonnaient de le voir, ce Chalumeau. C'est qu'il s'était bâti un tas de raisonnements pendant son trajet ; il était bien toujours le même, un peu beurdin, et bien plus que ne le pensaient ceux-là, qui ne savaient pas ce qu'il était venu chercher ; il faut croire pourtant que lorsqu'une idée le travaillait, il voulait fort ce qu'il voulait, puisque après de longues explications il arrivait à faire retourner la petite mère, toute grognante.

Seulement, des jérémiades, des crieries, il en entendit, et ses quatre vérités, et tout le fourniment, tandis qu'elle boitillait à ses côtés sur la route inégale ; mais comme elle n'était pas mauvaise vieille, elle finit par se moquer de lui :

— T'aurais pas pu, au moins, nous aplatir la chaussée, méchant gars de propre à rien ?

A présent, le gros bêta rigolait sans répondre, attentif à ne rien perdre du paquet de linge dont elle l'avait chargé et à ne pas échapper la lourde bouilloire qu'il portait de l'autre main.

...Dans la masure ouverte aux vents, à la nuit, à la neige, à la mort, elle dormait.

La lanterne de l'homme qui travaille aux chemins et les ressauts du bois flambant modelaient les traits rassérénés de la voyageuse et groupaient sur les murs les contorsions d'ombres chimériques. Près de la mère respirait la vie vacillante du nouveau-né.

Chalumeau remarqua le rectangle de clarté que par la baie sans porte projetait sur l'immense et morne campagne le misérable gîte, le gîte illuminé.

Elle s'achevait, l'étrange nuit. O l'horreur des hurlements rythmés par l'agonie des chairs, déchirés par la suprême et vrillante clameur du spasme qui crée, le corps écartelé, pantelant, fendu par la plaie monstrueuse... Le rustre solitaire revoyait l'énorme tête bleuâtre poussée par les forces de vie, les jambes rouges filant et se rassemblant en pattes de grenouille, et cette chose précipitée dans l'existence comme une bête humide qui glisse des filets du pêcheur...

Rassis maintenant sur sa caisse, dans son coin, il fumait paisiblement sa pipe, le cantonnier.

Voilà, c'était la vie, ça n'était pas neuf, il avait connu ça. Il se rappelait.

Il penchait le front, la pensée ramassée sur les souvenirs. Le feu mourait ; une grisaille blêmissait l'horizon au ras du ciel ; l'aube allait naître. Il y avait eu, dans les temps, reposant sur le lit d'une chambre bien chauffée, une femme semblable à celle-là. Misère ! Comme on était jeune, alors, et gai à la peine ! Et pas tant Jeannot qu'aujourd'hui, peut-être. Qu'était-elle devenue pourtant ? Et l'autre, la petite chose, l'innocent, qu'est-ce qu'il était devenu ? Non, pour sûr, ça n'était pas neuf.

Le feu mourait : le nouveau-né se remettait à crier. Et dans l'aube d'hiver chantonnant pour le rendormir, avec sa voix cassée, des chansons d'autrefois — auprès de la mère, éveillée et qui songeait, Chalumeau, agenouillé, écoutait vagir l'enfant.

Marcel MARTINET.

A TRAVERS LE MONDE

U. S. A.

NOTES SUR LES ELECTIONS

Eisenhower a été élu président avec la plus grande majorité enregistrée depuis la victoire de Roosevelt en 1936, qui correspondit avec l'apogée de la législation du « New Deal ». Cette victoire présente deux caractères principaux. D'abord, Eisenhower a entamé le « Bloc » démocrate du Sud, emportant quatre Etats du Sud et deux Etats frontières. Mais, ce qui est plus significatif, il n'eut besoin d'aucun de ces Etats pour vaincre car il emporte tous les Etats du Nord en dépit de la concentration dans ces Etats de la grosse industrie et du mouvement ouvrier.

Il convient d'ajouter deux faits avant de pouvoir apprécier le sens de la victoire d'Eisenhower. La participation électorale fut de 10 millions supérieure à ce qu'elle fut aux élections présidentielles précédentes, atteignant un total de 60 millions. Toutefois cette augmentation est particulièrement notable dans les secteurs ruraux et dans la classe moyenne ; elle fut très peu importante dans les districts prolétariens. C'est un renversement de la situation de 1948 ; les ouvriers répondirent alors à la campagne extrêmement énergique de Truman, tandis que la classe moyenne, trop confiante comme l'était le candidat républicain Dewey, ne se rendit pas aux urnes en grand nombre.

Bien sûr, la grande différence réside en ce que les chefs syndicalistes de 1948 n'avaient pas du tout confiance dans le résultat et firent tout ce qui pouvait être fait (tout au moins sur le plan bureaucratique) pour amener les travailleurs à voter. Dans l'ensemble, les différences d'opinion parmi les travailleurs ne furent guère plus grandes qu'en 1948. On estime qu'environ 65 % des voix des travailleurs allèrent à Stevenson. Le gros changement fut une indifférence et une apathie plus grandes chez les ouvriers qui se manifesta par l'abstention le jour du vote.

Cette indifférence relative chez les travailleurs est particulièrement remarquable si l'on tient compte du fait que les conditions matérielles d'existence chez le travailleur américain moyen sont au moins aussi bonnes et probablement meilleures qu'à toute autre période précédente. Il est évident alors que son mécontentement concerne moins sa condition actuelle que ses craintes pour l'avenir. Seuls les groupes minoritaires, Noirs et Juifs, particulièrement sensibles aux dangers possibles courus par les droits civiques sous une administration républicaine conservatrice, demeurèrent massivement fidèles au parti démocrate.

Les républicains centrèrent leur campagne sur la Corée, l'espionnage communiste et la corruption, en mettant l'accent sur les deux premières questions. Il importe de se souvenir que les Etats-Unis ne participent, historiquement parlant, aux affaires mondiales que depuis une date récente. En dépit du fait que la guerre de Corée est un fardeau plus léger pour l'économie et le matériel humain américains que ne l'est pour la France la guerre d'Indochine, il existe néanmoins beaucoup d'inquiétude chez les Américains devant le caractère apparemment interminable de cette guerre. Les Américains, bourgeois et prolétaires, voient le stalinisme enregistrer de nouvelles victoires dans d'autres parties du monde. Bien que les travailleurs soient pacifistes et repoussent les propositions de Mac Arthur de bombarder la Chine communiste, ils se rendent compte que, fondamentalement, l'administration démocrate a échoué dans sa politique étrangère. Puisque les travailleurs américains, après tout, ne sont pas riches, ils ont naturellement un préjugé contre les programmes d'aide à l'étranger. Ils se sont ralliés à ces programmes sous prétexte qu'ils étaient nécessaires pour s'assurer des alliés qui serviraient à maintenir la sécurité américaine. Mais le fait que l'administration n'est pas parvenue à mettre sur pied un soutien efficace pour les Etats-Unis hors d'Amérique a donné naissance au sentiment que tout ce programme était vain.

Bien sûr, le programme d'Eisenhower est essentiellement le même : alliance avec l'impérialisme capitaliste occidental et confiance en des bastions démocratiques tels que Franco, Chang Kai-shek, Syngman Rhee, etc. Il n'offre aux travailleurs aucune alternative réelle à l'administration démocrate. Mais rappelons-nous qu'il n'avait pas besoin des voix des travailleurs pour vaincre. Tout ce qu'il lui fallait c'était leur passivité alliée à l'excitation de la frénésie patriotique de la classe moyenne sur le problème de l'activité communiste.

Le glissement en faveur d'Eisenhower met en évidence l'impasse dans laquelle se trouvent les chefs syndicalistes. Pour la première fois dans l'histoire américaine, les conventions de l'A. F. of L., du C.I.O. et de l'Union des travailleurs des mines ont soutenu officiellement le candidat démocrate. La direction syndicaliste fut complètement unifiée. Mais à aucun moment au cours des quinze années de l'histoire du C.I.O., la direction n'a été aussi complètement séparée de la base. A ses débuts, l'activité du C.I.O. reposait sur les efforts des militants dans les ateliers. Mais des années de collaboration avec le gouvernement et de subordination aux agences gouvernementales ont créé un appareil compliqué de responsables officiels bien payés et ont réduit la participation des militants de base. Actuellement, la base ne pouvait être mobilisée, en particulier pour soutenir des démocrates discrédités. Dans 99 % des syndicats C.I.O., les Comités d'Action Politique (P.A.C.) n'ont aucune existence réelle. La plupart des membres du C.I.O. répugnèrent à donner au P.A.C. le dollar qui leur

était demandé. Dans l'A.F. of L. la situation fut pire encore, car un appréciable pourcentage des syndicats locaux sont des dictatures dirigées par des éléments corrompus, et l'activité de la base y est totalement inexistante.

A cet égard l'agitation dans laquelle le C.I.O. a sombré à la suite du décès soudain de Philip Murray est on ne peut plus éloquente. Le résultat des élections, en dépit du malaise, n'engendra aucune crise. Mais la mort du « patron » menace l'existence même du C.I.O., parce qu'il peut s'ensuivre une lutte pour la direction entre les candidats rivaux à la présidence. Il existe en outre la crainte d'une telle lutte malgré l'absence d'aucun heurt significatif dans les idéologies en présence. Bref, la situation ressemble à la mort d'un dictateur, « l'arbitre suprême », dans un pays totalitaire. Ce qui ne veut pas dire que les syndicats du C.I.O. sont des dictatures, mais cela met l'accent sur les luttes intérieures qui sont généralement des luttes pour le pouvoir entre bureaucrates plutôt qu'entre factions rivales de la base.

Bien qu'elle ne revête pas d'importance nationale, la campagne du parti libéral en faveur de G. S. Counts, candidat sénateur pour l'Etat de New-York, offre un intérêt parce qu'elle a fait entendre la seule note positive de la campagne du point de vue de la progression de l'action politique indépendante face aux deux partis principaux. Le nom de ce parti appelle quelque explication, parce que le parti libéral est le contraire de ce que libéralisme signifie en France. En général, le point de vue politique de cette organisation, qui n'existe que dans l'Etat de New-York, est semblable à celui de l'aile droite du parti travailliste anglais. A la différence de ce dernier, cette organisation n'est pas formellement socialiste dans son programme, mais la plupart de ses membres se considèrent dans l'ensemble comme des amis de la démocratie sociale.

L'âme du parti libéral est le syndicat international des travailleurs de la confection pour dames (I.L.G.W.U.), dirigé par David Dubinsky. C'est le plus grand syndicat de New-York comprenant 150.000 membres dans la ville même. Bien qu'il y ait d'autres syndicats éparpillés dans New-York qui soutiennent ce parti, les syndicats d'Etat de l'A. F. of L. et du C.I.O. lui sont hostiles parce qu'il n'est pas toujours d'accord avec la direction syndicale de l'Etat dans le domaine de la stratégie politique.

Ces désaccords font honneur au parti libéral parce qu'ils résultent de sa répugnance occasionnelle à accepter un candidat à une fonction importante, proposé par le parti démocrate. Le parti libéral, à la différence des petites organisations socialistes, a tenu à soutenir Stevenson comme « le moindre mal » et, en général, les groupes socialistes critiquent ce parti pour son opportunisme et sa volonté de marchandage avec les démocrates. Il faut pourtant noter qu'étant donné la force du système bipartite américain et la difficulté de créer un nouveau parti, la tactique électorale habituelle du parti libéral n'est pas pire que la vieille tactique d'avant guerre de la S.F.I.O. qui consistait à faire bloc avec les radicaux contre la droite dans le scrutin de ballottage.

Ce qui est significatif, c'est que, en créant effectivement une véritable structure interne de sections membres et de syndicats affiliés, les chefs libéraux ont maintenant intérêt à défendre cette structure du parti contre les menaces qui guettent son existence.

Il en résulte que lorsque les démocrates désignèrent comme sénateur pour New-York un politicien peu connu, John Cashmore, et refusèrent tout effort sérieux pour trouver un candidat acceptable par le parti libéral, ce dernier repoussa Cashmore et nomma un de ses chefs, George Counts, professeur à l'Université de Columbia, possédant une longue expérience à la tête du syndicat de l'Enseignement et dans l'Education nouvelle. Cette décision de présenter un candidat indépendant amena l'élection d'un républicain et une voix républicaine supplémentaire au Sénat contre la législation démocrate sociale du « Fair Deal ». Puisque Cashmore aurait suivi les ordres de l'organisation démocrate de New-York, qui a toujours soutenu le « New Deal » et le « Fair Deal » de Truman, le parti libéral en refusant de le soutenir entrait en contradiction avec sa politique traditionnelle de soutien du « moindre mal ». Il fit cela dans le but d'avertir les démocrates qu'ils ne pouvaient pas mépriser à la légère les désirs et les opinions du parti libéral. En un mot, il défendait son existence, même quand cette défense mettait en péril la majorité démocrate au Sénat américain.

L'A. F. of L. et le C.I.O. de New-York, d'autre part, firent abjectement cortège aux démocrates en soutenant Cashmore et en critiquant avec véhémence le parti libéral. Mais les résultats le jour de l'élection prouvèrent que le parti libéral avait maintenant une base solide. Les 461.000 voix de Counts étaient non seulement le plus grand nombre de voix qui ait jamais été enregistré par le parti libéral dans aucune élection nationale ou élection d'Etat, mais il dépassait considérablement les 390.000 voix acquises à Stevenson par le patronage du parti libéral. (Le New-yorkais qui a voté pour Stevenson pouvait voter pour lui soit en votant pour la liste démocrate soit pour la liste libérale, indiquant ainsi sa préférence partisane.) Ainsi des centaines de milliers de travailleurs répudièrent l'attitude poltronne de l'A. F. of L. et du C.I.O. de façon à montrer leur solidarité avec le parti libéral dans cette campagne des plus difficiles.

Le parti travailliste américain, avant-poste stalinien à New-York, fut jusqu'en 1950 plus fort que le parti libéral. Cette année, il fut complètement écrasé, son candidat au Sénat, Corliss Lamont, n'obtenant que 98.000 voix. Son candidat à la présidence, Vincent Hallinan, n'obtint que 62.500 voix à New-York, ce qui indique que beaucoup de « compagnons de route » avaient abandonné Hallinan pour voter pour Stevenson.

Bien que la réussite du parti libéral dans la campagne n'ait pas démontré clairement la nécessité d'un troisième parti, indépendant des deux partis capitalistes, elle met néanmoins en évidence la vanité des « comités d'action politique » des syndicats bureaucratiques et la force qu'on peut retirer de la puissance syndicale organisée en un parti politique qui fonctionne véritablement, même si ce parti ne désigne pas nécessairement ses propres candidats. Par leur lamentable démonstration aux élections de cette année, les dirigeants syndicaux auront du mal à expliquer pourquoi des partis comme le parti libéral ne devraient pas se former dans d'autres Etats. Et à New-York même, un certain nombre de syndicats rompront maintenant probablement avec la politique officielle pour rallier les syndicats qui appartiennent déjà au parti libéral.

Quels seront les changements apportés par la nouvelle administration républicaine ? Ils seront peu nombreux, comme doivent s'en douter les lecteurs de mon précédent article. L'aile isolationniste des républicains a perdu plusieurs sénateurs, si bien que le nouveau Sénat est *plus* favorable que l'ancien à un « rôle mondial » pour les Etats-Unis. Dans l'ensemble, les démocrates et les républicains internationalistes continueront la politique étrangère précédente, tandis qu'une combinaison des républicains et des démocrates du Sud continuera le glissement progressif vers la droite dans les affaires intérieures.

S. BERG.

LE TROISIÈME CONGRÈS
DE LA C.G.T.-F.O.

Il nous a paru intéressant de réunir ce faisceau de témoignages sur le congrès de la C.G.T.-F.O. Même si ceux-ci ne sont pas toujours convergents. Voici donc les comptes rendus et commentaires de Walusinski (Enseignement), Laval (Métaux, Saint-Chamond), Lapeyre (Travaux publics), Peyre (Bâtiment, Loire), Hagnauer (Enseignement) et Thorel (Papier-Carton).

Un bon congrès radical

« Toi qui as suivi le congrès de bout en bout, vas-tu nous expliquer un peu ses étranges conclusions ? m'a demandé un camarade exigeant à qui j'essayais de montrer que ce congrès F.O. n'était pas aussi mauvais qu'on pouvait le craindre.

« Tu ne vas pourtant pas me redire le couplet Bothereau : c'est une victoire d'avoir duré, continuons. Vous, les minoritaires, qui vous estimez satisfaits, qu'avez-vous obtenu ? Personne ne veut plus de Jouhaux et il est réélu président par acclamation. Le Bourre est élu au bureau et Richard y est toujours toléré. Vous dites que l'affaire Bedes est réglée mais je ne lis aucun texte qui le précise. Vous êtes des minoritaires en peau de lapin. Vous vous contentez de peu ! »

Qui a jamais dit que les minoritaires étaient satisfaits ? Mieux vaudrait dire qu'ils n'ont plus beaucoup d'illusions. Quand l'un d'entre eux m'a dit : « C'est un bon congrès radical », il ne faut pas en déduire que la C.G.T.-F.O. lui paraît la meilleure des centrales possibles. Mais quand vous lisez la réflexion de Bothereau (éditorial de F.O. du 20 novembre) : « Telle que confirmée par le congrès, l'orientation de notre centrale F.O. est celle du bon sens même », vous comprenez l'expression congrès radical (radical par antiphrase) : on y a bonne conscience, on a le bon sens pour soi comme les bourgeois sous Louis-Philippe, ceux qui étaient fiers de la conquête de l'Algérie.

Les minoritaires ne sont ni fiers, ni satisfaits. Faute de « bon » sens, ils ont celui du relatif.

***

Car le congrès s'annonçait très mal. Une grande apathie des troupes ; pas des troupes imaginaires qui peuplent les discours du secrétaire général ; pas le million d'adhérents toujours annoncé (au nom du bon sens sans doute, car ce ne peut être au nom de la bonne foi) ; mais une grande apathie des vrais syndiqués pas nombreux mais fidèles. Apathie à peine secouée par une opération classique de ratissage de mandats : qui osera encore après cela prétendre que la bureaucratie de F.O. est inefficace ? Voyez plutôt le vote du rapport moral.

Sur les problèmes internes de la confédération, et principalement sur l'affaire de presse, le Bureau avait manifesté son intention de noyer le poisson : non-publication du rapport de la commission de presse Thorel-Beyaert-Bergeron (parce qu'elle portait condamnation du Bedes) ; liberté laissée aux Unions départementales de continuer, sous leur responsabilité, à employer la « publicité » Bedes pour publier des journaux.

Sur la question de la productivité, la thèse confédérale semblait fermement établie sur la position fortifiée de Richard, le distingué ex-président du C.I.E.R.P., organisme mystérieux quant à son financement, quant à son travail et quant à son utilité, sans parler de son indépendance.

Sur le plan extérieur une polémique sur le ton de la discourtoisie la plus diplomatique avait opposé Irving Brown, représentant de l'A.F.L. en Europe, à Jouhaux, représentant en démocratie combattante.

Ce bref rappel situe le climat à l'ouverture du congrès. Les météorologues du mouvement social annonçaient de fortes perturbations (en provenance d'est et d'ouest). Après quelques averses locales (en commissions), les quatre jours de congrès n'ont pas fait descendre l'optimisme confédéral de rigueur.

« La voix de la base »

Les interventions sur le rapport moral ne pouvaient guère discuter un texte remarquable par son indigence. Moins nombreuses qu'au congrès 1950, elles ont généralement montré une réflexion plus sûre et moins de violence éloquente mais stérile.

Charlot (Alimentation) dit justement que c'est le prolétariat et non le gouvernement qu'il faut inviter à agir ; c'est en faisant de F.O. l'organisation la plus dynamique que se fera le regroupement.

Mais pour Laval (Métaux, Loire), les responsables de Force Ouvrière n'ont rien fait dans ce sens. Ils ont « donné », au contraire, à fond dans le panneau de la productivité.

Peyre (Bâtiment, Loire) aurait été heureux que l'on apporte au congrès des exemples « de productivité » ayant profité aux travailleurs. On admettra que cette demande était pertinente.

Mercier, de Grenoble, montre très justement que dans l'état actuel de nos forces chaque fois qu'un militant syndical est enlevé à son organisation pour représenter F.O. dans l'un de ces innombrables organismes officiels à efficacité douteuse, on affaiblit le mouvement syndical.

De l'une à l'autre de ces tendances se situeront là quelque quarantaine d'interventions sur le rapport moral. Le congrès les écoute avec attention, car c'est le premier jour. Le second il s'énerve un peu et manifeste son indignation ou son approbation avec plus de chaleur.

On attendait Le Bourre, dont l'éloquence est généralement appréciée. Mais on n'eut qu'un discours de candidat au bureau confédéral. Arrondissant les angles de ses critiques et se gardant de quelques sujets scabreux (la question de la presse syndicale, par exemple). Au contraire, pour réclamer une propagande plus active, cette phrase malheureuse : les ouvriers ont encore besoin de chefs. Une façon comme une autre de dire : je suis là !

Thorel eut le mérite de placer le problème de presse sur son véritable plan : celui de la moralité. Sur la Tunisie, il énonça ce qui devrait être une évidence pour tous : « Nous n'avons pas le droit de vouloir libérer les pays dépendants au profit de la France. » Car alors, pour les autochtones, où serait la libération ?

Hagnauer avait montré auparavant la fâcheuse symétrie entre la position du gouvernement français à l'O.N.U. et l'attitude de la C.G.T.-F.O. vis-à-vis de la C.I.S.L.

Il faut faire une place à part à l'intervention de Malé, secrétaire de l'union des syndicats F.O. de Tunisie. Alors que certaines interventions favorables à l'entente avec l'U.G.T.T., la centrale tunisienne affiliée à la C.I.S.L., avaient été plus ou moins mal accueillies, le discours de Malé, vitupérant la mauvaise foi... des absents fut chaleureusement applaudi. Jouant habilement de la psychose anti-stalinienne qui est le plus communément répandue parmi les adhérents F.O., il obtint un succès facile en accusant les syndicats tunisiens de mener une action politique et nationaliste plutôt qu'un combat social et ceci en « flirtant » avec les syndicats communistes. Accusation d'autant plus facile qu'elle s'appuyait sur des faits déformés (son allusion au conflit des dockers de Tunis, par exemple), et qu'il déniait à ses contradicteurs toute compétence, faute d'avoir été étudier la Tunisie sur place (1). Moment pénible, il faut le dire, que celui de ce congrès applaudissant les critiques au nationalisme tunisien au nom d'un nationalisme français qui n'ose pas dire son nom.

La réponse de Bothereau à ses interpellateurs fut courte et vide. Une satisfaction inébranlable ; il est vrai que quand on croit avoir un million d'adhérents on peut se moquer des critiques et être fier « d'avoir des minoritaires mais pas de minorité ». Alors qu'on devrait s'en inquiéter comme d'une preuve de faiblesse et d'un témoignage de léthargie générale. Alors surtout que les congressistes espéraient une réponse à quelques questions précises : la Tunisie, les relations avec la C.I.S.L., la position du bureau sur la productivité, sur la question Bedes, etc.

L'air des cimes

Matinée du jeudi 13 : allocutions des délégués fraternels et discours du président. Mais ce n'est pas une formalité. Il faut noter la courtoisie de Reuter, parlant au nom de la centrale allemande et ne faisant aucune allusion au problème de la Sarre.

Les interventions américaines étaient particulièrement attendues. Levinson, au nom du C.I.O., a eu le mérite de rappeler que c'est au renforcement de l'Internationale syndicale qu'il fallait tendre. Ses remarques sur la productivité ont été utiles dans la discussion du problème pour rappeler qu'aux U.S.A. c'est la politique des hauts salaires qui a contraint le patronat à s'adapter au progrès technique.

J'ai trop peu souvent entendu Irving Brown pour affirmer que son discours fut le plus mauvais qu'il ait jamais prononcé. Mais je l'espère pour lui ! Une élémentaire psychologie apprend qu'il ne faut pas rappeler aux gens qu'on a secourus qu'il est utile de les aider encore.

Brown devait également savoir que l'immense majorité des syndicalistes français espérait une victoire de Stevenson, candidat de l'A.F.L. et du C.I.O.

Les plus éclairés parce qu'ils souhaitaient pour leurs camarades américains l'abrogation ou un aménagement favorable de la loi Taft-Hartley. Les autres, en plus grand nombre, parce que, comme tous les Français moyens et leur presse, ils voyaient en Stevenson la poursuite de l'aide à l'Europe et en Eisenhower une tendance à réduire cette aide. Tous ces motifs ne valent peut-être pas mieux que ceux des électeurs du général. Mais Irving Brown, mieux conseillé, se serait dispensé de lire le télégramme de félicitations envoyé par l'A.F.L. au vainqueur et l'assurant de son fidèle soutien pour l'unité de la nation. Sans doute beaucoup de congressistes F.O. sont-ils également attachés à l'unité de leur nation. Mais ceux-ci n'auront pas été les moins choqués par le nationalisme de Brown.

Quant à moi, j'avais déjà eu l'occasion de le constater : Brown n'a jamais conçu qu'une action syndicale internationale puisse avoir un caractère absolument distinct de l'action des gouvernements. Se posant en réaliste, disposant de moyens qui lui permettent de développer ses projets, les réalisations rapidement rentables, même quand elles peuvent s'inscrire d'une façon plus ou moins heureuse dans la stratégie de guerre froide des gouvernements, sont les seules à l'intéresser. Ses préoccupations sont donc trop éloignées des miennes pour que je puisse vraiment juger son action.

D'ailleurs aussi maladroite que me paraisse son intervention au congrès, rien ne me prouve que son influence sur de nombreux militants en ait subi le moindre préjudice.

Le discours de Jouhaux clôturait la série de ces interventions des « grands internationaux ». Il a été applaudi comme il se devait et Hébert a même trouvé le moyen d'y reconnaître de bonnes choses. Moins sagace, j'en ai retenu que Jouhaux était assez fier de ce qu'il avait fait en 1919, qu'il n'avait jamais cessé, même en 1914, d'appeler les travailleurs à prendre en main leurs destinées et qu'en 1952 il ne lui serait jamais venu à l'esprit de demander au mouvement syndical de se dépersonnaliser dans une organisation extérieure mais qu'une coordination était indispensable pour montrer un front uni... Contre qui, on ne le sait pas trop mais ça n'a aucune importance puisque Jouhaux ne reparaîtra pas au congrès, que le C.C.N. le réélira par acclamation président, et que *Force Ouvrière* du 20 novembre ne publiera qu'un extrait expurgé de son discours en bas de page.

Balayer devant sa porte

C'est un mérite de ce congrès F.O. de ne pas avoir manqué un examen critique de ses moyens de vivre. Bien sûr, il ne faut rien exagérer. Le rapport financier n'a pas été épluché avant d'être voté à l'unanimité moins 2 voix et 9 abstentions. Le rapport de la commission de contrôle avait d'ailleurs été présenté par le gérant du journal Bedes de la fédération des cheminots, qui déclara avec tact que le moment devait venir enfin de se passer de l'aide étrangère. A la question : pourquoi le rapport financier ne dit-il *rien* de l'hebdomadaire *Force Ouvrière*, Bothereau répondit : « C'est une lacune, mais je ne m'en étais pas aperçu ! Les comptes sont sains ; ils seront présentés au C.C.N. ».

L'affaire de presse agita une commission spéciale où bientôt Mourguès et Madrat, hérauts du Bedes, crurent trop vite que tout était arrangé, à leur goût. Sidro, défendant une motion de la fédération des employés qui condamnait la liaison avec Bedes, avait dû, ainsi que les camarades des services publics, des fonctionnaires et des travailleurs de l'Etat, se retirer de la commission tout en mainte-

(1) A l'interjection indignée d'Hagnauer : « Ce sont des ragots de police que vous nous servez là ! » Malé répliqua qu'il ne pouvait avoir l'idée d'utiliser les renseignements de la police puisque, bien souvent, c'est lui qui devait fournir des informations aux « renseignements généraux ». Je tiens à enregistrer ici cette déclaration publique.

nant sa motion. Celle-ci se trouvait ainsi soutenue par des fédérations groupant largement plus de la moitié des effectifs confédéraux. Le débat public fut donc évité. Une déclaration du secrétaire général, confirmée devant le C.C.N., assure de l'attachement du bureau ainsi que d'importantes fédérations à l'idée de salubrité. Nous nous sommes suffisamment inquiétés, dans la *R.P.*, au sujet de cette sinistre affaire pour ne pas nous réjouir d'en apercevoir enfin la solution définitive.

Le vote des modifications aux statuts n'apporta aucune surprise. La proposition faite par la fédération P.T.T. de nommer un secrétaire général qui formerait ensuite son « cabinet » ne remporte même pas un succès d'estime. Majorité confortable, par contre, pour le principe d'une cotisation mensuelle égale à une heure de travail. On en verra l'application avec intérêt.

A propos de l'obligation statutaire pour les syndicats de s'abonner à l'organe officiel *Force Ouvrière*, j'avais déposé une motion réclamant la constitution d'une commision du journal. Renvoyée au C.C.N. elle a été écartée sur la remarque savoureuse de Bothereau que cette commission existait déjà ; quelques écarts de plume de certains secrétaires confédéraux prouvant que la plus parfaite entente régnait entre ses membres sur des sujets tels que la productivité, se trouvent donc ainsi officiellement couverts. Quant aux comptes de *Force Ouvrière*, soyons assurés qu'ils ne seront pas « oubliés » dans le rapport au congrès de 1954 !

Les grands débats

Chacun d'entre eux mériterait une étude détaillée et pour le faire il faudrait avoir suivi sa préparation en commission. Je me contenterai de remarques succinctes.

C'est une nouveauté heureuse de s'occuper du problème du logement. L'accord est facile sur les vœux.

Quant à la Sécurité sociale, les partisans de « l'étatisation » sont aisément battus. Mais le problème reste situé entre techniciens. Eux-mêmes regrettent honnêtement ce manque d'intérêt de ceux qui devraient au contraire y porter le plus d'attention.

Le débat sur la productivité fut l'un des plus fructueux. Delamarre, très à l'aise, — visiblement plus à l'aise comme secrétaire de la fédération des métaux qu'il ne l'était comme secrétaire confédéral — soutint le retrait de la confédération du C.I.E.R.P. Richard — qui n'avait pas la forme ! — défendit « un organisme de liaison intersyndical » qui devait donc plaire aux unitaires. Abondant dans son sens, signalons l'humoristique intervention de Wasseige (Employés) prétendant qu'au C.I.E.R.P. « on se battait ! ». Au contraire, Gibelin (Employés), Peyre, Hélène Parmentier (Habillement), Chauvat (Métaux) apportent des faits significatifs : on parle officiellement de productivité, on constate effectivement plus de chômage et des salaires diminués. Delamarre conclut justement que les accords de productivité substituent aux syndicats des délégués irresponsables. Aux syndicats, au contraire, de réclamer toutes leurs responsabilités en luttant pour obtenir d'abord des conventions collectives. C'est dans le cadre de celles-ci que des accords de productivité peuvent être envisagés (comme ils le sont dans la convention collective exemplaire négociée par l'union de l'automobile C.I.O. avec la General Motors).

Le congrès, votant par mandats, suivit ces sages avis, refusant, à la majorité, de faire confiance aux technocrates.

La motion sur les salaires et les prix n'entraine que peu de critiques. Mercier (Grenoble) regrette qu'il n'en soit pas donné un résumé qui frappe par sa simplicité. Richou a raison de regretter l'absence de précision sur les moyens d'action mais il se trompe lourdement s'il croit qu'un « parti ouvrier français » sauverait le mouvement de son inefficacité.

Le temps manque, en fin de congrès, pour approfondir les questions internationales. La motion Le Bourre, qui l'emporta, fut fort mal défendue par son auteur, avec des arguments de réunion électorale. Les critiques à cette motion, fort nécessaires à mon sens, ne furent pas souvent ce qu'il fallait. Au vrai, on ne peut appeler débat public une demi-heure pour dix interventions. La question de fond, la possibilité d'une action purement ouvrière sur le plan international sans égard pour les égoïsmes nationaux ne fut qu'effleurée. La Confédération Internationale des Syndicats Libres ne s'était manifestée, à un autre moment, que par une brève intervention de Heyer. Le fait qu'elle n'ait pas participé aux débats sur les questions internationales et celle de Tunisie, ni par son délégué, ni par la plupart des orateurs, témoigne du peu d'importance qu'on attache généralement à son action. Pour moi, il est évident que le vote acquis n'a qu'une portée limitée étant donné les conditions dans lesquelles il a été formulé. J'ai voté la motion Dercour pour ce qu'elle comportait de refus de l'intégration dans le système atlantique. Mais je sais bien que d'autres s'y rallièrent par nationalisme anti-américain. La motion Le Bourre reçut aussi les suffrages de nationalistes antistaliniens.

L'avenir de Force Ouvrière

C'est à dessein que j'ai omis de signaler le débat sur le regroupement syndical et l'unité d'action. Le congrès 50 avait tourné autour de ce débat sans issue. Celui de 52 l'a presque ignoré. Discuté en séance de nuit il démontra que pour la majorité de F.O., l'idée du regroupement reste : venez à F.O., seule grande centrale libre. Dans ces conditions, le débat ne peut rien donner. Seule l'intervention de Peyre relatant ce qui est réalisé dans la Loire apporta un fait positif ; sa portée en est pourtant limitée. L'avenir du regroupement syndical ne l'est pas moins.

Un exemple : il y a très peu d'écart entre l'orientation générale de Force Ouvrière et celle de la fédération autonome de l'enseignement. Pourtant les militants de F.O. qui caressent encore l'espoir d'attirer à eux la masse des enseignants commettent une monumentale erreur. Cela tient à des détails insignifiants, à des questions de personne et aussi à des raisons bien plus fortes d'effectifs. En gardant la moitié de ses adhérents, la fédération de l'enseignement, si elle entrait à F.O., y serait la masse la plus lourde ; mais cela est une vérité que les militants F.O. actuels n'accepteraient pas. Reste à savoir si, de son côté, la fédération de l'enseignement jugerait opportun de perdre la moitié de ses adhérents pour se retrouver dans « la grande famille confédérée ». Il faudrait que l'atmosphère de cette « famille » soit si chaleureuse que l'enfant prodigue ait envie d'y revenir. Ce n'est pas le cas.

La situation n'est pas tellement différente dans les industries où la plus grande proportion des travailleurs est inorganisée ou groupée dans des syndicats-maison qui ne dépassent jamais le cadre de l'entreprise. L'idée pourra leur venir de rallier F.O. quand ils sentiront qu'on les y appelle *pour travailler*. L'effort de la fédération des métaux pour formuler un programme revendicatif simple pourrait inspirer utilement les responsables confédéraux maintenant qu'ils seront moins absorbés par les élucubrations productivistes.

Le comité confédéral qui a procédé au renouvellement des responsables paraît avoir confirmé certaines impressions favorables du congrès. Le nom-

bre des militants liés au Bedes y a considérablement diminué. Des minoritaires y ont été élus. Mais le prestige de certains chauds partisans du Bedes, Mourguès, Barbat et Cochinard reste curieusement intact. Alors que Thorel est battu : les clients Bedes l'ont rayé ainsi que tous les défenseurs « des intérêts de la France en Afrique du Nord ».

L'entrée de Le Bourre au bureau confédéral ne peut être considérée comme annonciatrice d'un changement réel de son orientation. Sa présence peut toutefois donner plus de voix à un organe peu enclin à la propagande orale. Si elle pouvait faciliter l'organisation d'une minorité révolutionnaire, n'ayant rien à voir avec les combinaisons confédérales et celles qui permettent de devenir « confédéral », elle serait un bon résultat.

Mais l'organisation d'une minorité ne risque guère d'entamer de sitôt l'optimisme du secrétaire général. Beaucoup moins en raison de son habileté que par le fait de la mystification stalinienne qui a tourné en dérision, aux yeux de beaucoup, l'idée de révolution et qui a sérieusement troublé les cartes.

Par contre, à ce congrès, de nombreux éléments ont montré leur souci de maintenir l'action syndicale sur son propre terrain, sans compromission. Sur l'affaire Bedes, par exemple, ou encore la productivité. Pourquoi ces éléments n'insuffleraient-ils pas à toute l'organisation un goût sérieux pour la réforme réelle qui permettrait au moins un peu d'espoir à beaucoup de travailleurs ?

Comme pour un vrai congrès radical, c'est par ce vœu modeste, énoncé avec précaution, que je laisserai Force Ouvrière se défendre contre la réaction sans se laisser tenter par l'aventure pour citer en le paraphrasant à peine son éloquent secrétaire général.

G. WALUSINSKI.

Impressions d'un métallo

Au sujet des absents

Les gars de la mine, de la métallurgie, des produits chimiques, du bâtiment, ceux qui ont toujours fait l'infanterie du syndicalisme n'étaient pas en nombre à ce congrès.

La plupart des syndicats F.O. de l'industrie privée vivent difficilement, et pour cause. C'est dans les secteurs ci-dessus que l'on trouve les chiffres records d'inorganisés. Il y a dans notre région (Saint-Etienne) plusieurs entreprises de 100 à 1.000 ouvriers où l'on ne voit plus couleur de carte syndicale.

Toutefois, c'est dans ces mêmes secteurs-clés de la lutte ouvrière : mines, bâtiment, produits chimiques, métallurgie, etc., que les staliniens « placent » et « soutiennent » par tous les moyens leurs meilleurs militants. Et c'est toujours dans la masse des manœuvres — et souvent des sous-prolétaires — des aciéries, des fonderies, des mines, des travaux publics — masse surexploitée et de ce fait excessivement sensible à la démagogie stalinienne, c'est toujours là que le parti communiste garde par la C.G.T. des troupes de choc et une masse compacte de fidèles (bien que n'étant plus « encartés »).

Cela explique les difficultés des syndicalistes libres pour faire la trouée dans ces professions, pour recruter et organiser des syndicats de base. Un certain nombre de ces syndicats vivent et sont actifs. Mais dans les circonstances présentes, les effectifs sont faibles, les cotisations se pratiquent au rabais... Les exigences financières sont lourdes pour eux. Chaque année il faut tirer quelques tracts, faire vivre des Unions régionales, assurer de nombreux déplacements, etc. Le déplacement d'un métallurgiste P2 ou P3 de la Loire au congrès représentait 15.000 francs au minimum pour son syndicat (indemnisation de 4 jours de perte de salaire, frais de voyage et indemnité pour séjour à Paris).

Mais j'ai regretté ces absents parce que, sans vouloir diminuer la valeur des quelque 1200 congressistes, il manquait tout de même beaucoup trop de ceux qui auraient pu apporter à nos assises de la Mutualité un sens plus aigu des réalités ouvrières et syndicales et donner plus de « nerf ».

Un vote surprenant

Sans vouloir jouer au Gallup, je donnais une large majorité « pour la cessation de la collaboration » sur le plan de la productivité. La commission ne s'était-elle pas prononcée à une écrasante majorité (même en lui enlevant 3 ou 4 voix pour satisfaire les chicaneries de Richard) ? La « température » de la salle sur cette question-là était nettement significative !

Grande fut ma surprise d'apprendre que la décision n'avait été acquise que par quelques centaines de voix. Un vote des *présents*, à main levée, aurait donné une tout autre proportion. Incontestablement, beaucoup trop de « détenteurs de mandats » ayant carte blanche ont tenu à prendre parti (et un bien mauvais parti !) sans s'être au préalable beaucoup intéressés au problème.

Je ne reproche pas aux syndicats de s'être fait représenter, bien au contraire. Mais je leur reproche de se faire représenter 99 fois sur 100 en laissant carte blanche au délégué et sans exiger, après le congrès, un sérieux compte rendu devant une assemblée générale ou le conseil syndical.

Les présents

J'ai remarqué une large participation des secteurs publics ou semi publics. Le degré de syndicalisation y reste élevé, les effectifs F.O., les cotisations et la santé des caisses se maintiennent. Beaucoup d'agents des services publics bénéficient d'un régime de congé un peu plus large et de facilités diverses inconnues dans l'industrie privée.

D'autre part, une forte proportion de délégués était formée « d'appointés syndicaux » (j'en suis un, moi aussi, pour quelques mois !) : secrétaires et permanents.

Il y avait aussi, heureusement, des militants « sans galon » comme dirait Monatte. Dans leurs interventions, à la tribune ou en commission, ils ont souvent apporté, sans artifices oratoires et sans fioritures, des critiques pertinentes et surtout des suggestions très précises et réalistes, étudiées avec soin et pratiquement valables. Aussi bien quant aux réformes à promouvoir que sur les moyens d'action à envisager.

En face de quoi le baratin et les discours brillants mais vides de certains galonnés ne pèsent pas lourd. Cela n'est pas dit pour le vain plaisir de critiquer. Mais on sait que les cadres syndicaux sont souvent inamovibles et il arrive fréquemment que, de l'extérieur, on s'obstine à juger le mouvement sur les « officiels » locaux, départementaux ou nationaux. Le congrès m'a permis d'en mieux connaître un certain nombre ; je sais la valeur de certains ; mais il n'est pas sûr que les syndiqués aient dans tous les cas les cadres qu'ils méritent.

Enfin les réactions de la salle du congrès sont parfois déroutantes. Avec quelle facilité les délégués se laissent prendre aux effets d'un orateur. Il a suffi que Malé évoque les blessures d'un camarade, qu'il fasse plus ou moins directement appel aux patriotismes (France et F.O.) pour obtenir des applaudissements frénétiques. Je n'ai pas la compétence pour traiter du problème tunisien, mais pour moi *il y a un problème* ; après avoir entendu Malé, pour beaucoup de congressistes qui n'en savent pas plus que moi, *il n'y avait plus de problème*. Leurs applaudissements me rappelaient tristement ceux de braves gars honnêtes et sincères que je vois à la sortie des boîtes ou dans les meetings applaudir tel ou tel ténor stalinien.

Une raison d'espérer

Ce congrès ne m'a pas « coupé les pattes ». Bien au contraire, il m'a fourni des raisons nouvelles de militer avec plus d'ardeur. La C.G.T.-F.O. a manqué son départ, dit-on. C'est vrai dans bien des cas mais je ne partage pas l'opinion des camarades qui, même dans cette revue, l'ont irrémédiablement condamnée. La C.G.T.-F.O. reste l'expression la plus valable du syndicalisme dans ce pays.

Par ses réalisations, par la tenue de ses publications, par les décisions de son dernier congrès et la satisfaction qu'en exprimèrent, à leur retour, les délégués de la Loire, le dynamisme de la Fédération des Employés m'avait frappé. La quantité et la qualité du travail de ses militants au congrès confédéral m'a confirmé dans cette opinion. Il y a là des syndicats qui se battent et qui réalisent. Capocci a laissé quelque chose derrière lui. Beaucoup de syndicats devraient avoir le courage d'affronter le problème de l'action (même si elle comporte certaines actions communes avec les cégétistes) avec le même réalisme payant que nos camarades employés.

D'autres fédérations progressent. Après les Employés, c'est la métallurgie qui a fourni le plus de congressistes « actifs ». Sa plate-forme revendicative, son organisation et les moyens de propagande qu'elle met en œuvre dans les grandes régions métallurgiques sont autant de preuves de sa volonté d'agir. Mieux, la fidélité avec laquelle ses responsables ont traduit les aspirations des métallos, la vigueur avec laquelle son secrétaire général a mené le débat sur la productivité, montre qu'il n'y a pas de coupure entre le général et ses troupes.

La récente fusion avec les autonomes parisiens montre que la jeune fédération du Livre F.O. est aussi en progrès.

Et maintenant ?

Il est vrai que le champ de recrutement est immense. Dans les mines, la métallurgie, les produits chimiques, les ouvriers ont déserté massivement la C.G.T. mais ils ne sont pas venus à F.O. et lors des élections professionnelles ils gardent encore dans une forte proportion leur confiance à la C.G.T. Pourquoi ? Sans doute n'existe-t-il rien en face ; mais surtout le complexe politico-syndical stalinien soutient une foi, un dévouement inlassables de ses militants. Nous, nous avons besoin d'hommes — des militants — et d'argent — des cotisations syndicales. Mais plus encore il faut à notre organisation un esprit. Jusqu'ici notre C.G.T.-F.O. a été un grand corps sans âme alors que nous avons besoin d'un syndicalisme ouvrant de larges perspectives humaines, appelant constamment au dépassement personnel pour l'édification d'une société de justice et de fraternité. Tels ont toujours été nos buts, dira-t-on. Mais les discours de nos dirigeants, les programmes revendicatifs sont secs et techniques, apparemment bien loin de cet idéal.

De même, pour l'action, nos syndicats sont souvent limités par l'apathie générale. Est-ce une raison pour ne plus jamais préconiser l'action directe et lui substituer l'action des mandataires ? Les jeunes qui sont venus à la C.G.T.-F.O. n'entendent pas seulement défendre la liberté contre les menaces staliniennes mais, avec un véritable esprit de classe, poursuivre les efforts pour l'émancipation humaine. C'est souvent sur un seul front que notre organisation semble se battre. Sous prétexte de vouloir éviter le pire, on refuse de prendre des risques et finalement on perd la partie quand même. Les militants actifs viennent pour mener la lutte avec autant de virulence sur les deux fronts. Dans l'action et par l'action il s'en lèvera d'autres, animant un puissant mouvement ouvrier et révolutionnaire.

A. LAVAL

Point final ou évolution ?

Le lecteur voudra bien se rappeler le numéro de la *R.P.* de février dernier, dénonçant publiquement M. Georges Villiers du C.N.P.F. dans ses tentatives de prendre barre, le cas échéant, sur le mouvement syndical.

L'expérience fut curieuse. Chaque jour apportait son contingent d'approbations, contredites quant au moyen employé : il ne fallait pas rendre public le résultat de telles investigations, et surtout pas par la *R.P.* Peut-être ; mais le choix des moyens ne dépendait pas que d'un seul côté.

Au moment où une conclusion intervient, qu'il me soit permis d'exprimer un regret : celui d'avoir pu blesser des camarades dont la bonne foi était évidente ; l'article de la *R.P.* avait pour but de leur dire : « Attention, danger » ; et, parce que dans l'ignorance, ils avaient été « engagés », leur réflexe fut celui de la défense... alors qu'ils n'avaient aucunement à se défendre.

J'entends bien que les choses ont été compliquées à plaisir. De longues dissertations « philosophiques et techniques » sur la publicité ont interféré avec une « affaire » dans la fédération syndicaliste des P.T.T.

Que d'âneries avons-nous pu entendre !

Suivant la méthode classique, tout a été mélangé ; pourtant il est relativement simple de déterminer les différents genres de publicité (*commerciale, de complaisance, d'influence*).

Mais le problème qui se posait n'était certes pas celui-là.

Le seul auquel il fallait répondre par OUI ou par NON restait :

M. Zunz dit Paul Mathot est-il ou n'est-il pas un agent direct de M. Georges Villiers, président du C.N.P.F. ? Si oui, était-il recommandable pour le mouvement syndical de le laisser « s'intéresser » de trop près à la presse ouvrière ?

Que ce nouveau « publiciste », dans un BEDES spécial (1) grand format, devenu subitement clandestin (2), raconte des histoires sur la similitude de clichés parus dans *l'Humanité* et la presse F.O.,

(1) Thorel, Bergeron, André Lafond, Monatte étant pris à partie ; Thorel et Bergeron sont « deux vilains rapporteurs ».

(2) Cela rappelle étrangement la mise en cave des tracts et brochures contre le plan Schuman (R.P. n° 359).

et jette de la poudre aux yeux à ceux qui refusent absolument de voir, cela n'a plus maintenant aucune importance.

Comme n'avaient aucune importance les attaques, insinuations et silences de ceux qui savent bien.

Au congrès des P.T.T., deux « idées » ne furent-elles pas avancées ? :

1.) L'attaque contre BEDES (agence de publicité ! ?) par la *R.P.* ne s'explique-t-elle pas suffisamment par le fait que j'étais « agent de publicité » de la *Tribune des Fonctionnaires ?*

Pour cette théorie, la vérité est malheureusement différente : je suis le rédacteur, c'est-à-dire le collecteur d'articles de la *Nouvelle Tribune ;* la publicité est la chose du Comité interfédéral des fonctionnaires et postiers dont les principaux responsables ont nom : Pierre Neumeyer, Camille Mourguès, Auzauneau, Lubin, Jannic, Pierre Tribié ; celui-ci jusqu'au 1er janvier 1952 plus directement responsable des questions financières et remplacé depuis cette date par Jaurregui (Finances).

Tribié et Jaurregui sont certainement à la disposition de tous ceux qui voudront bien comparer ce qu'est la publicité commerciale aux affaires Zunzesques.

2.) Lapeyre a démissionné de la Commission Exécutive mais pas du Conseil Economique ! Et le bon délégué postier de province en conclut : parbleu le Conseil Economique rapporte !

Puisque personne n'a eu l'élégance de rétablir la vérité, je dois souligner que la délégation des travailleurs F.O. au sein du Conseil n'a pas que je sache une responsabilité dans la marche et la politique de la Confédération ; autre chose est le rôle de la Commission exécutive confédérale : je suis peiné d'avoir à le rappeler au secrétaire de l'Union départementale des Alpes-Maritimes, délégué au congrès des P.T.T.

Pourquoi n'a-t-il pas précisé — ce que ses dirigeants savent bien : un représentant F.O. au Conseil Economique n'a pas d'intérêt pécuniaire, le trésorier confédéral ayant délégation de percevoir les indemnités ; les « conseillers » recevant, selon le cas, le salaire confédéral (pas gros du tout) ou leur traitement correspondant à leur qualification.

Il faut terminer avec une accusation qui se veut péremptoire : les staliniens se sont servis des attaques de la *R.P.* (comme si quelqu'un pouvait être dupe des ressources staliniennes !). J'aimerais que me soient transmis les écrits où il est fait allusion à la *R.P.* ; à ma connaissance ce n'est qu'à partir de la position de Molinier au sein des P.T.T. que MM. Frischman et Frachon ont considéré devoir être « au courant ».

Le Congrès confédéral F.O. s'annonçant, il était certes dangereux de traiter cette question de presse. La Fédération des Employés n'a pas hésité et avait étudié une motion fort explicite. C'est certainement grâce à l'action de ce groupement, à la fermeté de ses militants que l'on doit — pour une grande part — le règlement honorable d'une affaire difficile.

Le secrétaire général Bothereau a fait des déclarations formelles et ne pouvant prêter à aucune équivoque.

Certes, devant le congrès, elles ont été beaucoup plus nuancées.

J'ai eu personnellement à subir deux sortes d'assauts : assauts de ceux qui estimaient que « la déclaration-congrès » était en deçà de la « déclaration-commission » et qu'il convenait d'obliger le secrétaire confédéral à préciser, à condamner... ; assauts des malins qui, tous narquois, venaient affirmer que le secrétaire confédéral « nous » avait mis dans sa poche.

Aussi extraordinairement orthodoxe que cela paraisse je n'hésite pas à écrire que j'ai fait et que je fais confiance à Bothereau pour le règlement honorable de cette pénible affaire qui a lassé — et pour cause — de très nombreux militants.

Il me parait invraisemblable qu'il en soit autrement.

Est-ce à dire qu'il ne faudra pas être vigilant ?

Tout le contraire.

Certains patrons ont beaucoup trop de « disponibilités » et ne brillent pas nécessairement par leur « intelligence sociale » (3) ; trop de parasites ont besoin de servir d'intermédiaires pour qu'il ne soit pas indispensable de surveiller attentivement « l'intérêt » que M. Georges Villiers risque de porter, sous une autre forme, au mouvement syndical.

Roger LAPEYRE.

(3) Que ne s'intéressent-ils pas au développement des arts, de la danse en particulier, ce doit être certainement plus agréable.

Pour une politique syndicaliste de la productivité

A la tribune du congrès, en commission, on parla beaucoup de productivité. Le problème n'est pas plus important que les autres problèmes d'actualité. Mais le patronat et le gouvernement ont engagé une campagne et certains responsables et « techniciens » syndicaux n'ont pas manqué d'emboiter le pas. Deux conceptions devaient s'opposer et une attitude syndicaliste devait se dégager.

Depuis deux mois le débat était engagé, mais mal engagé. On voulait à toute force classer les militants en deux catégories, d'un côté ceux qui étaient pour la productivité et de l'autre ceux qui étaient contre.

Puisse ce congrès avoir montré qu'il n'y avait pas plus de partisans et d'adversaires de la productivité qu'il n'y en a de la pluie. Les opinions peuvent différer sur les façons de s'en garantir et de l'utiliser.

Les divergences sur la productivité étaient d'un tout autre ordre. On pourrait les schématiser ainsi :

a) D'une part, les partisans de la présence à tout prix dans les organismes d'Etat où sont discutées des questions touchant à la vie des travailleurs, cette politique de présence permettant de suppléer à la faiblesse actuelle des syndicats.

D'autre part, ceux qui estiment que la présence ne doit jamais être inconditionnelle et n'a d'efficacité que dans la mesure où, face aux représentants des castes privilégiées, le mouvement syndical peut opposer une force réelle les mettant dans l'obligation d'abandonner certains de leurs privilèges.

b) D'une part ceux qui jugent indispensable de prendre des responsabilités dans l'accroissement de la productivité pour l'orienter plus facilement en faveur des travailleurs grâce à leur participation à son organisation.

D'autre part, ceux qui constatent que l'accroissement du rendement des entreprises aussi bien que celui du revenu national n'équivalent pas forcément à l'amélioration de la condition de vie des travailleurs, que bien souvent c'est le contraire et qui estiment donc que le progrès social dépend essentiellement de la force du mouvement ouvrier et de la combattivité des travailleurs.

c) D'une part, ceux qui croient qu'il faut sup-

pléer à la carence d'un patronat français décadent et lui montrer qu'il est possible de réorganiser rationnellement la production.

D'autre part, ceux qui constatent que parallèlement au développement économique des entreprises, réalisé grâce au « retroussons les manches » du prolétariat et à l'aide économique américaine, l'évolution du comportement des classes privilégiées est passée de la « grande trouille » de la Libération à une recrudescence de la répression de classe, qu'en conséquence le syndicalisme ne peut favoriser à la fois le progrès social et le progrès économique indissociables qu'en s'organisant pour être à même d'imposer des salaires toujours plus élevés et des conditions de travail améliorées qui obligent les industriels à faire preuve d'ingéniosité.

d) D'une part, ceux qui ont une conception du syndicalisme d'état-major, et qui estiment que, même sans syndiqués dans telle branche industrielle ou dans telle entreprise on peut œuvrer utilement *pour* les travailleurs.

D'autre part, ceux qui estiment que n'a de valeur pour les travailleurs que ce qui est fait *par* et *avec* eux, ce qui est fait en dehors d'eux, par des équipes de techniciens, même animés des meilleures intentions, n'étant qu'un maillon de plus dans la grande chaine qui les lie à leur condition d'esclaves modernes.

Il serait contraire à la réalité de vouloir classer tous les militants dans l'une ou l'autre de ces options très schématisées. C'est volontairement que j'ai essayé d'analyser les positions extrêmes qui pouvaient se dégager des débats du congrès de la C.G.T.-F.O.

En fait, il est résulté des débats de ce congrès l'adoption unanime d'une première partie de la résolution, qui détermine les lignes directrices d'une attitude syndicaliste face au problème de la productivité. Elle fixe les conditions préalables à la participation des salariés et les garanties à exiger par le mouvement syndical pour que l'accroissement de la productivité ne se retourne pas contre les travailleurs mais au contraire pour qu'ils puissent bénéficier de ses résultats.

Constatant que la participation de délégués ou techniciens à divers organismes de productivité n'avait pas été dictée par l'attitude précitée et risquait de couvrir une politique productiviste néfaste, ou pour le moins sans profit pour les travailleurs, le congrès a adopté à une majorité de 5.093 voix contre 4.327 et 1.422 abstentions une deuxième partie qui décide le retrait des membres F.O. du C.I.E.R.P. (Centre intersyndical de recherche pour la Productivité) et subordonne leur participation au Comité National de la Productivité et à l'A.F.A.P. (Association Française pour l'Accroissement de la Productivité), organismes tripartites (gouvernement, patrons, ouvriers), au respect des garanties exigées par la première partie de la résolution.

La répartition des voix sur cette dernière partie de résolution s'explique, à mon avis, par la faible représentation directe des syndicats d'industrie privée, par le fait que trop de camarades, que cette question n'a jamais touchés de près, n'ont pu se faire une opinion bien arrêtée et votent suivant les arguments de dernière heure. Pour illustrer cette appréciation, rappelons qu'au C.C.N.-F.O. de mai une résolution semblable avait été repoussée bien que la plupart des grandes fédérations d'industrie l'aient votée et que surtout presque tous les représentants des unions départementales de grands centres industriels l'aient adoptée.

Cette répartition s'explique aussi par le fait que beaucoup de camarades auraient désiré qu'ayant défini les lignes directrices d'une politique syndicaliste de la productivité on ne condamne pas le C.I.E.R.P., mais qu'on lui demande de modifier son orientation ; alors que d'autres camarades ont estimé que le C.I.E.R.P., par son activité de plus d'un an, concrétisait une orientation condamnable avec laquelle il fallait trancher catégoriquement.

Richard et Bothereau ont cherché à cette occasion à mettre en contradiction la motion sur le regroupement syndical et la condamnation du C.I.E.R.P. organisme intersyndical. Le fait que les partisans avérés d'un regroupement syndical sincère se sont comptés presque en totalité sur la motion condamnant le C.I.E.R.P. ne peut laisser subsister aucune confusion, ce n'est pas le caractère intersyndical de cet organisme qui a été visé, mais la politique qu'il couvrait.

On peut certifier par contre que de la plupart des interventions et surtout des discussions de commission il en est résulté que presque tout le monde souhaite la création d'un organisme syndical ou intersyndical d'études, permettant de fournir toute la documentation nécessaire aux organismes syndicaux, aux militants aux prises avec le problème de la productivité, assurant leur formation, mettant à la disposition des comités d'entreprise des experts comptables et des techniciens aptes à leur donner les armes rétablissant l'équilibre dans la lutte avec le patronat.

En un mot le congrès a condamné la politique de collaboration à l'accroissement de la productivité sans garanties, pour souhaiter que le mouvement syndical équipe ses propres organismes, ses militants et les travailleurs pour qu'ils soient à même d'obtenir que l'accroissement de la productivité profite à la classe ouvrière, ses exigences étant par contrecoup la meilleure contribution à l'accroissement de la productivité.

T. PEYRE.

Un congrès animé par les minoritaires

On voudra bien reconnaître que le troisième congrès de la C.G.T.-F.O. ne confirma pas les craintes que l'on pouvait formuler lors de sa préparation. Bothereau est dans son rôle en s'en réjouissant. Il aurait tort d'attribuer ce succès au bureau confédéral. Tort de confondre (*F.O.* du 20-11-52), dans les « *aboyeurs* » : « *les critiques insidieux et les adversaires déclarés* ». D'abord, parce que nos critiques dans la *R.P.* et à la tribune furent nettes et franches. Ensuite parce qu'elles ne s'inspiraient pas d'une hostilité déclarée à F.O. Enfin parce qu'il n'y a pas de minorité à F.O., il est des minoritaires (Bothereau peut revendiquer la paternité de cette heureuse formule) qui ont dans une large mesure influencé le congrès. Faut-il ajouter qu'en dehors de l'intervention de Malé (de l'U.D. de Tunisie) qui a voulu consciemment discréditer ses contradicteurs, on n'entendit pas d'imprécations contre les « âmes damnées » de l'opposition ? A peine une allusion à ceux « qui ne respectent même pas les morts », intelligible seulement pour quelques initiés, exprimée par le représentant des « artistes chorégraphiques » de Toulouse (un danseur peut quelquefois être un calculateur). Ceux qui ont vécu les congrès de la vieille C.G.T., où les fidèles de l'état-major lapidaient les opposants finalement écrasés sous les coups de massue du « général », ont senti la différence et ma foi ont rendu un hommage

implicite à la discrétion du bureau confédéral. Mis directement en cause, Jouhaux n'a pas agité ses foudres de « Jupiter tonnant » et ses vagues oratoires n'ont porté que d'apaisantes « vérités premières ».

Contre la technocratie

On décèlerait facilement, dans les résolutions votées, trace de cette influence minoritaire. En particulier dans le résultat obtenu sur la productivité. 5.093 voix contre 4.327 et 1.422 abstentions ont décidé le retrait de la C.G.T.-F.O. du C.I.E.R.P., organisme interconfédéral chargé d'étudier les problèmes de la productivité. Richard, dans sa défense habile — trop habile — mit l'accent sur le caractère syndical du C.I.E.R.P. et, avec quelque malignité, opposant l'Etat-patron au patronat privé, s'étonna implicitement que l'on collabore avec celui-là en rejetant la collaboration avec celui-ci. On reconnait la vieille astuce. C'est si facile d'exciter l'industrie privée contre les services publics et les fonctionnaires.

Les faits détruisent cette classification arbitraire. Les militants de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. s'inquiètent d'expériences de « productivité » dont le personnel supporte les conséquences. C'est exactement la position des métallurgistes.

On a tort de tout confondre. Il ne s'agit en fait ni de « politique de présence », ni même de « collaboration directe avec le patronat ». Il s'agit plutôt d'une étape vers la technocratie, de séparer le domaine de *la gestion* de celui de *la revendication*, en soumettant celle-ci à une gestion rationnelle. Que les techniciens soient animés par des tendances sociales favorables à la classe ouvrière (comme ceux de la Fédération des Cadres F.O.), ou par des velléités paternalistes (comme ceux de la C.F.T.C.) ou par un redoutable esprit de caste (comme ceux de la C.G.C.), ils sont tous convaincus que le travail et le capital doivent se soumettre à la technique.

La motion (votée à l'unanimité) affirmant que la revendication satisfaite détermine le progrès technique, soulignant l'importance sociale et humaine du problème de l'adaptation et de la réadaptation, exprime l'essentiel des thèses permanentes du syndicalisme ouvrier. Ce qui n'est pas résolu et ne pouvait l'être au congrès : c'est la possibilité pour les ouvriers de contrôler dans une entreprise des expériences de productivité — c'est le devoir des techniciens syndicalistes d'éclairer les militants ouvriers — ce sont les projets de *gestion directe* élaborés au sein des fédérations d'industrie. La décision de retrait du C.I.E.R.P. n'a peut-être qu'un caractère symbolique. Mais c'est à ce titre qu'elle nous paraît significative.

Je suis cependant mal qualifié pour rédiger des impressions de congrès. Je n'ai assisté complètement en effet qu'à la première séance et à la séance de clôture. J'ai participé à tous les travaux de la commission des questions internationales et d'une sous-commission de résolution, c'est-à-dire à cinq réunions de discussion et de travail. Je dois à mes amis de la *R.P.* des explications qui pourront provoquer une controverse profitable.

Débat sur l'Afrique du Nord

La commission a débuté par une discussion tumultueuse sur les affaires d'Afrique du Nord. Personne n'est mieux qualifié que Guy Thorel pour en parler.

Son intervention au congrès sur le BEDES et la Tunisie comptera parmi les plus nettes et les plus courageuses que j'ai entendues. Je le louerai aussi de son sens de l'efficacité qui s'est manifesté au cours des débats en commission, comme lors de l'ultime séance du congrès. La motion rapportée par Malé ne nous donne pas satisfaction. Les critiques adressées à la C.I.S.L. portent la marque d'un nationalisme « qui n'ose pas dire son nom ». Cependant la motion se prononce contre le colonialisme, en faveur de « l'autonomie de la Tunisie », pour des contacts avec l'U.G.T.T. D'autre part, les représentants des unions F.O. d'Afrique du Nord insistaient pour un vote qui, dans la lassitude d'une fin de congrès, dans la confusion d'une information unilatérale et tendancieuse, leur aurait assuré un triomphe éclatant, facile, ne correspondant pas aux sentiments réels d'une importante fraction du congrès. Il fallait déjouer cette manœuvre — c'est-à-dire maintenir notre position sans nous compter. dans une épreuve arbitraire.

Je tire de cette discussion, trois observations sur lesquelles il faudra revenir :

1.) Nous avons trop simplifié la situation en n'attribuant aux Unions F.O. en Afrique du Nord que des fonctionnaires ou agents français. C'est plus complexe. Il y a là-bas une population ouvrière d'origine européenne durement exploitée, dont les sentiments à l'égard des indigènes ressemblent à ceux des « pauvres blancs » du Sud des U.S.A., plus « antinégriques » que les bourgeois. Simple impression sans doute, mais confirmée par l'état d'esprit de certains militants F.O. d'Afrique du Nord, sincèrement syndicalistes mais sincèrement convaincus que le syndicalisme doit être porté aux indigènes comme un cadeau de France.

2.) On a usé et abusé de l'argument du « nationalisme indigène » qui frappe d'excellents militants d'ici. Ceux-ci ne voient pas que le nationalisme dans les pays colonisés est le châtiment des peuples colonisateurs, comme le nationalisme allemand est le châtiment des vainqueurs abusifs — que d'autre part l'internationale ne peut sauter l'étape de la nation. « Sortir du national », avons-nous dit au congrès. Cela s'applique à nous, pas à ceux pour qui « le national » représente un progrès sur l'oppression politique étrangère.

3.) On a usé et abusé des « motifs stratégiques » expliquant l'attitude des centrales américaines et de la C.I.S.L. S'il s'agit de stratégie militaire, c'est une accusation mal fondée. Car on ne s'expliquerait pas l'opposition des mêmes à l'accord avec Franco. Et le Pentagone juge plus pertinent — au point de vue de l'efficacité de la défense « atlantique » — de soutenir la puissance occupante, capable d'assurer l'ordre par la force. Il semble que ce soit la tendance d'Eisenhower, et que l'on prépare un marchandage dont profitera le colonialisme français.

S'il s'agit de disputer à Staline des masses de manœuvre en Afrique et en Asie, nous ne pouvons que nous en féliciter. Et cela prouve chez nos camarades américains beaucoup plus de clairvoyance que chez les « combattants de la démocratie française ».

Une politique ouvrière internationale

J'ai surtout participé au débat sur la situation internationale, dans le sens de mon intervention au cours de la première séance du congrès. Résumons les thèses essentielles que j'ai énoncées, outre l'analogie que j'ai établie, quant à l'affaire tunisienne, entre les réactions du gouvernement français au sein de l'O.N.U. et celles de la C.G.T.-F.O. au sein de la Confédération internationale.

1.) Nous ne souhaitons pas la coexistence des deux régimes, parce que nous ne souhaitons l'existence ni de l'un ni de l'autre. Et si nous devons choisir *actuellement*, nous préférons le régime qui favorise le plus la lutte ouvrière. *Il n'y a de liberté*

et de socialisme que par la liberté du mouvement ouvrier.

2.) Nous nous refusons à entrer dans la nouvelle *union nationale* sous *le drapeau du parti antiaméricain et germanophobe.* La victoire de l'hitlérisme ne résulte pas des concessions accordées à l'Allemagne. Au contraire. *C'est la misère, c'est l'impuissance de la classe ouvrière internationale, c'est le nationalisme borné des politiciens français, c'est l'isolement de l'Allemagne aggravé par la crise internationale de 1929, c'est l'humiliation du peuple allemand. qui ont fourni à Hitler ses meilleures armes de propagande — ses troupes dans « le prolétariat en haillons », ses cadres dans la petite bourgeoisie décadente et désespérée.*

3.) Les élections américaines peuvent être interprétées comme l'effet de l'industrialisation rapide du Sud et de l'Ouest des U.S.A., provoquant la rupture entre les vieux démocrates conservateurs et la fraction progressiste du parti démocrate. Celle-ci représentée par Roosevelt et Truman a subi l'influence des syndicats et a tenté une politique internationale — impériale peut-être en son principe — mais tendant à « *étendre Rome jusqu'aux limites de l'Empire » — c'est-à-dire à créer une Fédération d'Etats.* Actuellement ce qui triomphe, c'est peut-être tout simplement *l'impérialisme américain dont les tendances peuvent fort bien s'accorder avec celles du capitalisme français réactionnaire et colonialiste.*

4.) La haine à l'égard des ouvriers staliniens ne peut rien résoudre. Il faut chercher l'humain dans les yeux du partisan, le travailleur sous l'uniforme, la classe ouvrière sous la carapace de l'appareil stalinien. C'est ainsi que nous prouverons notre fraternelle sympathie aux travailleurs dupés par le stalinisme, *que nous voulons vaincre pour les libérer.*

Accord refusé et finalement impossible

Ces idées-là nous conduisaient à une affirmation nette de résistance au tzarisme rouge, à la confirmation d'une politique ouvrière internationale indépendante. Trois textes s'opposaient à la commission. L'un de Le Bourre, trop exclusivement européen, à notre avis. Un de Thorel et un autre de Dercour qui contenaient d'excellentes propositions, mais ne mettaient pas l'accent sur le danger primordial : c'est-à-dire le totalitarisme stalinien. La discussion générale fut sérieuse, profonde, riche même. Nous désirions vivement aboutir à une synthèse. Thorel, rallié à une motion Dercour amendée, retenu à la sous-commission d'Afrique du Nord, ne put malheureusement participer à nos travaux. Quant à Dercour, malgré notre insistance pressante, il ne nous lut son texte que le vendredi soir et nous n'avons pu l'étudier que le samedi, quelques instants avant la discussion devant le congrès. Il refusait donc *a priori* tout accord. C'était son droit. Mais il ne faudrait pas classer arbitrairement « à gauche » ceux qui ont voté avec lui.

L'un d'eux tonnait contre les Américains « *qui soulèvent des agitateurs contre la France, en Afrique du Nord* ». L'autre se prononçait pour la coexistence des deux régimes, pour une sorte de compétition entre les deux, à laquelle participerait un régime « français » de liberté et de justice sociale. Il ajoutait à ce raisonnement de logicien perdu dans l'abstraction une allusion blessante aux ouvriers américains partisans des armements « pour des raisons économiques ».

J'aurais manqué à la plus stricte probité intellectuelle en ne me ralliant pas à une motion qui — si incomplète qu'elle fût — s'opposait au neutralisme avoué ou honteux. Je l'ai dit, en ces termes, à la tribune du congrès :

Je voudrais simplement exprimer ici les opinions des membres de la commission qui, jusqu'au dernier moment, ont espéré qu'une motion de synthèse serait possible.

Ce qu'il nous faut, c'est une motion qui affirme que le choix pour la classe ouvrière c'est le choix du régime qui donne les plus grandes possibilités d'action à la classe ouvrière internationale.

C'est sur ce point-là que nous aurions dû peut-être porter tous nos efforts et, quoique j'approuve la tendance générale de la motion Le Bourre, je faisais, au cours de la dernière séance, des réserves sur le texte, non pas peut-être à cause de ce qu'il contenait mais plutôt pour ce qu'il ne contenait pas.

Mais la lecture de la motion opposée à celle de Le Bourre m'a suffi pour que je renonce à tout espoir d'une synthèse et je veux, très franchement, dire en deux mots pourquoi.

C'est parce que je n'admettrai jamais que dans une motion votée par mon organisation syndicale, on établisse une sorte d'équivalence entre le danger stalinien et tous les autres dangers. C'est une position commode que nous connaissons bien. Je suis absolument convaincu que cela ne correspond pas à la pensée de ceux qui ont rédigé cette motion, mais il y aurait pour nous un danger extrêmement grave : de paraître, par des formules qui ne seraient pas suffisamment claires, appuyer la position de ceux que l'on appelle les neutralistes.

On nous reproche d'être des bellicistes et de vouloir mettre « sac au dos » pour défendre l'Amérique — je ne sais pas, d'ailleurs, si le sac appartient encore à l'équipement du soldat américain — mais la question qui se pose c'est de savoir si les Américains mettront « sac au dos » pour défendre les libertés européennes.

Le neutralisme européen soutient, favorise, développe l'isolationnisme américain, c'est-à-dire une politique asiatique.

Je demande encore deux minutes. La première sera consacrée à soumettre simplement à nos camarades qui, comme moi, sont sympathiques au mouvement libertaire, un article particulièrement courageux paru dans la revue de Louvet Contre-courant, *signé d'Ernestan, anarchiste belge, je crois. Dans cet article, Ernestan dit exactement ce que nous ne cessons de dire, en particulier ces phrases :*

« Prétendre ne pas s'opposer à l'impérialisme stalinien et ne pas prendre position devant la guerre menaçante, sous le prétexte de ne pas risquer de faire le jeu de certains éléments réactionnaires du bloc antistalinien, est une position qui dénoterait chez les libertaires une faiblesse idéologique et serait un aveu de carence et d'impuissance...

« Il est bien exact qu'il existe dans le monde, en dehors du bloc russe, des forces réactionnaires dont les agissements et les aspirations sont aussi dangereux potentiellement que ceux qui triomphent actuellement en Russie, mais il existe aussi dans le restant du monde — et en Amérique comme ailleurs — des forces démocratiques, révolutionnaires et libertaires dont les possibilités de développement sont indéniables et réelles et qu'il importe de ne pas laisser anéantir. »

Le deuxième point qui nous fait refuser la motion Dercour c'est que cette même équivalence que l'on établit entre les dangers de guerre à l'Est et à l'Ouest on l'établit aussi en ce qui concerne le régime d'oppression d'un côté et de l'autre.

Est-il besoin de rappeler que nous avons le de-

voir de lutter contre toutes les persécutions dans les pays démocratiques, mais est-ce que l'on peut établir une commune mesure entre cette répression que nous condamnons, et le système concentrationnaire qui existe à l'Est ? Il n'est pas possible d'admettre ici l'équivalence...

En conclusion, je voudrais aussi m'élever une fois de plus contre le sentiment anti-américain, le parti pris anti-américain dont certains continuent à faire preuve et qui, je suis obligé de le leur faire observer, est partagé par les éléments les plus réactionnaires en France. Ce sentiment s'est manifesté à cette tribune comme il s'était manifesté en commission, par l'expression d'une idée contre laquelle je tiens à m'élever avec la dernière vigueur, c'est celle que nos camarades syndicalistes américains, eux, acceptent le surarmement pour des raisons économiques et sociales, ce qui veut dire qu'ils acceptent le surarmement parce que c'est conforme aux intérêts des ouvriers américains.

Je dis que c'est une calomnie abominable. Je vous rappelle que Walter Reuter, qui est l'un des plus importants militants du syndicalisme américain, a présenté un plan de paix et qu'il est regrettable que nous n'ayons pas pu l'étudier encore jusqu'à maintenant. Et je me rappelle aussi que cette calomnie a été lancée au cours de l'avant-dernière guerre contre les métallurgistes français qui, en effet, peut-être trouvaient grâce à la guerre des possibilités de plein emploi.

Et cependant c'est la Fédération des Métaux, que Merrheim représentait, qui a été à la pointe du combat contre la guerre et c'est Merrheim qui représentait la classe ouvrière française à la conférence de Zimmerwald.

En attendant le réveil de la classe ouvrière

Ce troisième congrès n'a pas modifié mon opinion sur les défauts et les insuffisances de la C.G.T.-F.O., pas plus que sur les espoirs que l'on peut y déceler. J'attends encore que l'on me présente, hors de constructions abstraites, une organisation qui donne plus de satisfaction au syndicalisme ouvrier, même si l'on ne s'illusionne pas sur les possibilités de la nôtre. Et je suis irréductiblement hostile à cette espèce de nihilisme intellectuel qui méprise l'efficacité et qui triompherait en se hissant sur des ruines.

Le salut est à la base, dans les unions où nous avons rencontré nombre le militants sérieux, persévérants, heureusement inquiets, totalement « engagés ». L'entrée de Le Bourre au bureau confédéral peut être un signe de rajeunissement. On se félicitera sans réserves de l'élection à la commission exécutive de Le Rai, Hébert, Chonion, Patoux, représentants de la fraction la plus active des Unions. Plaisir qui compense dans une certaine mesure l'échec de notre ami Thorel, victime de son courage et de manœuvres... qui ne payent jamais que temporairement.

Et s'il faut une conclusion, je l'emprunte à Germignon des Métaux de Saint-Nazaire : « *Le moment n'est peut-être pas loin où la classe ouvrière va se réveiller. Préparons-nous à l'accueillir.* »

Roger HAGNAUER.

A la commission internationale

Deux questions ont retenu l'attention de la commission internationale du congrès : la Tunisie et la paix internationale.

La question tunisienne, d'après la réponse du secrétaire de l'U.D.F.O. de Tunisie faite à mon intervention en faveur de l'orientation nationaliste des syndicats tunisiens, promettait des débats houleux en commission. Il n'en fut rien. Pour une raison tactique de ma part, d'abord. Je n'accepterai jamais de placer des débats de ce genre sur le plan des attaques personnelles. J'ai répondu en commission au camarade Malé, comme j'estimai devoir lui répondre. Mais la chose faite, je refusai d'aller plus avant, sauf récidives. Elles ne se sont pas produites. Ainsi, l'affaire fut-elle terminée.

La deuxième raison, c'est la proposition de Bothereau. Celui-ci suggéra à la commission l'envoi d'une mission d'études en Afrique du Nord, mission qui déposerait ses conclusions à un prochain C.C.N. La commission, unanimement, accepta.

Des camarades favorables à la motion que j'avais déposée au nom de plusieurs syndicats se déclarèrent partisans de la retirer. Après avoir consulté les camarades qui n'étaient pas membres de la commission, j'acceptai, à mon tour, ce retrait.

Malé présenta alors une résolution qui fut votée par le congrès. Cette résolution comprenant presque uniquement des clauses revendicatives économiques et sociales, nous ne nous y opposâmes pas, mais, quant à moi, je refusai de m'y rallier, considérant que de telles revendications, acceptables en soi, n'avaient aucune chance d'être réalisées dans l'état actuel de la Tunisie.

La discussion prit un tour plus vif lorsque, au nom des camarades minoritaires, je demandai des garanties sur le travail de la mission.

J'indiquai que nous demandions la parité entre majoritaires et minoritaires, dans la mission, non pas pour obtenir un quelconque avantage d'amour-propre, mais en vue d'une garantie sérieuse de travail indépendant et impartial de la mission. En second lieu, je demandai que nous soyons assurés de prendre tous les contacts que nous estimerions nécessaires pour effectuer notre étude.

Mon intervention suscita de gros remous. Presque tous les représentants de l'Afrique du Nord s'opposèrent à la parité demandée. Afin de ne pas éterniser les débats (c'était le samedi matin), je proposai alors que la question ne soit pas tranchée dès cet instant, les camarades minoritaires, sur cette question, se réservant d'accepter définitivement de participer à la mission, lorsque seraient connues les conditions de travail de ses membres.

Enfin, il avait été entendu qu'après la présentation par Malé de sa résolution au congrès, je lirais une déclaration de la minorité.

Voici donc le point de la question. Une seule inquiétude persiste dans l'esprit de nos camarades : la mission partira-t-elle ? Et quand partira-t-elle ?...

La paix internationale a suscité des débats très suivis. Deux motions en présence : l'une présentée par Le Bourre, l'autre par Dercour.

La première était marquée par deux préoccupations essentielles : défense inconditionnelle de l'Amérique, et justification de la politique de réarmement, ou si l'on veut de la politique atlantique. Légèrement amendée en commission, plus dans sa forme qu'en son fond, elle fut très largement votée par le congrès.

La discussion en commission montra une fois de plus que trop de nos camarades sont d'abord et avant tout des anti-communistes. Ils sont ensuite syndicalistes, et parfois... bien après. Elle donna lieu aussi à de curieuses déclarations ressortissant plus de la chasse aux sorcières que d'un sens sérieux de la liberté et de ses obligations.

La motion Dercour rend un son neutraliste et

ses adversaires ne se sont pas faits faute de le dénoncer. C'est juste, mais seulement dans le vocabulaire politique actuel. En effet, qui n'est pas pour l'un doit être pour l'autre, disent communistes et anti-communistes, bien d'accord cette fois-ci. Il n'y a pour eux que deux positions, et il ne peut y en avoir d'autres. Si on s'avise, effectivement, d'en rechercher d'autres, en vertu du même postulat on vous accuse de neutralisme, puisque, entre les deux extrêmes, il ne reste que le juste milieu. Pour les trois quarts de nos camarades, la vie est ainsi faite. C'est plus simple, c'est plus facile ; pas de cassement de tête !

Le neutralisme n'a d'existence que par les deux blocs opposés. Les camarades favorables à la motion Dercour ont essayé de sortir de la tyrannie de cette ligne parfaitement rigide. Pour cela, ils avaient un guide : l'attitude constante du syndicalisme français, expression de la conscience ouvrière, sur les problèmes de la paix et de l'internationalisme ouvrier. En d'autres termes, cette constante ouvrière ne nous fournit pas la solution de nos problèmes actuels, mais nous fournit l'orientation que nous devons suivre pour ne pas être infidèles ni au syndicalisme ni à la classe ouvrière.

Pour cela, il nous fallait quitter les sentiers battus et rectilignes des blocs et défricher un terrain inexploré et certainement plein de chausse-trappes, il nous fallait proposer des solutions concrètes à des problèmes concrets.

La motion Dercour n'est rien d'autre que cela. Nous savons qu'elle est loin d'être parfaite. Ce qui, tout de même, confirme les camarades minoritaires dans leur position de principe, c'est l'accueil que la résolution reçut au congrès. Le débat ne dura pas une heure, il n'y avait eu auparavant aucune préparation de notre part... 2.300 voix se comptèrent sur notre motion contre 8.300 à celle de Le Bourre, et nous provoquions près de 700 abstentions.

La motion Dercour en présentant une recherche de la paix qui n'était ni la russe ni l'américaine, en essayant tant bien que mal de définir des réactions ouvrières, syndicalistes, en face de la paix internationale, et l'élimination du bla-bla-bla qui donne si bonne conscience répondit à l'inquiétude des camarades qui ne se contentent pas de peu.

Nous souhaitons que des camarades tentent avec nous de dresser, suivant la formule heureuse de Dercour, face aux blocs antagonistes, le bloc ouvrier de la paix.

Précisons en terminant : pour nous, ce bloc ouvrier de la paix, c'est le syndicalisme ouvrier lui-même, à condition qu'il sache, pendant qu'il est encore temps, se dégager de la politique du bloc atlantique, qui est celle des centrales européennes et américaines de la C.I.S.L.

Guy THOREL.

P.-S. — Il a été convenu que la question indochinoise serait discutée à la Commission Exécutive, avec participation des camarades ayant présenté le projet de résolution au congrès, et qui ne font pas partie de la C.E. confédérale.

Déclaration de la minorité sur les territoires dépendants

Les camarades d'accord avec la résolution présentée par le camarade Guy Thorel, au nom de plusieurs syndicats,

Considérant, d'une part, la proposition faite en commission par le secrétaire général de la C.G.T.-F.O. Robert Bothereau, d'une mission d'étude et d'information en Afrique du Nord, devant déposer un rapport à un prochain C.C.N. ;

Considérant, d'autre part, le texte même de la résolution qui disait notamment : que le Congrès est solidaire de toutes les luttes que les travailleurs coloniaux mènent pour leur émancipation ;

que la C.G.T.-F.O. apportera à ceux-ci toute l'aide qu'ils sont en droit d'attendre des travailleurs français ;

qu'il demande, tout particulièrement, aux travailleurs français des colonies et protectorats, de soutenir la lutte de leurs frères coloniaux, notamment en les aidant à construire d'authentiques centrales syndicales autochtones, indispensables pour atteindre la victoire ;

et que le débat sur l'orientation du syndicalisme F.O. dans les territoires dépendants a été engagé par le camarade Thorel, puis par le camarade Malé.

DECLARENT :

1.) *qu'ils acceptent la constitution d'une mission d'étude et d'information en Afrique du Nord qui devra déposer un rapport à un prochain C.C.N. ;*

2.) *que cette acceptation ne sera définitive que lorsque les conditions de travail des membres de cette mission seront connues ;*

3.) *qu'ils retirent la motion qu'ils ont présentée en commission ;*

4.) *que ce retrait ne peut être interprété comme un recul devant le débat de fond qui devra s'instituer au retour de la mission ;*

5.) *qu'enfin la position des camarades signataires de cette déclaration demeure présentement inchangée ;*

DEMANDENT au Congrès de ne pas aborder en conséquence le problème de l'orientation syndicale de la C.G.T.-F.O., dans les territoires dépendants et considèrent que si ce débat s'ouvrait, la motion retirée serait reprise intégralement.

Signé : Guy THOREL, Roger HAGNAUER, G. WALUSINSKI, Tony PEYRE, A. LAVAL, GRELAUD, VERT, VIVIER, SIDRO, HEBERT, GYESSE, DELSOL, DERCOUR, etc.

Quelques syndicats affectés par le défaut de sanctions des résolutions prises dans les Congrès, ont déjà parlé de déserter ces assemblées. Ce serait à la fois puéril et regrettable ; puéril, parce que ce serait rendre responsables les Congrès d'une faute commise par les congressistes ; regrettable, parce que les Congrès ont cela de bon qu'ils éveillent les cerveaux et habituent le prolétariat à gérer ses affaires lui-même. Nous devons donc dire aux syndicats :

« Si les résolutions de vos Congrès demeurent sans application, c'est qu'elles ne peuvent s'adapter aux milliers d'hommes à l'intention de qui vous les avez prises. Il en est d'elles comme des lois bourgeoises contre lesquelles vous vous révoltez parce que vous sentez qu'au lieu de se modeler sur les mœurs, elles veulent les façonner. Cessez donc de décréter ; bornez-vous à faire de vos Congrès des réunions d'étude. Les Congrès y gagneront en intérêt et en sagesse, les controverses fécondes remplaceront les querelles ; et, donnant à la solution des problèmes soulevés le temps que vous perdiez naguère à chercher pour d'oiseuses décisions d'introuvables sanctions, vous aurez bientôt doublé les étapes au bout desquelles les cerveaux affranchis soulèveront d'un coup tous les bras vengeurs.

Fernand PELLOUTIER.

SIMONE WEIL
ET LA CONDITION OUVRIÈRE*

II. - *Les idées de Simone Weil*

Un livre déconcertant

« Il y a de notre vie dans ce livre, mais il y a aussi des choses bizarres », me disait mon camarade tourneur P 1, quand il m'apporta la *Condition ouvrière* de Simone Weil.

Je ne m'étonnais pas, je croyais comprendre. L'étape chrétienne de Simone Weil, me suis-je dit, ne doit pas beaucoup plaire à un vieil anarchiste...

Je travaillais alors en usine depuis sept mois déjà. La vie de l'ouvrier m'était devenue familière. Mes idées sur sa condition et sur l'homme qui la subit avaient évolué au contact de la réalité. Je voyais aussi mieux qu'auparavant l'abîme qui sépare presque toujours l'ouvrier de l'intellectuel. L'ouvrier en a conscience, l'intellectuel non, sauf de rares cas.

C'est donc avec une vive curiosité que j'abordais ma lecture. Que m'apprendront les notes personnelles de cette agrégée de philosophie sur sa propre expérience ouvrière ? Que m'apprendront ses écrits ultérieurs qui s'y rattachent ?

L'atmosphère du *Journal d'usine* ne tarda pas de me captiver. Comme me le disait plus tard un jeune ouvrier à qui nous l'avions fait lire : « Le livre m'a plu parce que j'y ai trouvé nos souffrances. Les autres intellectuels, ils n'en savent rien et ils ne s'en préoccupent même pas. »

C'est tout ce qu'il avait à dire. Le reste, il paraissait l'avoir lu sans en prendre note. Quand je lui en citais quelques passages, il s'en montrait étonné.

C'est ce reste qui m'intriguait de plus en plus, au fur et à mesure que j'avançais dans ma lecture. Il me souvenait de l'observation de mon collègue anarchiste et je comprenais maintenant qu'il n'avait pas visé que le seul christianisme, qui apparaît dans les derniers documents, de 1941. Je m'étonnais à mon tour de ce qu'il y avait d'étrange dans ce livre. Qu'est-ce que Simone Weil pouvait bien avoir eu en tête en écrivant ces lettres, en faisant ces conférences et, même, en allant en usine ? Tout cela avait un sens qui m'échappait.

Pour le déceler, il m'a fallu d'abord rectifier de fond en comble ma première idée sur Simone Weil. Sachant qu'aux années trente, Simone Weil avait fréquenté des milieux trotzkistes, anarchistes et surtout syndicalistes révolutionnaires, qu'elle avait aussi exercé une activité de militante, je m'étais naturellement imaginé qu'à ce moment elle avait défendu les principes du mouvement ouvrier classique : conscience de classe, action ouvrière autonome, lutte pour l'abolition du salariat et pour l'égalisation des situations. Les critiques de Simone Weil tombées sous mes yeux paraissaient le confirmer. (Les notes de U. Thevenon dans la *R.P.* de mai 1952 n'étaient pas encore parues.) La rupture avec son passé révolutionnaire ne serait intervenue qu'aux environs du moment de sa conversion, pas avant 1938-39 en tout cas.

Eh bien, non, ce n'est pas du tout cela. Le syndicalisme — j'entends, le syndicalisme de lutte de classe, le syndicalisme révolutionnaire — n'a pas grand-chose de commun avec la Simone Weil des années 1935-36. Il doit même être scandalisé par elle. Les idées qu'elle nourrit et qu'elle cherche à traduire dans la réalité sociale sont en mortelle contradiction avec ce que pense et défend ce syndicalisme. J'ai dû m'en convaincre. Comme j'ai dû reconnaître, en revanche, que ce syndicalisme souscrira de plein cœur à quelques vérités sur la condition ouvrière énoncées bien plus tard, par la mystique. Ce qui ne signifie nullement que cette mystique fût révolutionnaire, mais ce qui témoigne une fois de plus combien est complexe et parfois déroutante la figure de Simone Weil.

Ce n'est qu'en 1941, en effet — et plus qu'ailleurs dans une lettre à M. G. Thibon — que Simone Weil a donné l'expression la plus consciente à une inquiétude que l'on sent confusément vibrer dans quelques documents antérieurs : c'est de savoir que le travailleur des villes et des campagnes, en supportant toute sa vie « un labeur pénible et obligatoire (qui) épuise sans cesse le temps et les forces... », rend possible à d'autres de jouir de ce « *privilège presque effrayant...* la culture intellectuelle ». (1).

Quand je lus cette phrase, je fus saisi de la grandeur humaine de Simone Weil, malgré une aversion à son égard que certains de ses écrits de 1935 à 1937 avaient suscitée en moi, et qui a persisté. Il faut reconnaitre que Simone Weil est de ces êtres rares qui comprennent que l'injustice la plus criante qui frappe l'ouvrier se situe au delà des souffrances matérielles, si cruelles soient-elles, au delà même du contentement ou du mécontentement conscient que l'homme peut éprouver de sa vie. Encore qu'elle en arrive à d'étranges conclusions. Nous le verrons plus tard.

Pour les années 1935-36, comment ne pas être averti quand on passe du journal d'usine à la correspondance avec les deux chefs d'entreprise, MM. B. et Detœuf ? Peut-on ne pas s'étonner que Simone Weil écrive, d'une part, en s'adressant à l'ouvrier, que les grèves de juin ont amené à la C.G.T. :

> « N'oublie jamais que tu as maintenant ta carte de syndiqué dans ta poche... ».

d'autre part, et en même temps, à l'industriel M. Detœuf, membre influent du mouvement « Jeunes Patrons » :

> « ...si les choses tournent bien, c'est-à-dire si les ouvriers reprennent le travail dans un délai assez court... la situation sera favorable *dans quelque temps* pour tenter des *réformes dans vos usines*... (2). Il faudra *d'abord* leur

---

(*) Voir le début de cette étude dans le numéro de novembre 1952 de la « R. P. ».

(1) Simone Weil telle que nous l'avons connue. Par J.-M. Perrin et G. Thibon, Paris, 1952, p. 127.

(2) Pour illustrer de quelle manière M. Detœuf envisagea de telles éventuelles réformes, citons le passage suivant d'une conférence faite par lui à la même époque sur La Fin du Libéralisme : « Si l'ordre doit être changé (et M. Detœuf a pensé qu'il devait l'être, le libéralisme ayant fait son temps) il faut que ce soit **nous, tous ceux qui**, à des degrés divers, **sommes des chefs, qui en prenions l'initiative...** », (cf. Bulletin du Centre Polytechnique, X-Crise, 1936, nos 31-32, mai-juin, août).

laisser le temps de perdre le sentiment de leur force passagère, de perdre l'idée qu'on peut les craindre, de *reprendre l'habitude de la soumission et du silence...* » (C.O., p. 183).

Marquons le point : d'un côté, Simone Weil parle en propagandiste de syndicats forts, de l'autre, elle appelle une situation où la force ouvrière aurait de nouveau diminué.

Ce n'est là qu'un échantillon.

Echantillon de duplicité ? Non. On n'a pas devant soi le manège d'une vulgaire trahison. Cela, on le sent, avant même de pouvoir se l'expliquer. Les intérêts personnels de Simone Weil n'y sont pour rien. Et sa sympathie avec l'ouvrier n'est pas un sentiment gratuit qui réserverait à sa propre vie une sérénité intégrale. Elle en souffre comme d'une épreuve personnelle.

Alors ? Où était le mot de l'énigme ?

Les lettres à M. B. m'ont indiqué le chemin. L'article, surtout, que Simone Weil offre à cet ingénieur directeur d'une entreprise à R. pour le journal d'usine qu'il édite à l'intention de ses ouvriers :

> « *L'impitoyable loi du rendement pèse sur vos chefs comme sur vous...* On ne peut passer outre... (mais) il faudrait que leur préoccupation (celle des chefs) soit non d'augmenter toujours le rendement au maximum, mais *d'organiser les conditions de travail les plus humaines compatibles avec le rendement indispensable* à l'existence de l'usine... » (p. 130).

A partir de ce passage, je commençais à m'orienter dans le dédale de la pensée de Simone Weil.

La tendance aux « relations humaines » dans l'industrie

Organiser humainement le travail, malgré le respect dû à la loi du rendement, cette revendication me rappela avec évidence une certaine tendance propagée de nos jours parmi les chefs d'industrie « éclairés » ; tendance redoutable pour l'ouvrier, mais qui se développe vigoureusement.

Les partisans de l' « organisation scientifique du travail » s'étaient rendu compte — « curieusement tard », aux dires des experts (3) — que parmi tous les facteurs qui concourent à la production industrielle, — machines, matières premières, force motrice, etc. — le « facteur humain » est « le plus important » pour le résultat à obtenir, quelles que soient par ailleurs les techniques appliquées. Mais c'est aussi le facteur le plus capricieux. Il a ses exigences et ses complications toutes spéciales ; l'organisation du travail réellement « scientifique » doit en tenir compte. Elle le peut par diverses mesures parmi lesquelles la plus fondamentale serait l'établissement de nouvelles « relations humaines » dans l'industrie : rapports nouveaux entre chefs et personnel comme aussi entre les différentes catégories du personnel lui-même. C'est grâce à eux que l'on pense obtenir le rendement optimum et, en même temps, résoudre le problème social.

Il n'y avait pas à se tromper : Simone Weil s'est inspirée à cette source. Comme il n'y avait pas à se tromper sur cette autre vérité non plus : si Simone Weil joue actuellement en France un rôle grandissant auprès de tant d'écrivains qui s'inquiètent du problème ouvrier, elle le doit à cette parenté précisément qui existe entre sa propre pensée et cette tendance.

(3) Lillian M. Gilbreth, professeur d'organisation, Université Purdue, et Alice Cook, conseiller (consultant ?) in Employee Relations, City College, de New York, The Foreman in Manpower Management, New York-London, 1947, p. 3.

Simone Weil accomplit son tournant parce que l'idéal du mouvement révolutionnaire, qui pour un temps a été le sien propre — la libération sociale de la classe ouvrière — lui parait maintenant chimérique.

Ajoutons, par anticipation : Simone Weil s'engage dans sa nouvelle voie avec un certain optimisme. Celui-ci, toujours relatif, ne résistera pas aux épreuves de l'expérience et de la conscience et, en fin de compte, fera place au désespoir. Nous reviendrons à tout ceci comme aussi à la tendance du « facteur humain » quand nous dirons de quelle manière Simone Weil conçoit désormais le salut ouvrier. Pour l'instant, il nous faut voir pourquoi elle considère comme caduc son ancien idéal.

***

Il nous faut nous interrompre pour nous adresser au lecteur :

Ce qui va suivre dans le reste de ce deuxième chapitre n'est plus aussi facile à lire que ce que nous avions à dire dans le chapitre précédent et qui pouvait être compris par l'ouvrier quand il s'orientait par sa seule expérience. Il ne s'agit plus cette fois de faire la théorie directe de cette expérience, il nous faut entrer dans la discussion d'une théorie sur le problème ouvrier établie et soutenue par d'autres, par Simone Weil en l'occurrence. Ce n'est pas moins passionnant cependant, parce que vital pour la cause de la libération ouvrière — à l'heure actuelle surtout où l'idéal d'une société dans laquelle l'ouvrier serait devenu un homme libre est considéré comme un pur « rêve messianique » par une tendance toujours plus large. Tendance dont Simone Weil n'a été qu'un représentant et un porte-parole d'un idéalisme et d'un désintéressement rares. D'autant plus dangereux, en conséquence, puisque sa droiture agit sur le sentiment comme un argument.

Nous nous sommes donné beaucoup de peine pour présenter le litige de la plus simple manière qu'il peut se faire sans tomber dans une vulgarisation excessive qui ne servirait plus à personne.

Aujourd'hui, la discussion des problèmes qu'il nous faudra évoquer se poursuit en cercle étroit où des spécialistes — fussent-ils sympathisants du mouvement ouvrier, tels un Georges Gurvitch en France, ou Wright Mills aux U.S.A. — parlent entre eux. Mais il importe que cette discussion soit portée au sein même du mouvement ouvrier.

La libération ouvrière déclarée impossible

> « L'espoir de la révolution est toujours un stupéfiant... L'absurdité est que, dans ce rêve, la domination serait aux mains de ceux qui exécutent et qui par suite ne peuvent pas dominer. » (*La Condition ouvrière*, p. 263).

Ce n'est pas sa conversion au christianisme qui amène Simone Weil à rompre avec le mouvement ouvrier en tant que mouvement de libération sociale. Le rapport de cause à effet est plutôt en sens inverse. Son idéal révolutionnaire est enterré quand, en décembre 1934, elle s'engage dans son expérience en usine, plusieurs années avant qu'elle s'éveille à la vie religieuse. Et sa religiosité est marquée par le besoin de se consoler d'un ordre social qu'elle croit dorénavant irrémédiablement injuste.

La force véritable qui l'éloigne de son passé révolutionnaire est le courant de déception qui traverse le mouvement ouvrier au moment où elle s'en approche et qui a son origine dans l'évolution de la première société post-capitaliste.

Simone Weil pense d'abord que si le triomphe de la révolution d'Octobre a tourné à celui de la bureaucratie, alors que ceux qui travaillent dans les

ateliers sont toujours esclaves, la responsabilité en incombe aux faiblesses des hommes ou de leurs organisations. Elle en conclut :

> « La question est : trouver moyen de former une organisation qui n'engendre pas de bureaucratie. Car la bureaucratie *trahit* toujours. » (4).

Ce n'est qu'un arrêt de courte durée dans ses réflexions sur cette révolution décevante.

La nature du travail industriel cause d'asservissement

Les principes ont été trahis ? Non, ils étaient faux (5). On est déçu ? Sans doute. Mais c'est qu'on s'était fait des illusions sur les choses elles-mêmes. *C'est dans le travail industriel comme tel que Simone Weil croit découvrir une force d'asservissement.* Ce serait la nature de ce travail qui rejetterait dans la subordination celui qui l'exécute.

S'il en était ainsi et si Simone Weil avait raison, contre nous, avec son idée sur le travail, elle aurait raison également d'appeler la classe ouvrière — comme elle le fit dès la fin de son journal d'usine, en juillet 1935 — la classe de « ceux qui ne comptent pas et qui ne compteront pas, jamais, quoi qu'il arrive... » (*La Condition ouvrière*, p. 106).

Mais s'il en était ainsi, toutes les belles paroles qu'on peut dire de la démocratie ne seraient que du bavardage et une civilisation nouvelle, ou renouvelée, serait impossible.

Quels sont les arguments de Simone Weil ?

Nulle part, à notre connaissance, Simone Weil n'a systématiquement présenté sa thèse. Nous la trouvons exprimée dans des observations occasionnelles, sortes de brefs aphorismes. Le sens en est pourtant suffisamment clair, simple et en lui-même logique ; ce qui ne signifie pas qu'il tienne dans son contenu. Les réflexions de Simone Weil sur ce sujet se poursuivent, toujours dans la même ligne, de l'article « Perspectives », paru dans la *R.P.* d'août 1933, aux écrits de 1941, dont nous tirons la citation insérée en exergue en tête du paragraphe précédent.

La thèse, avancée en 1933 en tâtonnant, en sondant le terrain, se raffermit et, en 1941, se résume presque brutalement dans cette phrase qui résonne comme un cri : « L'ouvrier est condamné à son malheur. »

Dans l'article « Perspectives » nous lisons :

> « On ne voit pas comment un mode de production fondé dans la subordination de ceux qui exécutent à ceux qui coordonnent pourrait (en pays post-capitaliste) ne pas produire *automatiquement* une structure *sociale* définie par *la dictature d'une caste bureaucratique.* » (souligné par nous).

Le mode de production actuellement atteint — la grande industrie — ne permettrait rien d'autre (6).

---

(4) Lettre à U. Thevenon, **R.P.**, mai 1952.

(5) « Il y a quelques principes qui n'ont pas fait faillite, dites-vous. Aucun ! » Lettre à U. Thevenon, écrite au tournant des années 1932-33. Ibid.

(6) Simone Weil — nous y avons déjà fait allusion — n'a pas en 1933 expliqué avec la même rigueur que nous le faisons ici le sens profond de sa thèse, et le lecteur de 1933 de la **R.P.** devait entendre cet article dans le sens que la bureaucratie exerce son pouvoir oppressif « au nom » de la fonction sociale (formule employée dans le texte), c'est-à-dire **sous prétexte** de cette fonction, non pas **de par sa nature.** Cependant la signification profonde de la thèse de cet article est bien dans ce dernier sens et c'est lui qui a déterminé tant la pensée que l'activité ultérieures de Simone Weil.

Hiérarchie fonctionnelle fatale

L'idéal de la libération ouvrière était, dans la pensée du XIX[e] siècle, fondé sur l'idée que les travailleurs réunis dans leurs associations autonomes, administreraient eux-mêmes les usines, établiraient eux-mêmes les plans de production, organiseraient eux-mêmes leur travail et, ainsi, mettraient fin à toute autorité hiérarchisée et impérieuse. On n'a qu'à relire le livre de Fernand Pelloutier sur l'*Histoire des Bourses du Travail.*

Comment ne pas avouer que c'est impossible ? se dit maintenant Simone Weil.

Au XIX[e] siècle, on a pu se leurrer. On a pu croire — et Marx l'a proclamé — qu'avec la mécanisation du travail et avec une organisation moins chaotique de la production, les tâches de direction se simplifieraient. En même temps, les ouvriers deviendraient plus instruits, grâce aux bienfaits d'une productivité accrue, grâce aussi à des heures de loisirs plus longues. L'attribution des fonctions d'exécution et de direction, à des hommes différents, ne s'imposerait plus, et dans la société socialiste chacun se chargerait temporairement des besognes les plus viles, tout en étant capable d'assurer les tâches les plus élevées de coordination et d'administration...

Or l'évolution n'a-t-elle pas abouti à un état de choses contraire à celui attendu par les révolutionnaires du XIX[e] siècle ? La tâche de « coordonner » n'est-elle pas devenue si compliquée qu'elle exige une armée de plus en plus dense de spécialistes et d'experts hautement qualifiés et expérimentés ?

Les choses sont ce qu'elles sont, se dit Simone Weil, encore qu'elle s'en attriste. La production industrielle comme telle impose à tout jamais la séparation des deux fonctions : la coordination des tâches, d'une part, leur exécution, de l'autre, chacune d'elles échéant à des hommes différents. Ceux qui coordonnent ne sont plus disponibles pour exécuter le travail : ceux qui l'exécutent ne peuvent, en même temps, le coordonner.

Prolongement fatal dans une hiérarchie sociale

Or comment ne pas voir que celui qui coordonne prend par là même des dispositions auxquelles l'exécutant est tenu de se conformer comme à des ordres ? Comment dès lors l'ouvrier, cet exécutant, ne relèverait-il pas d'une autorité hétéronome ? Celui qui coordonne, ordonne ; celui qui exécute, obéit. Mais celui qui obéit est serviteur...

De la nécessité absolue pour la grande industrie d'une hiérarchie de *dispositions* à prendre et à exécuter, Simone Weil conclut — comme avant elle Henri de Man, que nous avons cité dans notre premier chapitre — à l'existence non moins inévitable d'une hiérarchie *sociale* (7).

On peut abolir le capitalisme, mais non pas éliminer les chefs de l'industrie : les coordinateurs. Corrélativement — toujours selon Simone Weil — le fait que l'ouvrier n'est qu'un exécutant soumis aux ordres de celui qui coordonne ne tient pas au

---

(7) Cette thèse d'une bureaucratisation fatale n'est pas tombée du ciel, pas plus que celle, complémentaire, de la force asservissante de la fonction sociale d'exécuter le travail. Ni l'une ni l'autre n'ont été inventées par Simone Weil, comme le croient certains de ses admirateurs parce qu'ils les trouvent chez elle plusieurs années avant que Burnham les ait introduites dans l'opinion publique. La tradition de la pensée qui s'exprime dans ces thèses remonte au temps d'avant la première guerre mondiale. L'économiste américain Th. Veblen a marqué alors un point, en préparant le terrain dans ses analyses des transformations économiques contemporaines. Henri

capitalisme, mais au niveau technologique actuellement atteint, aux « formes modernes de la technique ». La « souveraineté économique » des ouvriers est irréalisable. C'est leur *fonction sociale* du travail industriel qui les *opprime*. C'est ce travail qui les asservit. *L'abolition du capitalisme est inutile.*

Aucun régime post-capitaliste n'échapperait à cette même loi

Et le bureaucrate soviétique, ce « traître » et « usurpateur » ?

Simone Weil le scrute à la lumière de sa nouvelle théorie. Et voilà qu'il se transforme devant ses yeux et se représente sous la figure du coordinateur. Créature d'une fonction, non d'une politique de trahison.

« Ceux qui coordonnent » seraient par là même puissants. Si puissants qu'au cas où, par l'abolition du capitalisme, leur fonction serait entièrement détachée de la propriété des moyens de production, cette fonction suffirait à elle seule pour rétablir un pouvoir discrétionnaire sur ces choses : voire — ce que la propriété capitaliste elle-même, réunie à cette fonction, n'a su faire — à établir un pouvoir *illimité sur les hommes* : cette dictature totalitaire de la « caste bureaucratique ».

N'est-il pas absurde de croire qu'une fonction réunie à la propriété privée confère un pouvoir moindre qu'elle ne le ferait détachée de cette propriété ? Non pas. Simone Weil ne le dit nulle part, cependant l'idée se conçoit : la propriété privée fractionne cette fonction et, par suite, le pouvoir qu'elle couve. En régime de propriété, les concentrations les plus formidables de la fonction de coordination, et par suite du pouvoir fondé en elle, ne dépassent pas les administrations des divers monopoles. Au contraire, dès que la propriété privée est abolie, cette concentration peut devenir une et indivisible. La puissance engendrée par cette fonction le deviendrait pareillement et serait, par suite, illimitée.

Quelle sera la conséquence pour l'ouvrier, pour sa situation au sein des entreprises, préoccupation primordiale de Simone Weil ?

Ce qui au stade de la grande industrie en régime capitaliste arrive de plus en plus souvent est maintenant la règle générale : l'entreprise n'est plus dirigée par son propriétaire, mais par un directeur-organisateur, avec cette différence que le directeur rouge n'est pas le délégué d'un groupe de capitalistes, mais de l'Etat.

Et avec cette conséquence pour l'ouvrier que, dans le pays de la révolution, il sera d'autant plus asservi, plus exploité et plus opprimé que la puissance dont le manager est le délégué et le représentant est plus grande :

> « ...Que le directeur (de l'usine) soit sous les ordres d'un administrateur-délégué représentant quelques capitalistes, ou sous les ordres d'un « trust d'Etat » soi-disant socialiste, la seule différence sera que, dans le premier cas, l'usine d'une part, la police, l'armée, les prisons, etc., de l'autre, sont entre des mains différentes, et dans le second cas entre les mêmes mains. *L'inégalité dans le rapport des forces* (entre direction et ouvrier) *n'est donc pas diminuée, mais accentuée...* » (*La Condition ouvrière*, p. 143-4.)

Et la situation de l'ouvrier sera d'autant plus malheureuse...

Rien de plus clair : *l'abolition du capitalisme* n'est pas seulement inutile, elle est davantage *dangereuse*. Détrôner les maîtres actuels serait introniser des maîtres nouveaux, plus cruels. Le maître mourrait pour passer la main au tyran.

Qu'une révolution soit accomplie par le syndicalisme révolutionnaire le plus pur ou par un mouvement de forme nouvelle des plus parfaites, sous l'impulsion d'hommes des plus intègres : elle aboutirait encore au même résultat. Le mouvement ouvrier classique n'aurait été qu'une monumentale erreur.

L'argumentation de Simone Weil est-elle valable ?

Il faut reconnaître qu'une cascade de dispositions à prendre, à transmettre et à exécuter est vitale pour la grande industrie. Une autre question est de savoir si cette hiérarchie de *dispositions* doit inévitablement se prolonger en un rapport d'homme à homme où l'un est considéré, l'autre méprisé ; celui-là riche et privilégié, celui-ci miséreux ; le directeur-manager puissant et l'ouvrier un pauvre diable écrasé sous le poids d'une pyramide qui repose sur lui.

Dès mon entrée en usine, j'ai été effrayé de voir que la plupart des ouvriers en sont venus à penser que celui qui fait son boulot à la machine ne pourrait plus jamais être dans la société que le membre d'une couche inférieure, comme me le disait alors un ouvrier espagnol : « La couche de « ceux qui seront toujours en bas » nous l'avons été dans la guerre civile, puis au camp. Nous le sommes dans les usines, aujourd'hui, comme nous l'étions hier. Nous le sommes dans le syndicat et dans le parti, nous le sommes dans la société et il n'en sera jamais autrement. Quand je me suis engagé aux milices, je pensais que cela pourrait changer un jour... ». Il n'est pas seul parmi mes collègues de travail à l'avoir pensé autrefois, mais à n'y plus croire. Anciens anarchistes, communistes, socialistes rejoignent le pessimisme de Simone Weil. Mon collègue anarchiste lui-même n'a-t-il pas été touché comme d'une vérité quand, à la fin du *Journal d'usine* de Simone Weil, il voyait appeler les ouvriers : la classe de « ceux qui ne comptent pas, et qui ne compteront pas, jamais, quoi qu'il arrive... ».

Pour regarder la réalité des choses : ne faut-il pas avouer que Simone Weil peut, en faveur de sa thèse, invoquer les structures de toutes les sociétés contemporaines ? Ne sont-elles pas toutes marquées par une correspondance étroite entre fonction et importance sociale ? Un fait des plus désarmants n'est-il pas que jusque dans ses propres organisations l'ouvrier soit un inférieur, alors même que celles-ci proclament comme leur but l'abolition du salariat ? Chaque fois qu'elles sont devenues une

---

de Man, à la fin des années vingt, intéressé en premier lieu au problème social, a retenu de ces analyses la **nécessité d'une hiérarchie fonctionnelle** dans la production industrielle pour en conclure à la **persistance non moins inévitable d'une hiérarchie parallèle sur le plan social.** A vrai dire, des idées analogues sont déjà exprimées du temps de Veblen. Sans entrer dans d'autres détails, bornons-nous à citer, pour la France, le passage suivant de la thèse de doctorat soutenue fin 1911 par Maurice Halbwachs. Parlant de deux thèses opposées des classes, Halbwachs poursuit : « L'une explique les classes par la profession, et veut que les hommes se distinguent **socialement en raison des fonctions différentes** qu'ils occupent dans la société... » (M. Halbwachs, La Classe ouvrière et les niveaux de vie, Paris, 1912, Introduction, p. V.). Berle et Means, enfin, aux U.S.A., ont soutenu en 1932 que la vaste hiérarchie qui organise la production industrielle aux échelons supérieurs des entreprises géantes, compagnies, trusts, tend à se rendre indépendante et, en partie, le serait déjà devenue. C'est dans sa fonction qu'elle puiserait une puissance autonome.

puissance, l'ouvrier, lui, s'est vu relégué dans l'impuissance.

N'exagérons pas la force démonstrative des faits. Ils ne disent rien sur la *cause* qui relie l'une à l'autre, fonction et importance sociales. C'est cette cause seule qui pourrait nous éclairer. C'est elle qu'il s'agit de mettre au jour.

Le nœud du problème : le pouvoir délégué

Simone Weil se contente d'affirmer : celui qui donne des instructions sur le plan de l'entreprise, en assignant leur tâche à d'autres, aura par là même davantage d'importance sociale, au sein de l'entreprise comme en dehors. Elle en conclut logiquement qu'il est impossible à l'ouvrier d'atteindre sa libération sociale.

Mais Simone Weil reconnaît — sa lettre précitée à M. B. l'atteste — que le pouvoir qui habilite les hommes aux divers échelons de la hiérarchie de l'entreprise à organiser et à coordonner le travail — du directeur au contremaître — ne leur appartient pas en propre ; il leur est seulement *délégué.* Or Simone Weil ne voit pas que ce fait capital de la délégation du pouvoir *anéantit sa thèse.*

Quand la puissance disparaît qui délègue au « coordinateur » son pouvoir, toute la hiérarchie s'écroule, celle des pouvoirs aussi bien que de l'importance sociale. Exemple : la situation au lendemain de la révolution russe. Table rase de l'ordre social. Et dans les entreprises, l'ancienne direction, instituée d'en haut, par la puissance du capital, fait place à une direction nouvelle, déléguée d'en bas, par la puissance du conseil ouvrier.

Puissances délégatrices — capital, Etat — et violation de la nature du travail

Qu'à cela ne tienne, nous objectera-t-on, vous oubliez qu'une hiérarchie des importances sociales aussi bien que des salaires s'est, en un clin d'œil, dirait-on, établie en U.R.S.S., et cela dans l'ancien sens. L'ouvrier, que pèse-t-il vis-à-vis du directeur rouge ? Il est plus esclave qu'il ne l'a été autrefois...

Cette objection ne nous embarrasse nullement.

C'est bien vrai : nous avons devant nous deux sociétés, dont chacune obéit à un principe différent, là le capital, ici la puissance ; néanmoins, dans toutes deux un phénomène analogue apparaît : une hiérarchie sociale parallèle à la hiérarchie fonctionnelle.

Cela ne prouve pas cependant que cette structure sociale hiérarchisée soit produite par les fonctions. En réalité, elle se retrouve ici comme là parce que chacun des deux principes — la puissance comme le capital — agit pareillement sur le travail. Il en viole la nature. Et cette dénaturation du travail est la cause de l'analogie dans les structures sociales.

Expliquons-nous d'abord sur la nature du travail.

La nature du travail productif des biens matériels — qu'il soit agricole, artisanal, industriel, n'importe — c'est de procurer à celui qui l'exécute la base matérielle sur laquelle il construira sa vie, en créant, dans une coopération avec ses semblables et dans une discussion avec l'univers, sa société et son monde. *De par sa nature,* ce travail n'est toujours qu'un moyen, mais n'est jamais, pour aucun homme, une fin. Il est une activité secondaire qui, sauf dénaturation, ne peut jamais devenir le centre de la vie de l'homme. Ce n'est jamais autour de ce travail que peut graviter une existence réellement humaine.

Mais aujourd'hui, dans toutes les sociétés, le sort de l'ouvrier est de produire *pour d'autres* cette base matérielle sur laquelle *eux* construisent *leur* vie, *leur* société et *leur* « civilisation » ; si même ils s'érigent en procureur d'un Bien commun appelé Patrie ou Nation ou Défense de la Civilisation ou Construction du socialisme. L'ouvrier, lui, est condamné en ce qui le concerne, à « faire effort seulement pour vivre », comme le disait une fois Simone Weil ; à « osciller entre le repos et le travail comme une balle qui serait renvoyée d'un mur à l'autre. »

En régime capitaliste, l'ouvrier est contraint à travailler pour produire du profit. Il n'y a jamais assez de profit. L'ouvrier, de l'avis du profiteur, n'est donc jamais assez efficient au travail. Si le travail doit produire du profit, il faut que le produit ne serve pas, ou ne serve plus précisément que dans une minime partie seulement au producteur. Le principe économique du profit exige impérieusement que l'ouvrier soit exploité. Ainsi l'homme exploité, pour continuer telle quelle sa besogne, doit être dompté : tenu en bas, opprimé. Le principe du profit exige, tout aussi impitoyablement que l'exploitation, la soumission ouvrière.

Or la puissance — le capital — de laquelle, dans l'économie de profit, les coordinateurs du travail détiennent leur pouvoir, est, en même temps, la puissance qui domine la société. Et c'est ainsi que cette puissance place, dans l'ordre social, le coordinateur en haut de l'échelle, et l' « exécutant » en bas.

Et dans la société russe post-capitaliste ? Le principe de la puissance, qui succède à celui du profit, produit un résultat analogue.

L'économie tourne à plein rendement afin de conserver et d'accroître la puissance. Il n'y a jamais assez de puissance et aux yeux de celui qui la détient, l'ouvrier ne fournit jamais assez de travail. Mais pour accroître au maximum la puissance, le produit de ce travail ne doit que dans un infime pourcentage servir au producteur. La puissance est sans pitié pour l'ouvrier. Elle exige inexorablement que le travail soit violé dans sa nature, et l'ouvrier exploité. Il crée la base matérielle d'une société et d'une civilisation qui lui sont étrangères, hostiles. Pour que dans ces circonstances il continue à trimer aux machines, il faut l'assagir. C'est pourquoi la puissance suprême : l'Etat — puissance politique et qui, pas plus que le capital, ne prend son origine dans une « coordination » de tâches économiques — délègue au manager, outre son pouvoir de coordination des tâches, un pouvoir de domination sur les hommes. Et cette même puissance — principe de la société autant que de l'économie — place, en dehors de l'entreprise de même qu'en son sein, le directeur en haut et l'ouvrier en bas de la hiérarchie sociale.

Ce n'est pas la nature du travail industriel qui fait du directeur un personnage important et de l'ouvrier un être soumis. Ce n'est pas la nature du travail, mais un travail dénaturé qui fait que la hiérarchie des fonctions se prolonge en une hiérarchie sociale.

C'est là la raison pour laquelle l'ouvrier est « condamné à son malheur » et qu'il est dans la soumission. Pour cette raison et non pas parce qu'il « exécute ».

Vérité connue depuis longtemps. Vérité aujourd'hui souvent oubliée.

Simone Weil l'a, elle aussi, oubliée quand elle déclara faux les anciens principes, pour rejoindre M. Detœuf.

Quand le travail se verra rendu son sens humain, c'est-à-dire quand il ne servira plus le profit ni la puissance, mais assurera à celui qui l'exécute à la sueur de son front la base matérielle de sa propre existence, alors cet « exécutant » pourra être, sera

effectivement, la puissance qui délègue et contrôle le coordinateur-manager, la puissance, à la fois, qui assignera à chacun son importance sociale. La hiérarchie fonctionnelle des dispositions, nécessaire à l'organisation du travail industrel, ne produira plus alors de hiérarchie sociale parallèle et, à vrai dire, n'en produira plus aucune.

La théorie des fonctions sociales a faussé le sens du socialisme

Les théoriciens qui durant les dernières décades ont souligné l'importance des fonctions pour la structure sociale — un Henri de Man, un Burnham — n'ont fait autre chose que prendre conscience, non d'une « loi » ou d'une vérité éternelle, mais d'une évolution sociale contemporaine.

Le principe du profit a tendu à réduire l'ouvrier en simple annexe à sa fonction d'exécuter le travail. Au fur et à mesure que l'Etat envahit la vie économique et sociale, toutes les activités des hommes se voient réduites à des fonctions au service de la puissance et dans la vie des hommes rien n'est plus pris au sérieux que leur fonction : la profession. Ce n'est plus l'ouvrier seul qui subit ce sort. Tous les hommes sont réduits à des personnages-annexes à leur fonction.

Mais dans une société où la vie des hommes ne vaut plus que ce que vaut leur profession, comment les positions sur l'échelle des fonctions ne se répercuteraient-elles pas sur toute la ligne dans une hiérarchie sociale parallèle ?

La société qui produit ces hommes rabougris subit, en contrecoup, une désintégration de sa vie culturelle. Les spécialistes, hommes fragmentaires de la vision nietzschéenne, deviennent réalité. Sur le pont qui mène vers l'avenir — à moins d'une renaissance — ne passeront bientôt plus, pour parler le langage allégorique de Zarathoustra, que, là, une immense oreille, ici, une monstrueuse main, ou un œil gigantesque avec, comme appendice qui disparaît presque sous l'énormité du membre exubérant, un mince et pitoyable personnage-annexe à sa fonction.

Comme la fonction, de même la hiérarchie sociale devient plus importante que tout le reste.

Rien ne paraît plus enviable aux hommes que de se hisser un peu plus haut, et encore un peu plus, grimper quelques échelons : *arriver*.

Pauvre ambition ! pauvre humanité...

Ce qui est le plus grave dans cette histoire c'est que l'idée d'une inévitable structure hiérarchisée de la société envahit le mouvement ouvrier. Toujours plus nombreux ses porte-parole la professent. Récemment encore, Bevan en Angleterre, Carlo Schmid en Allemagne. Ils le font avec le sentiment d'avoir franchi le seuil de l'âge de la raison, pour laisser derrière eux une enfance, aimable, peut-être, touchante et idéaliste, mais un peu sotte, après tout...

Combien bornés pourtant sont ceux qui proclament : le socialisme, cela signifie une société qui offre « une chance égale » à tous. C'est-à-dire : une chance pour quelques-uns d' « arriver ».

Si c'était cela le socialisme, il serait encore une société où l'ouvrier reste « en bas », dans la soumission, celui qui « ne compte pas ». Mais alors : quel idéal opposer au stalinisme ?

Simone Weil s'engage dans son chemin nouveau

Essayant en vain de s'orienter dans la confusion où se trouve le mouvement ouvrier par suite de multiples échecs et, plus que tout, par l'évolution de l'U.R.S.S., Simone Weil capitule devant les théories de la fonction sociale cause de la soumission ouvrière. Elle ne cherche plus à dépasser l'échec russe vers un avenir nouveau, mais prend refuge dans « l'ancien régime ».

Contre l'abolition du capitalisme, elle opte pour son maintien. Non pas, il est vrai, par amour du capitalisme, mais par peur de ce qui devrait lui succéder.

Avec cette décision, une tragédie intérieure débute, un drame tissé autour d'une situation sans issue. D'un côté, la révolte sincèrement vécue contre l'injustice sociale qui partout dans le monde maintient les ouvriers aux fers. De l'autre, la conviction qu'il est impossible à ces hommes et à ces femmes de rompre leurs chaines.

Comment s'orienter dans cette situation ? En dépit de ce besoin d'absolu qui n'a jamais cessé de la dévorer, Simone Weil se croit acculée au relatif sur le plan social.

Elle ne recherche plus que cette liberté « relative » dont elle parle dans une lettre à U. Thevenon écrite peu de jours après le début de son expérience en usine.

Contre les organisations ouvrières révolutionnaires et leurs chefs, Simone Weil ne retient plus l'accusation pour crime de bureaucratisation, puisque celle-ci serait fatale. Ils ne sont pas pour autant disculpés, mais au contraire tenus pour davantage fautifs. Leur faute serait d'être allés à la révolution « en aveugles ». Préoccupés de la seule structure sociale — le problème des classes — ils auraient négligé le problème réellement crucial : *l'organisation du travail dans les entreprises.*

> « Quand je pense que les grands chefs bolcheviks prétendaient créer une classe ouvrière libre et qu'aucun d'eux — Trotzky sûrement pas, Lénine je ne crois pas non plus — n'avait sans doute mis le pied dans une usine et par suite n'avait la plus faible idée des conditions réelles qui déterminent la servitude ou la liberté pour les ouvriers — la politique m'apparait comme une sinistre rigolade. » (Lettre à Albertine Thevenon, *La Condition ouvrière,* p. 16.)

Simone Weil n'hésite pas à entreprendre ce qu'elle reproche aux autres d'avoir omis de faire. Elle s'embauche comme ouvrière, dans le but précis d'étudier l'organisation, actuelle et « relativement » idéale, du travail industriel *dans le cadre des techniques modernes et au sein du capitalisme.*

> « Je suis en usine principalement pour étudier un certain nombre de questions fort précises... »

écrit-elle au début de ses expériences, dans une lettre à une élève.

Ces études sont entreprises en vue d'une nouvelle action. Elle débutera en janvier 1936, par la correspondance avec M. B. et, après un échec, se poursuivra dans les négociations avec M. Detœuf.

Dans les deux cas, Simone Weil se propose d'amener le chef d'une entreprise à une action à mener en commun en vue d'une réorganisation « humaine » du travail, avec, comme couronnement, une collaboration entre direction et ouvriers. Simone Weil se réservait à elle-même le rôle du médiateur qu'elle pensait pouvoir assumer grâce à son expérience qui lui aurait appris à mieux connaître, outre les problèmes de l'organisation de l'atelier, l'ouvrier lui-même.

Dans quel sens concret Simone Weil entendait cette idée, nous le verrons dans notre prochain chapitre, qui nous amènera à examiner de plus près la tendance du « facteur humain » et à nous poser cette question capitale : quel homme est l'ouvrier ?

(à suivre) **ANDRIEUX** et **LIGNON.**

Notes d'Economie et de Politique

ET D'ABORD, EVACUER LE TONKIN

L'offensive vietminh en pays thaï a pris plus d'ampleur que ce que l'on pouvait primitivement penser. Les forces annamites ne se sont pas contentées de supprimer le couloir qu'avaient conservé les Français dans la région comprise entre la rivière Noire et le fleuve Rouge, elles ont franchi la rivière Noire, et, au moment où j'écris, assiègent Na-San, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la rivière Noire.

Cette pénétration en plein pays thaï va poser aux dirigeants du Viet Minh un problème extrêmement important qui montrera, selon la solution qu'ils lui donneront, s'ils sont de grands révolutionnaires ou simplement des politicailleurs impérialistes à la mode européenne.

Lorsque le Viet Minh fit son apparition comme représentant du peuple annamite au lendemain de la libération et que, selon une invariable habitude, le gouvernement français essaya de brouiller les cartes en feignant de croire que lorsque Ho Chi-minh réclamait l'unité du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine, il voulait mettre sous sa coupe toute l'Indochine, cela fut énergiquement dénié par les chefs du Viet Minh unanimes qui affirmèrent catégoriquement et à maintes reprises qu'ils entendaient constituer un Etat purement vietnamien, c'est-à-dire ne comprenant que les parties de l'Indochine habitées par les Annamites. Tout ce qui, dans la posssession française, était occupé par d'autres peuples, que ce soient les Thaï ou les Moï, ou les Cambodgiens, ou les Laotiens, devait être laissé hors des limites du nouvel Etat ; non seulement le Viet Minh n'élevait aucune prétention sur ces territoires, mais il se refusait, même si on les lui offrait, à les incorporer, ne voulant ni d'une Alsace-Lorraine ni d'une Sarre.

Par conséquent, la question que la pénétration des troupes du Viet Minh en pays thaï pose aujourd'hui est celle de savoir si les Annamites vont tenir leur promesse, s'ils vont respecter l'indépendance de ces montagnards, tout comme ils entendent que les Français respectent la leur. Plus généralement : la question est de savoir s'ils vont demeurer fidèles à la tradition révolutionnaire qui repousse rigoureusement tout impérialisme, toute domination d'un peuple sur un autre (tradition que Lénine reprenait à son compte aux premiers iours de la révolution d'Octobre) ou bien si, au contraire, ils vont se laisser tenter par l'appât de la conquête.

Il va sans dire qu'on ne saurait taxer d'impérialisme le Viet Minh pour le seul fait d'avoir pénétré chez les Thaï. Qu'il libère ses forces de la menace que fait peser sur leur flanc droit l'existence de troupes françaises à l'ouest de la rivière Noire, qu'il libère le peuple thaï lui-même de l'occupation française, à cela rien à dire. C'est à la fois une nécessité militaire et un acte politique méritoire.

Ce qui importe, c'est ce qu'il fera une fois ce double objectif atteint. Incorporera-t-il les Thaï dans le Viet-Nam, les soumettra-t-il à la domination annamite, ou bien, au contraire, leur assurera-t-il l'indépendance, une indépendance véritable et totale ? C'est là le fait crucial qui déterminera la route sur laquelle le Viet Minh entend s'engager : celle de la libération des hommes, ou celle de leur maintien en servitude, avec un simple changement de maîtres.

***

Quant à la situation des forces françaises, elle s'avère de plus en plus désastreuse. Et cela pas seulement en pays thaï, mais dans le Tonkin proprement dit.

Une chose est devenue parfaitement claire : depuis son repli de la frontière chinoise il y a deux ans, l'armée française est tout simplement assiégée dans le delta du fleuve Rouge. Certes, comme toute garnison assiégée, elle peut, de temps en temps, tenter des « sorties » ; elle en fit une, l'an dernier, en direction du sud-ouest, sur Hoa-Binh ; elle vient d'en faire une autre, cette année, vers le nord-ouest, sur Phu-Doan, et elle en fera sans doute encore d'autres. Mais à peine ces sorties sont-elles « sorties » du delta sur une cinquantaine de kilomètres qu'elles doivent — et plus rapidement encore cette année que l'année dernière — rétrograder en vitesse, et au prix de lourdes pertes pour l'arrière-garde.

Les Français peuvent sortir du delta, car le pays au pouvoir du Viet Minh est beaucoup trop grand pour pouvoir être occupé en tous points par des forces suffisantes pour repousser une attaque ; l'état-major français peut donc toujours déverser sur un village quelconque des parachutistes en nombre suffisant pour s'en emparer et lancer une colonne de tanks pour les ravitailler, mais dès qu'au bout de quelques jours le Viet Minh a eu le temps d'amener ses forces, il faut déguerpir. Ce sont donc des sorties qui sont sans aucun intérêt stratégique, de simples sorties « pour le communiqué ».

Mais il y a pire ! Non seulement les troupes françaises sont incapables de s'établir à demeure hors du delta — et rappelons que le delta, c'est tout juste quelque 15 % de la surface totale du Tonkin — mais à l'intérieur même du delta, elles sont, là aussi, assiégées.

Un communiqué récent annonçait que le Viet Minh s'était emparé d'un poste français du secteur de Kesat. Or regardez sur la carte où est Kesat. Ce village se trouve en plein cœur du delta, entre Hanoï et Haïphong, à quatre ou cinq kilomètres du chemin de fer qui relie ces deux villes et qui est l'artère maîtresse de la région !

Si vous ajoutez qu'il est constamment parlé dans les communiqués de l'état-major d' « infiltrations » du Viet Minh dans le delta, et que tout récemment ledit état-major estimait à 40.000 le nombre de soldats vietminh, réguliers ou auxiliaires, qui se trouvent dans le delta, vous devrez en conclure que le delta lui-même est, en fait, occupé par le Viet Minh, les troupes françaises n'y tenant que les villes, telles que Hanoï, Haïphong, Nam-Dinh et un certain nombre de postes fortifiés, eux-mêmes constamment attaqués et parfois enlevés. Donc, l'occupation du delta par les troupes françaises, n'est elle-même qu'un mythe.

Continuer à s'accrocher au Tonkin dans de pareilles conditions est donc, en se plaçant uniquement au point de vue militaire et en ne faisant appel qu'au plus élémentaire bon sens, une absurdité. Dépenser des centaines de milliards, sacrifier des milliers de vies humaines pour maintenir une « occupation » qui n'en est pas une, une « occupation » qui, malgré tout l'accroissement du matériel américain et des « troupes » baodaïennes, doit chaque année se réduire davantage, c'est vraiment de la folie pure !

Folie à laquelle on s'accroche pour satisfaire tout juste les intérêts d'une poignée d'industriels et de financiers, et peut-être plus encore pour ne pas

porter atteinte à cette chose idiote qu'on appelle le « prestige ».

Entasser revers sur revers, que, malgré toute l'habileté des gens de l'état-major et de l'information (sic) réunis, on a tout de même bien de la peine à transformer en victoires, se laisser encercler au point qu'un beau jour l'évacuation ne sera elle-même plus possible et qu'on en sera réduit à la capitulation pure et simple, voilà, paraît-il, ce qu'exige le « prestige de la France » ! Aux yeux, tout au moins, de nos députés, ministres et ministrables, tous hommes sans idée et sans courage qui tremblent rien qu'à la pensée de ce que leur passeraient le grand andouillard et ses pareils, s'ils prenaient la seule décision sensée : l'évacuation du Tonkin.

Interrogez les Français ! Vous n'en trouverez pas un sur dix mille qui protesterait contre cette évacuation. Mais voilà, ce ne sont que des Français, ils ne sont pas « la France » ! Tandis que M. de Gaulle et le demi-quarteron d'imbéciles qui sont aussi mégalomanes que lui, cela c'est « la France ».

Hélas ! M. Chauvin n'est pas mort, et, plus que jamais, il commande. Cela pour le plus grand malheur de la France et des Français.

⁂

L'évacuation du Tonkin est donc la première mesure qui s'impose, d'urgence. La seconde, est, bien entendu, de faire la paix avec le Viet Minh, c'est-à-dire avec le peuple vietnamien.

Car, après six ans de guerre, le gouvernement français doit tout de même, enfin, se rendre compte qu'on ne peut pas vaincre un peuple, un peuple tout entier, lorsque celui-ci est décidé à conquérir son indépendance. Nous l'avons dit dès le début, et il n'est point un correspondant de presse indépendant, ou qui que ce soit revenant d'Indochine, qui ne l'ait dit : tous les Vietnamiens sont décidés à se libérer coûte que coûte de la domination française, et ils sont tous de cœur avec le Viet Minh, parti de l'indépendance. L'expérience de ces six années a pleinement confirmé cette affirmation, car il est bien certain que si le Viet Minh ne jouissait pas de l'appui de toute la population, il n'aurait pu tenir plus de quelques mois contre la supériorité technique de l'armement français et il aurait pu encore moins procéder à cette extension continue des territoires soumis à son contrôle qui a été la caractéristique de ces six années de guerre.

Il y a, paraît-il, pourtant, des gens bien intentionnés qui s'opposent à la paix en Indochine parce qu'elle ferait le « jeu des communistes ». D'après eux, pour ne pas faire le jeu des communistes, il faut jouer le jeu des colonialistes !

Hommes sans foi ! Comment ne voyez-vous pas qu'il n'est qu'une manière de combattre efficacement Moscou, et que c'est celle qui consiste à rester inébranlablement fidèle aux grands principes révolutionnaires que Staline bafoue, et qui sont seuls capables de rallier autour d'eux, et par conséquent contre Staline, ces innombrables foules d'Orient, aujourd'hui en plein éveil, en pleine marche, en pleine révolution ? Principes dont le premier est la lutte à outrance contre toute forme d'oppression, aussi bien celle d'un peuple sur un peuple que celle d'une classe sur une classe, ce qui signifie la lutte à mort contre le colonialisme.

Cette lutte contre le colonialisme constitue la tradition révolutionnaire la plus ancrée et la plus générale du prolétariat français ; elle a été le point sur lequel se sont toujours rencontrés les révolutionnaires de toutes écoles si divisés par ailleurs, depuis les socialistes modérés à la Jaurès, jusqu'aux syndicalistes révolutionnaires et aux anarchistes, en passant par les socialistes « sectaires » à la Guesde. Eh bien ! ce n'est qu'en renouant avec cette tradition, qu'en montrant aux Asiatiques et aux Africains, écœurés de voir l'Europe officielle pratiquer toujours l'exact contre-pied de ce qu'elle proclame, que nous ne sommes pas, à ce point de vue, des Européens, ce n'est qu'en contraignant nos gouvernants à libérer les peuples qu'ils tiennent en esclavage que nous pourrons d'abord détacher l'Asie et l'Afrique de l'impérialisme « soviétique », et les soulever ensuite contre lui.

LES ASSASSINS SONT LES ANGLAIS

Lorsqu'on lit l'histoire de la colonisation du Kenya, par exemple dans l'ouvrage de Padmore : **How Britain rules Africa** (Comment la Grande-Bretagne gouverne l'Afrique), on est frappé de voir combien les procédés de la colonisation sont l'exacte réplique de la manière dont procéda le capitalisme en Europe à l'époque de l'accumulation primitive.

Dans les deux cas il s'agit de déposséder les travailleurs indépendants de leurs moyens de travail, afin, d'une part, de s'approprier lesdits moyens de travail, et d'autre part, chose non moins importante, d'obliger ces travailleurs dépossédés à s'engager comme ouvriers salariés à des salaires de famine.

Dans le **Capital,** Marx a décrit abondamment comment les classes régnantes de Grande-Bretagne parvinrent à ce résultat. Avant l'époque moderne, le paysan anglais vivait de culture et d'élevage. Il possédait un petit lot de terrain sur lequel il faisait ses cultures, et son bétail paissait sur de vastes terrains communaux soumis à la juridiction du landlord, mais sur lesquels chaque habitant de la « paroisse » avait, depuis un temps immémorial, le droit de libre pâture. Or une série de lois dites des « enclosures » permit au seigneur, au landlord, de clore les terrains communaux ; dès que ceux-ci étaient clos, personne, sauf le landlord naturellement, n'avait plus le droit d'y envoyer de troupeaux.

Privé par cette mesure de la possibilité d'avoir du bétail, le paysan, réduit à son lopin de terre, ne put plus vivre. Il lui fallut donc, soit s'engager comme travailleur salarié chez le landlord, soit, plus fréquemment, aller s'embaucher à la ville, comme ouvrier, dans les fabriques qui commençaient alors à se créer.

Eh bien ! la politique que suivit le gouvernement britannique, à la fin du siècle dernier et durant ce siècle-ci, pour la « colonisation » du Kenya, fut tout à fait analogue.

Bien que situé sous l'Equateur, le Kenya est l'un des rares pays intertropicaux où l'homme blanc peut vivre dans des conditions de climat presque aussi favorables que celles d'Europe. Cela provient de ce que, dès qu'on s'est éloigné suffisamment de la côte, on trouve de vastes régions de hautes terres ayant plus de 1.000 mètres d'altitude, où la température n'a donc plus rien d' « équatoriale ». Pour cette raison, les Anglais décidèrent de faire du Kenya (tout comme les Allemands faisaient simultanément du Tanganyika et pour la même raison) une « colonie de peuplement ». C'est-à-dire qu'on chercherait à y installer, à la place des indigènes, une masse de colons européens.

Pour obtenir ce résultat, la première chose que fit Londres fut de déclarer que tout le sol de la colonie serait la propriété de la Couronne britannique, ce qui privait de tout droit de propriété sur le sol qu'elle cultivait depuis des siècles toute la population indigène. Cela fait, on parqua tous ces expropriés sur un certain nombre de territoires plus ou moins exigus, baptisés « réserves indigènes », avec interdiction absolue pour eux de venir s'installer en dehors de ces réserves, et tout le reste de la colonie fut réservé à la population blanche. Là, les Blancs seuls pouvaient posséder de la terre, eux seuls

pouvaient y être fermiers ou métayers, interdiction étant faite au propriétaire blanc de donner à un nègre une partie de ses terres en location ou en métayage.

Le résultat fut celui que nous avons déjà mentionné le mois dernier. Alors que les immenses régions réservées à la colonisation blanche ne furent que très peu peuplées car, malgré tous les avantages qui leur étaient faits, les immigrants blancs furent assez rares, et qu'elles étaient cultivées encore moins, bien que de puissantes compagnies de colonisation se fussent constituées, comme l'**East Africa Estates Ltd**, propriétaire à elle seule de 150.000 hectares, les indigènes, et tout particulièrement les Kikouyou, dont le territoire originel était situé sur les terrains qui convenaient particulièrement bien à la colonisation, s'étouffaient sur leurs maigres réserves. On estimait, entre les deux guerres, à 60.000 le nombre des Kikouyou qui étaient incapables de trouver, sur leurs réserves, même le tout petit bout de terrain nécessaire pour se construire une case ! Cependant que, d'après une enquête officielle des années 30, il y avait seulement 11,8 % des terres réservées aux Blancs qui étaient cultivées. D'après la même enquête, dans le Kavirondo, région un peu trop basse pour convenir parfaitement aux Européens et où l'on avait, en conséquence, refoulé les Kikouyou, vivaient sur 7.000 milles carrés plus d'un million d'indigènes, alors que sur le haut plateau contigu, il y avait tout juste 17.000 à 20.000 Européens sur 16.000 milles carrés ! Plus du double de terres pour 20.000 hommes que pour un million !

Mais même sur leurs étroites et congestionnées réserves, les indigènes ne jouissaient d'aucune sécurité, car n'oublions pas que tout le sol, y compris celui des réserves indigènes, était propriété d'Etat, et que par conséquent l'Etat pouvait en chasser les habitants dès qu'il y trouvait intérêt.

Cela se produisit notamment le jour où l'on découvrit qu'il y avait de l'or au Kenya. Cet or se trouvait précisément dans une région réservée aux indigènes. Alors, on ne fit ni une ni deux ! Malgré une ordonnance précédente qui stipulait qu'une réserve ne pouvait être enlevée aux indigènes qu'avec l'approbation de leurs conseils de tribu et qu'à la condition qu'on leur donne en échange un territoire de superficie équivalente, on supprima purement et simplement la réserve où se trouvait l'or, sans aucun accord, bien entendu, de la tribu, et sans lui donner aucun autre territoire en échange. Les nègres étaient donc tout simplement obligés de déguerpir, mais pour aller où, grand dieu ! à moins... à moins qu'ils ne consentent à se louer aux concessionnaires des mines d'or comme ouvriers, pour le magnifique salaire de 10 shillings (10 francs anglais de l'époque) par **mois** ! Et ces travailleurs n'avaient même pas le droit de recevoir des visites sur le territoire de la mine, sous peine d'être **fouettés** !

On comprend qu'avec de pareilles conditions de travail, l'indigène du Kenya s'en ressente très peu pour aller travailler chez le Blanc, les salaires dans l'agriculture étant du même ordre que ceux que nous venons d'indiquer pour les mines, et même plutôt plus faibles, le travail étant considéré comme moins dur.

Alors, pour que les Blancs puissent obtenir les bras des indigènes, il fallut procéder à des mesures de contrainte encore plus directes que l'expropriation.

La première, celle qui est d'ailleurs employée dans toute l'Afrique, fut l'impôt. Ici, pas question d'impôt sur le revenu, ou sur les bénéfices, ni même sur les salaires. C'est un impôt **par tête**. Tout individu, même absolument dénué de toutes ressources, est astreint à une taxe uniforme de 12 shillings par an (1), soit l'équivalent de plus d'un mois de salaire, qu'il lui est impossible évidemment de se procurer autrement qu'en se louant à un Européen, s'il n'est pas parmi les rares privilégiés qui possèdent quelque terre dans une réserve. D'ailleurs, comme ces privilégiés pourraient peut-être aider leurs compatriotes s'ils gagnaient trop bien leur vie, les cultures les plus rémunératrices, comme celle du café, leur sont interdites : elles sont réservées aux Blancs. Enfin, comme, d'autre part, certains des hommes sans terres pourraient peut-être parvenir à se débrouiller autrement que comme travailleurs agricoles ou mineurs s'ils avaient quelque bagage intellectuel, il est rigoureusement interdit d'enseigner l'anglais aux indigènes. Ceux-ci ne doivent connaître que leur dialecte !

Malgré tout, ces mesures de rigueur se révélèrent insuffisantes. Cet « incroyable paresseux » qu'est le nègre continuait à se refuser à travailler pour 10 shillings par mois ! En conséquence, on décida de tenter de l'allécher. Pour ce faire, il fut autorisé à devenir métayer du Blanc, mais à la condition de travailler également comme salarié au moins 180 jours par an. Réédition, donc, de la vieille « corvée » du moyen âge, mais avec cette différence que tandis que la corvée féodale n'était que de quelques jours ou, au plus, de quelques semaines par an, la corvée due aux modernes seigneurs coloniaux est de la moitié de l'année !

Et pour être bien sûr que cette prescription soit observée, tout indigène trouvé en dehors des réserves indigènes doit porter au cou un sachet contenant, avec ses empreintes digitales, le nombre de jours qu'il a travaillé dans l'année. On appelle cela le « Kipandi ». C'est la marque de la servitude !

Comment s'étonner maintenant que les nègres du Kenya veulent à tout prix se débarrasser du Blanc ? Comment s'étonner que les Kikouyou, qui constituent la tribu la plus privée de terres, s'engagent par serment à tuer du Blanc ? Et qu'ils le tailladent de leurs couteaux lorsqu'ils peuvent le surprendre sans son revolver ?

Ce ne sont pas eux les assassins. Leur révolte est aussi sainte que le furent toutes les révoltes de manants ; leur révolte est aussi sainte que celle des **fenians** irlandais, dépossédés et expropriés, eux aussi, par les lords britanniques, et qui employèrent au siècle dernier les mêmes procédés de défense que les Mau-Mau. Les assassins sont ceux-là qui les ont réduits à leur état de misère et de servitude. Les assassins sont les colonisateurs. Les assassins sont les Anglais.

« NOUS VOUS DEMANDONS AU NOM DE VOS PRINCIPES... »

La fameuse formule de Veuillot, l'ardent pamphlétaire catholique : « Nous vous demandons au nom de vos principes ce que nous vous refusons au nom des nôtres », redevient plus que jamais d'actualité. Mais au lieu d'être proférée par un protagoniste de l'Eglise romaine, elle l'est par les fidèles de l'Eglise de Moscou : « Au nom de nos principes, nous envoyons aux travaux forcés ou abattons d'une balle dans la nuque quiconque ne pense point comme nous, mais nous exigeons des hommes libres qu'ils nous accordent la liberté de dire, de propager et de faire tout ce que nous voulons, bien que ce que nous voulons, et ce pour quoi nous parlons et nous agissons, c'est la destruction de la liberté. »

Toute Eglise est totalitaire par essence. Elle est convaincue qu'elle possède la vérité, qu'elle est seule

(1) Je mentionne de nouveau qu'il s'agit là de chiffres relatifs aux années 30 ; ils ont peut-être été modifiés quelque peu depuis.

à la posséder et qu'elle la possède tout entière. Toute croyance autre que la sienne propre est non seulement erreur, mais erreur funeste, elle doit donc être extirpée. Ce n'est pas seulement une erreur, c'est un crime. Le bourreau doit donc être là pour supprimer l'hérésie en supprimant les hérétiques.

Telle fut toujours la doctrine du catholicisme. Deux mille ans d'histoire en témoignent. Seule Rome possède la vérité morale, la vérité politique, la vérité sociale, la vérité scientifique, et, bien entendu, la vérité métaphysique. Elle condamnera donc aussi bien à la prison perpétuelle l'astronome Galilée qu'au bûcher le théologien Hüss, elle brûlera ces réformateurs sociaux que furent les Albigeois, tout comme elle condamnera, n'ayant plus la puissance nécessaire pour les brûler, les défenseurs de la révolution française et des droits de l'homme. En plein milieu du XIXe siècle, elle proclamera encore par la bouche de son pape infaillible, dans un document qu'elle n'a jamais rétracté, son opposition à toute liberté des cultes autres que le sien, et elle affirmera que toutes les écoles, depuis l'école primaire jusqu'à celle de l'enseignement supérieur doivent être soumises à son autorité (Syllabus).

Principes sur lesquels l'Eglise romaine n'a jamais varié, qui sont les siens aujourd'hui comme ils l'étaient hier, bien que, ne disposant plus du bras séculier, elle ne puisse plus faire exécuter les hérétiques, ni même, en beaucoup de pays, contrôler l'enseignement.

Alors, ne pouvant pratiquer son totalitarisme, elle invoque le libéralisme ! Ce libéralisme qu'elle n'a cessé d'exécrer tant qu'elle a été en mesure de l'interdire. Elle qui n'a jamais cessé d'être contre la liberté de l'enseignement, elle réclame pour elle la « liberté de l'enseignement » ! La liberté d'enseignement qui lui permettra d'enseigner sa doctrine de toujours, à savoir que tout enseignement laïc, tout enseignement « sans dieu » est impie.

Eh bien ! c'est exactement la même chose que nous voyons présentement se produire avec l'Eglise de Moscou, à cette différence près que le contraste entre le totalitarisme que l'on pratique lorsqu'on est les plus forts, et le libéralisme qu'on invoque lorsqu'on est les plus faibles, se manifeste dans l'espace, et non plus dans le temps comme pour le catholicisme. C'est simultanément que le patriarche du Kremlin supprime dans la moitié de l'Europe toute liberté autre que la sienne, et revendique, dans l'autre moitié, la liberté pour ses séides. En Russie, Staline légifère en ce qui concerne la physique, la biologie ou la linguistique tout comme le pape Urbain VIII légiférait en astronomie, et le savant qui n'abjure pas y est soumis au sort de Galilée. Tout enseignement libre est naturellement rigoureusement interdit en Russie ainsi que dans tous les pays satellites, de même que tout journal, ou toute expression, par la plume ou la parole, de toute opinion économique, politique ou sociale qui ne soit rigoureusement celle qui a été formulée par le chef de l'Eglise. Et il va sans dire que l'existence d'un parti politique ou même de n'importe quel groupement autres que ceux ordonnés par l'Etat n'est même pas concevable.

Mais voilà ! De même que l'Eglise catholique n'est plus en mesure, depuis quelque cent cinquante ans, d'imposer en Europe (sauf en Espagne) son totalitarisme, l'Eglise moscovite n'est pas encore en mesure d'imposer le sien au-delà de l'Elbe et de la plaine danubienne. Les pays d'Occident demeurent fidèles à la liberté, tout au moins partiellement. Il lui faut donc, tout comme l'Eglise romaine aujourd'hui, faire patte de velours. Le loup se recouvre de la peau de l'agneau. Et c'est pourquoi nous voyons aujourd'hui les staliniens de France invoquer en leur faveur cette liberté qu'ils nous refusent au nom de leurs principes, mais que nous leur devons au nom des nôtres.

Qu'elle soit posée par Veuillot ou qu'elle le soit par Staline, avouons, sans honte, que la question est embarrassante.

Donner à ceux qui veulent détruire la liberté, la liberté de la détruire, c'est, évidemment, trahir la liberté. La liberté n'est pas un don du ciel. Il a toujours fallu aux hommes un effort prodigieux pour conquérir des libertés même élémentaires, et ce n'est que par une vigilance constante qu'ils peuvent les maintenir. Tout relâchement dans la défense d'une liberté en amène aussitôt la disparition. La liberté ne peut être conservée si l'on n'est constamment prêt à empêcher par la force ceux qui veulent la détruire de le faire.

Mais pourtant ! nous ne pouvons, pour défendre la liberté, supprimer la liberté, supprimer toute liberté à tous les totalitaires, à tous les croyants, à tous les fidèles de telle ou telle Eglise, bien que nous sachions que toute liberté que nous leur laisserons sera employée par eux à détruire la liberté. Nous ne pouvons les traiter comme ils nous traiteraient, sans nous avilir à leur niveau. Nous risquerions ainsi de créer une nouvelle religion, donc un nouveau totalitarisme : la religion de la liberté. Cette crainte n'est point chimérique ; toute une période de la révolution française en témoigne.

Nous nous trouvons donc ici en présence de l'un de ces cas pour lesquels il paraît impossible d'adopter une position radicale, pour lesquels il faut se contenter, si désagréable que cela soit d'une solution de compromis.

Ce compromis, à mon sens, doit s'inspirer des deux règles suivantes :

1. — Aucune restriction des libertés ne doit avoir lieu pour quiconque n'est pas un totalitaire, c'est-à-dire pour quiconque n'est pas adversaire de ces libertés. Tout texte qui sous prétexte de généralisation envisagerait le « délit » sans considération des buts dans lesquels il est commis est à repousser catégoriquement. Ce serait la porte ouverte à la fin pour tous de la liberté.

2. — Même appliquées aux totalitaires, les restrictions à une liberté ne doivent être appliquées qu'en cas **d'urgence**. C'est-à-dire lorsque les entreprises des totalitaires mettent effectivement la liberté en péril, lorsque le danger de voir disparaître celle-ci apparaît comme imminent.

Lorsque, profitant de l'Affaire Dreyfus, l'Eglise romaine, et tout particulièrement son clergé régulier, lança contre la République une offensive de grand style, et fut près de la renverser à plusieurs reprises au profit d'un régime basé sur l'alliance du sabre et du goupillon, ces deux totalitarismes, les libéraux réagirent par la loi sur les congrégations et celle sur les associations cultuelles, qui, dans une certaine mesure, étaient des lois restrictives de la liberté des catholiques. Mais il y avait alors péril en la demeure. Par contre, en dehors de cette période de crise, la République, depuis 80 ans qu'elle existe, n'a jamais réduit ou tenté de réduire la liberté des membres de l'Eglise romaine ; il me semble que semblable attitude doit être adoptée envers les membres de l'Eglise de Moscou. Politique aussi ferme que l'on voudra, mais seulement aux heures de danger.

R. LOUZON.

UNE PAROLE HISTORIQUE

C'est celle que M. Ulver, député R.P.F., a prononcée en rapportant devant l'Assemblée Nationale sur le budget de la radiodiffusion française :

« La pensée française est un élément de notre défense nationale. »

La renaissance du syndicalisme

Après le congrès de l'enseignement

Le congrès de la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.) a été plus calme que prévu, sans les déchirements que l'on pouvait craindre.

Le syndicat de l'Enseignement secondaire (S.N.E.S.) y arrivait rempli d'intentions belliqueuses. Ses représentants avaient proclamé leur volonté bien arrêtée : de contester toute validité aux mandats de bon nombre de sections départementales (dont la Seine) ; d'exiger une refonte de la motion d'orientation présentée par la majorité et de refuser au représentant de la minorité F.O. la possibilité de signer avec eux cette nouvelle motion ; d'apporter, enfin, de profondes modifications au programme corporatif fédéral en mettant l'accent sur la recherche d'indemnités.

Enfin, ils ne cachaient pas leurs espoirs d'aboutir à une modification profonde de la structure fédérale (par une prédominance encore plus marquée des syndicats nationaux sur les sections départementales) et surtout à un changement dans la direction de la F.E.N.

Ils ont été battus sur tous les points et se sont inclinés.

Partis bruyamment à l'attaque dès l'ouverture du congrès sur la validité des mandats, ils tinrent la tribune pendant la matinée du lundi mais après ce feu de paille, tout rentra dans l'ordre.

Les mandats contestés furent validés avec leur accord ; ils apportèrent leurs votes à la motion d'orientation après avoir obtenu quelques retouches de pure forme ; le représentant F.O. continua à la signer et les espoirs que les cégétistes avaient mis dans l'éclatement de la majorité fédérale furent déçus au moins provisoirement.

De même, sur le plan corporatif, le programme établi met l'accent sur les problèmes généraux (revalorisation, reclassement), il ne place qu'au second plan l'indemnité de charges universitaires présentée comme moyen de rétablir des parités détruites et à ne revendiquer qu'au cas où une action d'ensemble serait impossible à réaliser. Il n'est plus question d'une indemnité spéciale aux seuls enseignants du secondaire et du supérieur.

Par ailleurs, le congrès s'est vivement inquiété des menaces qui pèsent sur l'indépendance de l'Université comme sur les libertés de tous les fonctionnaires ; les projets de réforme administrative ou de statut de l'enseignement préparés par les services ministériels ne cherchent même plus à camoufler leur objectif : donner au gouvernement le moyen de « reprendre en main » les fonctionnaires, de quelque administration qu'ils dépendent.

Cette inquiétude générale a pesé sur le congrès et a contribué à lui donner une certaine tenue et un style quelque peu académique.

Les cégétistes arrivés pour une fois sans consignes précises n'ont pu adopter qu'une attitude flottante et variable, ce qui a joué pour une bonne part dans le calme où s'est maintenu le congrès.

Les critiques au rapport d'activité se sont faites pleines de modération, les louanges teintées de réserves.

Sur l'orientation : Après une brève tentative de motion d'unanimité, les cégétistes devaient reconnaître l'existence d'un certain nombre de points de désaccord irréductibles et se résignaient à laisser jouer à leurs propositions le rôle de la motion d'orientation qu'ils s'étaient refusés à présenter ; l'Ecole Emancipée maintenait évidemment la sienne ; il n'y avait plus qu'à voter. Les résultats (4.386 mandats pour la motion majoritaire, 1.178 aux cégétistes et 412 à l'Ecole Emancipée) étaient très sensiblement les mêmes que ceux de l'an dernier et la commission administrative précédente se trouvait presque automatiquement reconduite.

Sur la Tunisie, après un débat assez bref, la motion Forestier (réclamant une enquête syndicale sur la situation de la jeunesse en Tunisie) déjà votée par le S.N.I. fut adoptée après suppression d'un paragraphe dont la rédaction pouvait laisser croire que l'U.G.T.T. avait besoin d'une leçon de syndicalisme et d'internationalisme.

En bref, congrès calme, qui n'a pas entamé la solidité de la F.E.N. mais qui a marqué un raidissement dans les attitudes des syndicats nationaux. Aucune des motions combattues par le secrétaire du S.N.I. n'est passée et pourtant l'opposition de ce dernier était quelquefois plus motivée par la forme et par le souci de garder à la direction fédérale une certaine liberté d'action que par le fond même de ce qui était proposé. D'autres syndicats nationaux ont quelquefois voté unanimement ce qui n'était guère leur habitude mais ces oppositions sont restées étouffées et les sections départementales, malgré quelques tentatives timides, n'ont pas eu à jouer le rôle d'arbitre et de frein qu'elles devraient avoir lors des oppositions entre organisations nationales.

S'il n'a pas justifié les craintes que sa préparation avait suscitées, ce congrès n'a pour autant rien résolu.

Pour l'instant, les dirigeants du S.N.E.S. sont battus et contents. Ils finiront sans doute par se réveiller et les problèmes qui avaient créé leur mauvaise humeur sont restés entiers. Il appartient à la F.E.N. de profiter de la période de calme relatif qui suit toujours l'excitation d'un congrès pour régler à froid les questions les plus irritantes.

Mais les positions prises cette année par la F.E.N. comme d'ailleurs par les autres organisations syndicales nous paraissent en retard sur les événements.

Si le syndicalisme n'arrive pas à renouveler et à renforcer ses méthodes de lutte, alors que le gouvernement évolue rapidement vers un autoritarisme forcené, il ne sera plus qu'une lourde machine bureaucratique, appendice de l'administration, et s'enlisera dans un immobilisme qu'on a souvent dénoncé sans toutefois proposer rien de très constructif.

P. RUFF.

Delsol "bombardé" président

La *R.P.* d'octobre avait signalé la décision prise par notre ami Delsol de quitter le secrétariat de la Fédération F.O. de l'énergie électrique et du gaz.

Dans le numéro d'octobre-novembre de *Lumière et Force*, organe de la fédération, le nouveau secrétaire Charles Werbrouck rappelle le travail de Delsol dans sa fédération et se réjouit de le voir accéder à la présidence. Citons Delsol lui-même : « Et maintenant me voici « bombardé » président. Mais, comme dit la chanson : « on a beau faire le malin... ça vous fait tout de même quelque chose! »

Ce qui nous fait surtout plaisir c'est de savoir que Delsol sera un président actif et que, par exemple, il a été élu, sur la proposition de sa fédération, à la commission exécutive confédérale. Bon courage donc à l'ami président !

PETITES NOTES

Et les assurances sociales ?

L'Humanité-Dimanche du 26 octobre fait son possible pour enfoncer dans le crâne — bourré — de ses lecteurs que la sécurité sociale est un cadeau stalinien au bon peuple de France :

« **Conçue à la Libération, mise en application sous l'impulsion du regretté Ambroise Croizat, la loi de sécurité sociale...** »

Et le temps où nos staliniens combattaient les assurances sociales qui n'étaient pourtant rien d'autre que la première phase de la sécurité sociale ?

Le nouvel opium du peuple

Enregistrons ce témoignage de parlementaire « bien pensant » sur l'enseignement sportif, rapporté par M. Jean-François Brisson dans le **Figaro** du 29 octobre :

« **Les rassemblements sportifs sont fort utiles : pendant qu'** « **ils** » **encouragent leur équipe et qu'** « **ils** » **en discutent,** « **ils** » **ne pensent plus à leurs revendications ni à la révolution prolétarienne...** »

Et M. J.-F. Brisson de conclure :

Les jeux du cirque... l'opium du peuple... c'est bien cela.

Ajoutons que c'est dans cet esprit que dès 1944-45 on a installé partout des stades, plutôt que de construire des logements.

Ainsi, par les jeux du cirque, commença la ruine du monde antique.

Donnant donnant

Dégustons le portrait de Louis Joxe, le nouvel ambassadeur à Moscou, à propos de sa visite à Herriot, dans **Match** du 1er novembre :

« ...Agrégé d'histoire. Sous le front populaire, il a été chargé par Léon Blum de « surveiller » l'agence Havas. **Il ne partage pas l'aversion des socialistes pour le régime soviétique et cela ne déplaît pas à M. Herriot.** Il lui raconte son entrevue avec Staline ; il regrette d'avoir laissé passer une chance qui ne se présentera peut-être plus. Mais il a vu aussi Vichinsky. **Peut-être aurions-nous la paix avec nos communistes si nous voulions** « **freiner** » **l'armée européenne.** L'offre n'a pas été faite, mais elle est dans l'air. »

Herriot n'a décidément pas oublié sa présidence des Jeunesses staliniennes. Quant à Joxe, en bon agrégé d'histoire, il se croit réaliste et machiavélien.

Pauvres dupes !

...Des événements décisifs

Dans le récit de l'épuration d'Anna Pauker (**Figaro,** 8 nov.), quelques déclarations de dirigeants staliniens roumains méritent de retenir l'attention :

...Moscou se prépare pour des événements décisifs... Jusqu'à présent toute notre action reposait sur le caractère inévitable de la guerre entre le système capitaliste et le système socialiste. C'est la théorie même du léninisme. Eh bien ! désormais, Lénine est dépassé sur ce point par notre génial Staline. Car Josip Vissarionovitch ne croit plus — et il le dira au congrès — il ne croit plus à un conflit inévitable entre les deux systèmes. C'est à l'intérieur du monde capitaliste que la guerre peut éclater, que la guerre doit éclater, ou si vous voulez que je sois plus précis, c'est à l'intérieur du monde capitaliste qu'il faut que la guerre éclate.

Retenons une déclaration de Vichinsky en 1945 :

Vous saurez que le moment de la délivrance de l'Europe sera venu quand on remplacera les présidents du Conseil neutres par des membres de notre parti.

Ce remplacement des présidents neutres chez les satellites totalitaires a été effectué.

Les purges des « susceptibles de ruer dans les brancards » se succèdent. Les événements seraient-ils proches ?

Staline n'est génial que par sa ruse, non par son esprit théoricien. Sa thèse que la guerre va éclater entre Etats capitalistes, Amérique contre Angleterre par exemple, et non entre Russie et Amérique ne tient pas debout. Cette thèse n'est qu'un paravent pour masquer la vraie guerre : la Russie profitant des chamaillages secondaires entre Etats capitalistes pour allumer la troisième guerre mondiale.

Jay Lovestone ?

En bas de page, au cours d'un article d'**Esprit** de novembre, « Pourquoi l'Amérique n'a pas de parti ouvrier ? » par Sidney Lens, cette note du traducteur :

...Jay Lovestone, ex-secrétaire du parti communiste américain, devenu par la suite un maniaque de l'antistalinisme et qui est actuellement l'inspirateur de tout le clan Mac Arthurien de l'A.F.L.

Certes, à **Esprit** on n'est pas maniaque de l'antistalinisme, puisqu'on est stalinisant. Mais Lovestone connaît un peu mieux ce qu'est le stalinisme.

Inspirateur du clan Mac Arthurien de l'A.F.L. ? D'abord il faudrait savoir s'il existe un tel clan à l'intérieur de l'American Federation of Labor. Et s'il existe vraiment, on s'étonne qu'il n'en ait été parlé, timidement dans le numéro spécial d'**Esprit** consacré à la gauche américaine, qu'en note de bas de page au lieu de nous expliquer carrément en long et en large en quoi consiste ce clan ouvrier Mac Arthurien, ce qu'il dit et ce qu'il fait.

Minorité et minoritaires

Bothereau — ça lui arrive tout de même — a eu un mot juste au congrès : « F.O. a des minoritaires, mais n'a pas de minorité. »

Très vrai.

Seulement on doit se demander à quoi cela tient. Ensuite, si c'est bon ou mauvais.

Cela ne peut tenir qu'à ce que les minoritaires n'ont pas les mêmes raisons d'être opposés à la politique confédérale. Peut-être sont-ils aussi opposés entre eux qu'aux dirigeants F.O. En somme une base d'idées communes leur manque.

De là leur éparpillement, aussi leur impuissance.

Que peuvent-ils faire de profitable — aussi bien pour F.O. que pour leurs propres idées — tant qu'ils n'auront rien de précis et de solide à proposer aux syndiqués à la place des idées — ou du manque d'idées — de la direction de F.O. ?

Avec les mineurs allemands du Nord

Georges Glaser est allé dans le Pas-de-Calais voir ses compatriotes, la plupart anciens prisonniers de guerre, qui travaillent dans les mines. Les impressions qu'il donne dans **Preuves** de novembre devraient faire réfléchir un tas de gens, à commencer par les syndicalistes français des mineurs. Ecoutez ce qu'un Bavarois, qui est là depuis sept ans, a dit à Glaser :

« **Les débuts n'étaient pas gais. Ils nous donnaient des pelles et des pioches et commandaient : maintenant, faites du charbon. C'était tout. Et nous n'avions jamais vu une mine — si, moi, dans un musée. Ils ne faisaient pas seulement cela avec nous. J'ai vu des Italiens descendre pour la première fois en chemises claires et chaussures basses marron. Personne ne leur expliquait. Pour que nous donnions le maximum d'efforts, ils imaginèrent d'organiser trois cuisines différentes. Toute ma vie j'aurai devant les yeux l'heure que je dus passer à fendre en morceaux la pierre sous laquelle gisait mort mon camarade parce qu'il avait voulu être admis dans la classe supérieure.**

» **Même sans cela, c'était dangereux. Je ne m'habituerai jamais à ces manières de faire. Dans une exploitation allemande, on s'étonne quand il arrive un accident ; mais ici, c'est quand il n'en arrive pas.** »

« Un fait effarant »

Comment travaille le Conseil économique ? Faut-il en juger d'après le fait suivant que rapporte (**Observateur** du 20 nov.) M. Caquot, le président de l'Académie des Sciences :

« M. Taix a récemment... présenté un rapport dans lequel il indique, sans aucune référence, que nous ne disposons que de 20 milliards de kwh. en hydraulique avec nos montagnes et nos fleuves. Or si nous ne prenons que l'énergie des montagnes et des fleuves, à l'exclusion des possibilités marémotrices, ce n'est pas à 20 milliards, mais à plus de 80 milliards de kwh. que se chiffrent nos possibilités. M. Taix a dû se tromper de chiffres. Mais qu'un rapport comme celui-ci soit présenté au Conseil économique et soit adopté par lui constitue un fait effarant.

» M. Taix est le représentant des Sociétés nationales au Conseil économique et il a tout simplement oublié de consulter l'Electricité de France dont la surprise a été profonde quand elle a vu de telles erreurs. Ainsi, voilà quelqu'un qui représente au Conseil économique les sociétés nationales et qui raconte n'importe quoi, alors qu'il est considéré comme un expert en cette matière et, à ce titre, désigné comme rapporteur. »

Les civilités du mois

Ce mois de novembre est riche de faits significatifs quant à l'évolution du monde dans une atmosphère de sérénité et de progrès social. La juxtaposition des faits suivants le prouvera :

— Election du général Eisenhower à la présidence des U.S.A.

— Victoire écrasante du maréchal Papagos aux élections grecques.

— Victoire, — assez peu inattendue d'ailleurs —, du maréchal Tito au congrès du parti communiste yougoslave.

— Victoire du général Franco qui est brillamment admis à l'Unesco en raison des services rendus par le fascisme espagnol au progrès de la culture.

— Succès du maréchal Juin élu par 24 voix sur 25 à l'Académie Française en raison de ses mérites littéraires exceptionnels.

— Réélection par acclamations du « général » Jouhaux à la présidence de la C.G.T.-F.O. (En cas d'absence s'adresser au siège de la Démocratie Combattante).

Il n'est pas mauvais de rappeler que, le mois précédent, le maréchal Staline avait obtenu, au congrès du parti communiste, un succès supérieur à celui de tous les maréchaux et généraux victorieux en novembre. Emulation et sens de la hiérarchie !

***

Pour les « deuxième classe » que toute cette gloire n'aurait pas enivrés, une autre information retiendra leur attention : un communiqué de la Commission de l'énergie atomique des U.S.A. permet de penser qu'un premier essai de bombe thermonucléaire dite bombe H a été effectué. On ne dit pas si l'essai a été « satisfaisant » mais on apprend à ceux qui l'ignoraient encore que la bombe à hydrogène ne sera pas limitée dans sa puissance comme l'est la bombe à plutonium par une masse critique maximum.

L'éditorialiste du New York Times **conclut :**

« L'homme s'émerveille d'ordinaire du fait que les étoiles brillent. Maintenant il sait pourquoi. Il sait même comment créer une petite étoile éphémère sur la terre. Mais il ne sait pas encore si cette étoile va illuminer la ruine de toute sa culture, de tous ses espoirs et de toute sa civilisation. »

Il ne reste plus qu'un vœu à formuler : que l'homme ne reste plus longtemps dans ce pénible état d'ignorance !

G. W.



LIVRES — REVUES

Maurice DOMMANGET : Francisco Ferrer (Sudel).

Dommanget consacre sa nouvelle brochure de la série des « Grands éducateurs socialistes » à Francisco Ferrer. Les quatre précédentes ont présenté : Albert Thierry, Proudhon, Marx et Engels, Paul Robin.

Il retrace la vie de Ferrer et l'effort de toute cette vie consacrée à transformer l'école en Espagne ; aussi dans nos pays. Il faut que l'Ecole moderne ait singulièrement inquiété l'Eglise et les forces conservatrices qui se servent d'elle, pour conduire Ferrer à Montjuich le 13 octobre 1909 devant un peloton d'exécution. L'Inquisition a la vie dure.

La conception pédagogique de Ferrer partait de la volonté d'arracher des cerveaux ce qui divise les hommes, religion, fausse idée de la propriété, patrie, famille, etc. Hardie et belle conception. C'était faire cependant la part bien grande à la raison et à la science. Par réaction naturelle aux méthodes en usage dans son pays ; par espoir qu'en libérant les esprits on libère du même coup les exploités et les hommes. — **P. M.**

UNE REVUE ASIATIQUE REDIGEE PAR DES ASIATIQUES

La revue « Pacific », dont la parution a été annoncée dans la « R.P. », en est à son troisième numéro.

Il est encore trop tôt pour se faire une idée d'ensemble sur ses animateurs et sur la direction qu'elle prendra.

Pour le présent, son but est d'aider la formation d'une « troisième force » asiatique, de tendance socialiste non stalinienne. Cette position en porte-à-faux entre les deux grands blocs est plus solide en Asie qu'en Europe, car elle semble correspondre aux aspirations profondes de trois pays qui ont déjà accompli leur libération nationale : l'Inde, la Birmanie et l'Indonésie.

Ce peut être demain un pôle d'attraction pour d'autres nations d'Extrême-Orient : Viet-Nam, Philippines, Corée, Japon, Malaisie. En Chine même, il n'est pas absurde de penser qu'une telle prise de position en faveur d'un socialisme libre et pacifique puisse avoir un jour quelque retentissement.

Le premier numéro (spécial), d'une belle présentation technique, est consacré à l'activité officielle des représentants asiatiques à l'O.N.U. On y trouve aussi des documents originaux sur le mouvement ouvrier d'Indonésie et sur les partis socialistes de l'Inde.

Le numéro 2 (non illustré) nous apporte des études sur le problème vietnamien, les élections indiennes, l'évolution récente du Japon et de la Birmanie...

Dans le numéro 3 (illustré), nous trouvons des études sur le Pakistan et la Thaïlande, mais l'essentiel du numéro est consacré au problème agraire en Extrême-Orient, préoccupation majeure des peuples asiatiques : la solution apportée à la misère paysanne ancestrale sera la pierre de touche de la capacité politique de ces jeunes nationalismes. Si l'Asie libérée arrive à résoudre pacifiquement et sans contrainte étatique étouffante le grave problème des subsistances et de l'industrialisation progressive, dans le cadre d'une société à prédominance paysanne, on pourra dire que le stalinisme est virtuellement vaincu dans le monde de demain, étant donnée l'importance démographique des masses d'Extrême-Orient. Cette espérance est-elle utopique ? Souhaitons que les numéros suivants de « Pacific » nous apportent quelques espoirs consistants à ce sujet. Souhaitons moins de projets mirifiques conçus par des cerveaux subtils et le plus possible de réalisations effectives, aptes à contrebalancer aux yeux du paysan chinois ou vietnamien, aux yeux de l'ouvrier japonais et de l'ex-soldat coréen les promesses soviétiques.

Dans le prochain numéro spécial annoncé, la Chine et le Viet-Nam seront mis « en vedette » ; il sera consacré principalement à la planification économique en Asie.

D. MARTINET.

BULLETIN DE ZIMMERWALD

SEANCE DU 9 NOVEMBRE 1952

1. *Exposé de notre camarade Bruno*

Reprenant l'exposé qu'il a publié dans la *R.P.* (novembre 1952), notre camarade Bruno développe les impressions qu'il a rapportées du congrès du parti socialiste d'Allemagne occidentale. Puis il étudie les changements intervenus dans la centrale syndicale allemande à la suite de son congrès.

2. *Discussion après la causerie de Bruno :*

A des questions de Monatte et de plusieurs camarades sur la composition du S.P.D. et du D.G.B., Bruno souligne que les jeunes sont assez « apolitiques » et que les cadres du parti socialiste sont : les vieux rescapés des camps, les bureaucrates syndicaux, etc. Mais la base est beaucoup plus ouvrière que la S.F.I.O., par exemple. Dans les syndicats, sur 6 millions de syndiqués, il y a 11 % des jeunes qui ont moins de 24 ans (donc, des âges extrêmes).

Monatte demande des précisions sur Fette et Freitag : le premier serait surtout un incapable. Le nouveau président des syndicats, un homme combattif qui sera plus coriace avec les patrons sur la question de la co-gestion. Son élection ne représente pas une mainmise totale du S.P.D. sur les syndicats ; il n'y a pas de danger de scission (faiblesse des chrétiens et des staliniens). (Réponse à Chambelland).

Muglioni se demande si le nationalisme assez agressif des socialistes allemands n'est pas une manœuvre pour éviter un nouveau 1933. Bruno pense que c'est probable, mais qu'il y a aussi des chauvins au S.P.D.

Rosmer considère que centrer la lutte politique sur des revendications d'unité (et demain sur des revendications territoriales sur les territoires annexés à la Pologne) est le terrain le plus dangereux qui soit pour le mouvement ouvrier allemand et sert surtout les staliniens et les bellicistes.

Marceau Pivert s'élève contre le fatalisme du nationalisme et du réarmement et pense que la position des grands partis socialistes européens en faveur d'un réarmement limité (Angleterre, Belgique, Allemagne) est déjà un petit pas en avant.

Lucienne Rey ne voit pas de solution acceptable pour tous les partis socialistes d'Europe, et Bruno dit que l'unification « pacifique » n'est pensable dans un proche avenir que sous forme d'un joug stalinien, solution donc pire que le mal.

Bayard désire rechercher l'efficacité dans une perspective historique (sans s'attarder sur les situations « bouchées » du moment présent), en tenant compte de la renaissance progressive du mouvement ouvrier et des perspectives nouvelles que peuvent ouvrir les crises cycliques du capitalisme, aussi bien que les contradictions internes du totalitarisme russe.

3. *Quelques opinions sur l'élection d'Eisenhower :*

Pour Rosmer, ce fait ne créera pas de changement radical en politique extérieure. Il ne faut pas prendre au pied de la lettre les affirmations de la campagne électorale du « grand favori ». A l'intérieur, la lutte sera plus serrée pour la défense des conquêtes ouvrières, mais la situation n'est plus celle de 1919 : les syndicats ont un poids réel (quoique bien insuffisant) dans la vie du pays, et les « conseillers » du nouveau président devront en tenir compte, même les « taftistes ». Le parti démocrate était usé par 20 ans de pouvoir, et l'appareil républicain a bien su préparer ses élections. Il ne faut pas dramatiser ce changement d'équipe.

Pour Monatte, c'est bien la Corée qui a porté Eisenhower à la présidence. Et il n'aura de choix qu'entre un nouveau Munich ou une politique aventuriste à la Mac Arthur.

Pour Walusinski, il ne faut pas exagérer le caractère progressif du parti démocrate. Il faut aussi constater que les syndicats plafonnent avec 16 millions d'adhérents, ce qui ne leur permet pas, même dans les Etats les plus industrialisés, d'imposer les candidats de leur choix. Resterait à voir s'ils sauraient toujours choisir...

Bruno apporte une note encore plus pessimiste : il pense que les Russes (surtout après les directives de leur dernier congrès) vont profiter de l'élection d'Eisenhower pour accroître leur influence en Europe libre : divisions du bloc occidental, crédits américains à l'Europe diminués, préparation dispersée à la résistance des nations « libres » (en face du monolithisme accru de l'appareil du parti russe et du nouveau plan quinquennal de préparation à la guerre).

REUNION DU DIMANCHE 14 DECEMBRE

Les membres du Cercle Zimmerwald se réuniront dimanche 14 décembre à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris (7). Métro Solférino.

Charles-André Julien parlera de la crise nord-africaine et dirigera la discussion des problèmes qu'elle nous pose.

Nos camarades sont priés d'amener leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald peut intéresser.

UN CERCLE D'ETUDES SYNDICALISTES A MACON

Ce n'est plus une naissance qu'il convient de célébrer aujourd'hui, mais une réussite. Car le *Cercle* vit depuis avril déjà. Une réunion par mois a groupé chaque fois de 35 à 45 militants.

Il n'est sous la coupe d'aucun groupement officiel, bien que ses initiateurs viennent de Force Ouvrière ou de la F.E.N. autonome. Il a réuni des militants socialistes et libertaires (c'est la C.N.T. espagnole qui fournit surtout l'élément ouvrier), quelques chrétiens et de rares cégétistes, malgré l'hostilité ouverte des dirigeants staliniens.

Ont été traités des sujets tels que : le syndicalisme avant et après la Charte d'Amiens ; le rôle du syndicalisme dans la révolution espagnole ; les tâches actuelles du syndicalisme. Des discussions très cordiales et très larges ont suivi les exposés.

Il est inutile d'ajouter que les initiateurs et animateurs du Cercle sont les abonnés mâconnais de la *R.P.*, et qu'ils voient dans leur succès un signe de la renaissance du syndicalisme.

Cette information n'aurait pas de sens si elle ne devait convaincre tous les camarades qui hésitent encore à susciter des rencontres et des tribunes libres, loin des cadres sclérosés. Non que la discussion engendre une vraie culture, mais parce qu'elle soumet aux esprits des problèmes que les syndicats et les partis se sont plu à cacher. Elle excite la libre recherche et prépare le réveil du mouvement ouvrier.

Jacques **MUGLIONI.**

P.S. — J'oubliais de signaler un fait important. Bien que le Cercle ne se soit pas donné pour but de déterminer une action distincte de celle des syndicats, il a inspiré, au début de l'été, à Mâcon, la formation d'un syndicat autonome de la métallurgie qui a triomphé lors d'une récente élection d'usine.

ENTRE NOUS

DERNIER AVIS AUX RETARDATAIRES

Il y a encore des camarades qui ne lisent pas la bande d'envoi — ni les comptes de la **R.P.** que nous publions tous les mois sous le titre « D'où vient l'argent ? » — où leur est rappelée l'échéance de leur abonnement.

Des cartes de recouvrement vont leur être envoyées. Qu'ils veuillent bien leur faire bon accueil. Ils savent bien que nous ne les envoyons pas par plaisir mais parce que la **R.P.** vit et ne peut vivre que par ses abonnés.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 27 OCTOBRE. — Ouverture à Luxembourg de la **Haute Assemblée du pool charbon-acier.**

DIMANCHE 2 NOVEMBRE. — Congrès à Zagreb du parti communiste **yougoslave.**

MERCREDI 5. — Elections présidentielles aux **U.S.A.** Victoire d'Eisenhower ; faible majorité républicaine au Congrès.

DIMANCHE 9. — Elections municipales en **Allemagne** ; dans la Ruhr : avance socialiste, et dans la Basse-Saxe : victoire des partis gouvernementaux.
La Fédération communiste de la Haute-Vienne a exclu Georges Guingouin.

LUNDI 10. — Une vaste bataille s'engage au **Tonkin.**
Démission de M. Trygve Lie, secrétaire général de l'**O.N.U.**
M. Robert Schuman défend à **l'O.N.U.** la position française sur l'Afrique du Nord.
A Port-Elisabeth, en **Afrique du Sud,** grève générale des non-Européens.

MERCREDI 12. — 3e congrès de la C.G.T.F.O.

JEUDI 13. — En **Afrique du Sud,** la Cour suprême invalide la loi créant une Haute Cour parlementaire.

SAMEDI 15. — La **Régie Renault** décide de réduire à 40 heures le temps de travail de tout le personnel.
Conseil national du **parti socialiste.**

LUNDI 17. — Congrès de la Fédération autonome de l'**Education Nationale.**
Elections en Grèce : victoire du parti du maréchal Papagos.

MARDI 18. — La délégation indienne présente à l'**O.N.U.** un compromis sur l'armistice coréen.
Le parlement de l'**Allemagne occidentale** recommande l'abstention lors des élections sarroises.

MERCREDI 19. — Admission de l'Espagne à l'**U.N.E.S.C.O.**

JEUDI 20. — Ouverture à **Prague** du procès de Rudolf Slansky, ancien secrétaire général du parti communiste, qui s'accuse d'avoir été l'homme de main de Benès « agent américain ».

VENDREDI 21. — L'offensive du **Viet Minh** en pays thaï se développe : évacutation de Ba-Lay et de Moc-Chan.

AU CENTRE CONFEDERAL D'EDUCATION OUVRIERE DE LA C.G.T.F.O.

198, avenue du Maine, Paris-14e

Le mardi 2 décembre, à 20 h. : Conférence de Roger Hagnauer : **Après le congrès de la C.G.T.F.O., congrès d'autrefois, perspectives d'avenir.**

Le mardi 9 décembre, à 20 h. : Conférence de Sidro, secrétaire général de la Fédération des Employés F.O. : **le syndicalisme chez les employés.**

Le mardi 16 décembre, à 20 h. : 2e conférence de Roger Hagnauer : **Après le congrès de F.O. : Perspectives d'avenir : l'action internationale.**

Les amis de la R. P. pensent à tout...
MEME A RENOUVELER LEUR ABONNEMENT !

D'où vient l'argent ?

DU 26 OCTOBRE AU 22 NOVEMBRE 1952

RECETTES

Abonnements :		
Ordinaires	42.050	
Soutien	16.500	
		58.550
Souscription « R. P. »		3.025
Vente		3.694
Souscription pour les Tunisiens		2.950
		68.219
En caisse et chèques postaux		57.407
		125.626

DEPENSES

Impression, papier		86.865
Timbrage, routage, expédition		7.562
Téléphone		1.325
Frais généraux		500
		96.252
Solde au 22 novembre :		
Caisse	2.808	
Chèques postaux	26.566	
		29.374
		125.626

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Sorin (Loire-Inférieure) 1.000 ; Picou (Alpes-Maritimes) 1.000 ; Di Luccio (Alger) 1.500 ; Merlin (Paris) 1.300 ; Royer (Ain) 1.000 ; Wullens (Oise) 1.000 ; Sauvegrain (Paris) 1.000 ; Henry (Bas-Rhin) 1.000 ; François (Allier) 1.000 ; Mader (Paris) 1.200 ; Maupioux (Paris) 1.000 ; R. Martinet (Paris) 1.000 ; Jagaille (Seine) 1.500 ; Gibelin (Paris) 1.000 ; Leprix (Seine) 1.000. — Total : 16.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

Duyck (Paris) 500 ; Marthe Bigot (Paris) 500 ; Le Clouërec (Ile-et-Vilaine) 100 ; Pin (B.-du-Rhône) 100 ; Marceau Pivert (Seine) 300 ; Brune (Nord) 25 ; Ch. Laurat (Paris) 300 ; Verdelhan (Paris) 200 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 250 ; Lagarde (Basses-Pyrénées) 400 ; Desachy (Oise) 100 ; Synd. Consom. et Us. Services publics de Nancy (M.-et-M.) 100 ; Garcia (Tarn) 100 ; Fontaine (Rhône) 50. — Total : 3.025 francs.

LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS
(septième liste)

Sorin (Loire-Inférieure) 200 ; Duyck (Paris) 500 ; Marthe Bigot (Paris) 500 ; Aubrée (Seine) 1.000 ; Mader (Paris) 500 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 250. — Total : 2.950 francs.

Total des six premières listes	36.150 fr.
Total au 22 octobre	39.100 fr.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 9 ; Seine 1 ; Alpes-Maritimes 1 ; Loire 1 ; Angleterre 1. — Total : 13.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 25 octobre	1.367
Abonnements nouveaux	11
Rétablissements	2
	1.380
Désbonnments et suppressions	6
Situation au 28 novembre	1.374

Le CERCLE PELLOUTIER présente sa première brochure

L'ÉCOLE RUSSE

par Félix FRANC

avec un avant-propos de PIERRE MONATTE

« Nous avions rêvé que la Révolution russe donnerait l'exemple merveilleux d'une école du travail préparant des générations d'ouvriers et de paysans intelligents et volontaires capables de mener eux-mêmes leur pays. »

En 1952, l'école russe est au service du militarisme stalinien. Preuve en est le « dégonflage » des supporters du régime stalinien dans le syndicat des instituteurs.

Lisez la brochure de F. Franc, et diffusez-la. Vous aiderez à faire connaître la vérité sur les méthodes du stalinisme en Russie et en France.

La brochure : 60 francs. Envoi franco à domicile contre 75 francs (en timbres).

Les 10 exemplaires franco : 500 francs. Les 100 exemplaires franco : 4.500 francs.

Adresser commandes et virements postaux à G. Walusinski, 32, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11e). C.C.P. Paris 1171-64.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIVe

C. C. P. 5450.00 Paris — SUF. 66-71

Francs

Tibor Mende : L'Amérique latine entre en scène 780
(Dans ce livre, Tibor Mende dresse un tableau d'ensemble de ce demi-continent qu'est l'Amérique latine, et met en lumière les tendances profondes qui dominent son évolution)

François Fejto : Histoire des Démocraties Populaires 900
(L'auteur replace dans son contexte international la naissance des sept démocraties populaires et, étudiant leur histoire étape par étape, il analyse et discute les diverses « crises » dont on a tellement entendu parler, et chaque fois si vite)

Mircea Eliade : Images et symboles 590
(Essais sur le symbolisme magico-religieux. Mythologie de l'homme moderne)

Camil Ring : Staline m'a dit 470
(Anna Pauker est-elle coupable ?)

Machiavel : Œuvres complètes 2.650
(Dans la collection « Bibliothèque de la Pléiade ». Introduction par Jean Giono, texte présenté et annoté par Edmond Barincou)

Bevan : Pour vaincre la peur 510
(En dehors de la lumière qu'il projette sur la personnalité de son auteur, cet ouvrage est un document d'une importance considérable. Il pèsera d'un grand poids sur la politique future du Labour Party)

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »